

Ministère de la Justice

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019



Renseignements généraux

Justice
Québec 

Le 1^{er} mai 2018
Document préparé par
le Service de la gestion budgétaire et financière

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

ÉTUDE DES CRÉDITS 2018-2019

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.1	<p>LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L' ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 :</p> <p>A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;</p> <p>B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;</p> <p>C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;</p> <p>D. LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);</p> <p>E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;</p> <p>F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;</p> <p>G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <ul style="list-style-type: none">LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR; <p>H. LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉ;</p> <p>I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.</p>	1
G.2	<p>POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2017-2018 :</p> <p>A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;</p> <p>B. LES COÛTS VENTILÉS;</p> <p>C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;</p> <p>D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.</p>	7
G.3	<p>LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2017-2018, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;</p> <p>B. LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;</p> <p>C. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>D. LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;</p> <p>E. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>F. DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;</p> <p>G. LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.</p>	10
G.4	<p>LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :</p> <p><u>PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p> <p><u>PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;</p> <p>F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.</p>	13

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.5	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;</p> <p>B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;</p> <p><u>ORGANISÉE PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE :</u></p> <p>D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;</p> <p>E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;</p> <p>F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);</p> <p>G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;</p> <p>H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>I. NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.</p>	16
G.6	<p>LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :</p> <p><u>ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :</u></p> <p>A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;</p> <p>B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;</p> <p>C. LA NATURE DE LA FORMATION;</p> <p>D. LES PERSONNES CONCERNÉES.</p>	18
G.7	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p> <p>PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2017-2018, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);</p> <p>D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;</p> <p>F. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	19
G.8	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>F. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p>	75

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.9	<p>LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;</p> <p>B. LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;</p> <p>C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;</p> <p>D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;</p> <p>E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.</p>	77
G.10	<p>LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :</p> <p>A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;</p> <p>B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);</p> <p>C. LE COÛT;</p> <p>D. L'ÉCHÉANCIER;</p> <p>E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.</p>	79
G.11	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018 :</p> <p>A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;</p> <p>B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);</p> <p>C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;</p> <p>D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;</p> <p>E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;</p> <p>F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;</p> <p>G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;</p> <p>H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.</p>	80
G.12	<p>POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :</p> <p>A. LE NOM DU PROJET;</p> <p>B. LA NATURE DU PROJET;</p> <p>C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (S'IL Y A LIEU);</p> <p>D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;</p> <p>E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;</p> <p>F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;</p> <p>G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;</p> <p>H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;</p> <p>I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;</p> <p>J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;</p> <p>K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS; <p>L. INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;</p> <p>M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.</p>	81

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.13	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :</p> <p>A. LA PHOTOCOPIE;</p> <p>B. LE MOBILIER DE BUREAU;</p> <p>C. L'AMEUBLEMENT;</p> <p>D. LA DÉCORATION ET L'EMBELLISSEMENT;</p> <p>E. LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;</p> <p>F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;</p> <p>G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;</p> <p>H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;</p> <p>I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;</p> <p>J. L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :</p> <p>A. AU QUÉBEC;</p> <p>B. À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.</p>	85
G.14	<p>SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :</p> <p>A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, (« BLACKBERRY », IPHONE OU AUTRE TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;</p> <p>B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);</p> <p>C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;</p> <p>D. LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;</p> <p>E. LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;</p> <p>F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;</p> <p>G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;</p> <p>H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;</p> <p>I. LES ORDINATEURS PORTABLES;</p> <p>J. LE NOMBRE D'ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;</p> <p>K. LE COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE;</p> <p>L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S'IL Y A LIEU.</p>	86

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.15	<p>CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :</p> <p>A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS;</p> <p>B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS;</p> <p>C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.) – LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;</p> <p>F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;</p> <p>G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;</p> <p>I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;</p> <p>J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;</p> <p>L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;</p> <p>M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);</p> <p>N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;</p> <p>O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;</p> <p>P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;</p> <p>Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES;</p> <p>R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI.</p>	88
G.16	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, ET CE, PAR DIRECTION :</p> <p>A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES;</p> <p>B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;</p> <p>C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2018-2019 ET 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;</p> <p>D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.</p>	138

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.17	<p>LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN D’EUX :</p> <p>A. L’EMPLACEMENT DE LA LOCATION;</p> <p>B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;</p> <p>C. LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;</p> <p>D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;</p> <p>E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;</p> <p>F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;</p> <p>G. LES COÛTS D’AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;</p> <p>H. LA DURÉE DU BAIL;</p> <p>I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;</p> <p>J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.</p>	140
G.18	<p>POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2017-2018, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L’AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :</p> <p>A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;</p> <p>B. LES COÛTS;</p> <p>C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.</p>	153
G.19	<p>LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :</p> <p>A. LA DATE DE L’ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>B. LE TITRE DE LA FONCTION;</p> <p>C. L’ADRESSE DU PORT D’ATTACHE;</p> <p>D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;</p> <p>E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;</p> <p>G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELEVÉ;</p> <p>H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;</p> <p>I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2017-2018;</p> <p>J. LE NOMBRE TOTAL D’EMPLOYÉS AU CABINET;</p> <p>K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018;</p> <p>L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;</p> <p>M. S’IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L’ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L’EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D’EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L’ÉTAT.</p>	154
G.20	<p>LISTE DES SOMMES D’ARGENT VERSÉES EN 2017-2018 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE L’ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;</p> <p>C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;</p> <p>D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.</p>	155
G.21	<p>LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L’ASSIGNATION INITIALE ET L’ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>E. LA DATE DE L’ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>F. LA DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION, S’IL Y A LIEU.</p>	158

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.22	<p>LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE POSTE INITIAL;</p> <p>B. LE SALAIRE;</p> <p>C. LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;</p> <p>D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;</p> <p>E. LES PRÉVISIONS 2018-2019.</p>	159
G.23	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :</p> <p>A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);</p> <p>B. PRÉVISIONS 2018-2019;</p> <p>C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.</p>	160
G.24	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	161
G.25	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, PAR MISSION.	162
G.26	<p>LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;</p> <p>C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;</p> <p>D. L'ASSIGNATION INITIALE;</p> <p>E. L'ASSIGNATION ACTUELLE;</p> <p>F. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;</p> <p>G. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.</p>	163
G.27	<p>LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2017-2018, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :</p> <p>A. LE COÛT DE CHACUN;</p> <p>B. LE FOURNISSEUR;</p> <p>C. LA NATURE DU SERVICE.</p> <p>VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.</p>	164
G.28	LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.	169
G.29	<p>POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :</p> <p>A. LE NOM DU SITE WEB;</p> <p>B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;</p> <p>C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;</p> <p>D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;</p> <p>E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);</p> <p>F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);</p> <p>G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;</p> <p>H. LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE.</p>	170
G.30	<p>NOMINATIONS, POUR 2017-2018, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :</p> <p>A. LA LISTE;</p> <p>B. LE NOM DE LA PERSONNE;</p> <p>C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;</p> <p>D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;</p> <p>E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;</p> <p>F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;</p> <p>G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.</p>	174

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.31	POUR 2017-2018, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L'OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D'ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L'OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.	175
G.32	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2016-2017 ET 2017-2018 : A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS; B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION; C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES; D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS); E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS; F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS; G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.	176
G.33	LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2017-2018 : A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.); B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES; C. LE NOMBRE DE RENCONTRES; D. LE NOMBRE D'ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE; E. L'OBJET; F. LES DATES.	177
G.34	LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.	178
G.35	LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2017-2018 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.	179
G.36	LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	180
G.37	L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES TARIFÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELEVANT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELEVANT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019.	181
G.38	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS 2018-2019.	182
G.39	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2017-2018, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 ET 2019-2020, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	183
G.40	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.	187
G.41	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.	188
G.42	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.	189
G.43	POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.	190

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.44	POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS? POUR CHAQUE PERSONNE : A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS; B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS;	191
G.45	LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.	192
G.46	POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDIQUER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.	195
G.47	COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2018-2019. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2017-2018, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2018-2019, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.	196
G.48	LISTE DES SITUATIONS EN 2017-2018 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.	197
G.49	INDIQUER LES NOUVELLES INITIATIVES OU TOUTE MAJORATION APPORTÉE À UN PROGRAMME EXISTANT, LES MONTANTS EN CAUSE AINSI QUE LES MESURES PRISES POUR DÉGAGER LES SOMMES NÉCESSAIRES À LEUR FINANCEMENT.	198
G.50	NOMBRE DE FONCTIONNAIRES OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD EN 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	199
G.51	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ AU PLAN NORD POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	200
G.52	NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	201
G.53	VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.	202
G.54	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.	203
G.55	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.	204
G.56	LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMME FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.	205
G.57	POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE.	206
G.58	<p>PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D'ORGANISMES PUBLIQUES, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D'UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.</p> <p>FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :</p> <p>A. LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;</p> <p>B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);</p> <p>C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;</p> <p>D. LE MONTANT ACCORDÉ;</p> <p>E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;</p> <p>F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;</p> <p>G. TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.</p> <p>INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L'ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LES BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.</p>	207

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.59	<p>CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES), ET CE, POUR, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);</p> <p>B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;</p> <p>C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;</p> <p>D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;</p> <p>E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.</p>	208
G.60	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :</p> <p>A. LA MASSE SALARIALE;</p> <p>B. DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.</p>	209
G.61	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.	210
G.62	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :</p> <p>A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;</p> <p>B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;</p> <p>C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;</p> <p>D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.</p> <p>FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.</p>	211
G.63	POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2017-2018 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.	212
G.64	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LA LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2016-2017 ET 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LE SUJET;</p> <p>B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;</p> <p>C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;</p> <p>D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.</p> <p>PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.</p>	213
G.65	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :</p> <p>A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;</p> <p>B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;</p> <p>C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.</p>	214
G.66	<p>POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LES RESSOURCES AFFECTÉES EN ÉVALUATION DES PROGRAMMES EN INDIQUANT POUR CHACUN :</p> <p>A. LES EFFECTIFS (EN ETC), VENTILÉS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;</p> <p>B. LE BUDGET TOTAL AFFECTÉ AU DÉPARTEMENT OU À LA DIRECTION RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES, AINSI QUE LE DÉTAIL DE SON MANDAT;</p> <p>C. LE NOMBRE ET LA LISTE DES PROGRAMMES FAISANT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION;</p> <p>D. LE NOMBRE ET LA LISTE DES ÉVALUATIONS TRANSMISES AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.</p>	217

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS		PAGES
G.67	POUR 2017-2018, LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.	218

N.B. À MOINS D'INDICATIONS CONTRAIRES, LES DONNÉES PRÉSENTÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS SONT ÉTABLIES EN DATE DU 28 FÉVRIER 2018.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 :

- A. LES ENDROITS ET DATES DE DÉPART ET DE RETOUR;
- B. LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- C. LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- D. LE COÛT (AVEC VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, D'HÉBERGEMENT, DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.);
- E. LES NOMS DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DES MEMBRES DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE) REGROUPÉS PAR MISSION;
- F. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS;
- G. LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT;

• LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;

• LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR;
- H. INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT, AINSI QUE LE NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMÉS;
- I. LA DESCRIPTION DE LA NATURE DU VOYAGE INCLUANT, LE CAS ÉCHÉANT, LE NOM DU OU DES ÉVÉNEMENTS CONCERNÉS.

MINISTÈRE

	Voyage	Coût
JACQUES PRÉSENT (JURISTE), PARTICIPER AU GROUPE DE TRAVAIL AKWESASNE, TORONTO (CANADA), LE 5 AVRIL 2017.		823,00 \$
DOMINIQUE A. JOBIN ET SOPHIE HEIN (JURISTES), PARTICIPER AU 20TH ANNUAL CONSTITUTIONAL CASES CONFERENCE, TORONTO (CANADA), DU 6 AU 7 AVRIL 2017.		1 798,00 \$
KARL LEFÈVRE (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 19 AU 20 AVRIL 2017.		403,00 \$
ABDOU THIAW ET STÉPHANE ROCHETTE (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 24 AU 25 AVRIL 2017.		424,00 \$
ANNIE GAUTHIER (JURISTE), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES (CCHF)-JUSTICE FAMILIALE, OTTAWA (CANADA), DU 24 AU 28 AVRIL 2017.		755,00 \$
SARAH JUNEAU (PROFESSIONNELLE), PARTICIPER À LA RENCONTRE DU COMITÉ DES AGENTS DE LIAISON DU CENTRE CANADIEN DE LA STATISTIQUE JURIDIQUE (CCSJ), OTTAWA (CANADA), DU 16 AU 18 MAI 2017.		714,00 \$
STÉPHANE ROCHETTE (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 23 AU 24 MAI 2017.		479,00 \$
BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE- TERRITORIALE MANAGEMENT FORUM 2017 EN MATIÈRE DE SERVICES JURIDIQUES, VICTORIA (CANADA), DU 4 AU 7 JUIN 2017.		1 468,00 \$
JASMIN BÉDARD ET PATRICK GINGRAS (DIRECTEURS), PARTICIPER AU GARTNER CIO&IT EXECUTIVE SUMMIT 2017, DU 5 AU 8 JUIN 2017.		1 328,00 \$
FRANCE LYNCH (SOUS-MINISTRE) ET ÉLISE LABRECQUE (CONSEILLÈRE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES SOUS-MINISTRES ET MINISTRES, FREDERICTON (CANADA), DU 19 AU 21 JUIN 2017.		1 703,00 \$
BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE DANS LE CADRE DU DOSSIER « LITIGE MAJEUR », TORONTO (CANADA), DU 5 AU 6 JUILLET 2017.		1 194,00 \$
FRÉDÉRIQUE SABOURIN (JURISTE), PARTICIPER À LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA, RÉGINA (CANADA), DU 12 AU 18 AOÛT 2017.		1 905,00 \$
GENEVIÈVE LAJOIE (JURISTE), PARTICIPER AU COMITÉ DE RÉDACTION LÉGISLATIVE DE L'INSTITUT CANADIEN D'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE (ICAJ), OTTAWA (CANADA), LE 11 SEPTEMBRE 2017.		81,00 \$

VOYAGE		Coût
GABRIEL TREMBLAY-PARENT (JURISTE), PARTICIPER À LA RÉUNION DU COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES (CCHF) FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE / JUSTICE APPLICABLE AUX JEUNES, OTTAWA (CANADA), DU 11 AU 12 SEPTEMBRE 2017.		595,00 \$
STÉPHANIE VALLÉE (MINISTRE), TAMARA DAVIS (ATTACHÉE POLITIQUE) ET DENIS MARSOLAIS (ADMINISTRATEUR D'ÉTAT ET COORDONNATEUR GOUVERNEMENTAL), PARTICIPER À UNE RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES MINISTRES, VANCOUVER (CANADA), DU 11 AU 15 SEPTEMBRE 2017.		6 195,00 \$
CHANTAL COUTURIER (SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE), PARTICIPER AU HEADS OF COURT ADMINISTRATION (HOCA) MEETING, SASKATOON (CANADA), DU 12 AU 15 SEPTEMBRE 2017.		1 687,00 \$
BRIGITTE PARENT (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE DANS LE CADRE DU DOSSIER « LITIGE MAJEUR », TORONTO (CANADA), DU 25 AU 26 SEPTEMBRE 2017.		2 015,00 \$
LAURENCE BERGERON (JURISTE), PARTICIPER À UNE RENCONTRE ANNUELLE DU SOUS-COMITÉ DE L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES ORDONNANCES ALIMENTAIRES (SCEROA), OTTAWA (CANADA), DU 16 AU 19 OCTOBRE 2017.		892,00 \$
PATRICE CLAUDE ET CAROLINE RENAUD (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 30 AU 31 OCTOBRE 2017.		1 029,00 \$
SARA PÉRIGNY (JURISTE), ASSISTER LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DANS DES CAUSES À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 30 AU 31 OCTOBRE 2017.		559,00 \$
ANNIE GAUTHIER (JURISTE), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES (CCHF)-JUSTICE FAMILIALE, OTTAWA (CANADA), DU 6 AU 9 NOVEMBRE 2017.		931,00 \$
GAELLE MISSIRE ET JULIEN BERNARD (JURISTES), PARTICIPER À LA 4E RENCONTRE ANNUELLE DU COMITÉ NATIONAL SUR LA CONFISCATION CIVILE, RÉGINA (CANADA), DU 7 AU 10 NOVEMBRE 2017.		1 570,00 \$
HÉLÈNE MATHIEU ET JOSÉE LEMIEUX (JURISTES), PARTICIPER AUX RENCONTRES FÉDÉRALES-PROVINCIALES-TERRITORIALES DU COMITÉ DE COORDINATION DES HAUTS FONCTIONNAIRES (CCHF -JUSTICE PÉNALE) ET DES GROUPES DE TRAVAIL, HALIFAX (CANADA), DU 12 AU 17 NOVEMBRE 2017.		4 114,00 \$
DANA PESCARUS (JURISTE), PARTICIPER À LA CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN SUR LE DROIT ADMINISTRATIF ET LE DROIT DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI, OTTAWA (CANADA), DU 16 AU 18 NOVEMBRE 2017.		1 194,00 \$
GILLES LAPORTE ET BRIGITTE BUSSIÈRES (JURISTES), PARTICIPER À LA CONFÉRENCE : 15TH NATIONAL SYMPOSIUM ON SEARCH AND SEIZURE LAW IN CANADA, TORONTO (CANADA), DU 16 AU 18 NOVEMBRE 2017.		2 945,00 \$
JADE CABANA (CONSEILLÈRE), PARTICIPER AU SYMPOSIUM NATIONAL SUR LA JUSTICE RÉPARATRICE, OTTAWA (CANADA), DU 19 AU 22 NOVEMBRE 2017.		614,00 \$
AMÉLIE PELLETIER-DESROSIERS (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 27 AU 28 NOVEMBRE 2017.		510,00 \$
JEAN-VINCENT LACROIX ET LAURIE ANCTIL (JURISTES), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 6 AU 7 DÉCEMBRE 2017.		1 246,00 \$
FIONA EMOND (JURISTE), PARTICIPER À LA CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE -TERRITORIALE DES MINISTRES RESPONSABLES DES DROITS DE LA PERSONNE, OTTAWA (CANADA), DU 10 AU 13 DÉCEMBRE 2017.		1 086,00 \$
SAMUEL CHAYER (JURISTE), PARTICIPER À UNE AUDITION À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (CANADA), DU 14 AU 15 JANVIER 2018.		375,00 \$
ANNIE GAUTHIER ET NANCY ALLAIRE (JURISTES), PARTICIPER EN TANT QUE REPRÉSENTANTES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC, À UNE RÉUNION (2 GROUPES DE TRAVAIL) CONJOINTE DES GROUPES DE TRAVAIL SUR LES PENSIONS ALIMENTAIRES POUR ENFANTS AINSI QUE CELUI SUR LES SERVICES DE NOUVEAU CALCUL, OTTAWA (CANADA), DU 4 AU 7 FÉVRIER 2018.		2 268,00 \$
BRIGITTE PARENT (JURISTE) ET PATRICK GINGRAS (DIRECTEUR), PARTICIPER AU FORUM L'ÉTHIQUE JURIDIQUE ET L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE CONTEXTE JURIDIQUE PEUVENT-ELLES COEXISTER HARMONIEUSEMENT?, OTTAWA (CANADA), DU 7 AU 9 FÉVRIER 2018.		1 463,00 \$
FRANCE LYNCH (SOUS-MINISTRE), HÉLÈNE MATHIEU (JURISTE) ET ÉVELYNE GAGNÉ (CONSEILLÈRE), PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE DES SOUS-MINISTRES JUSTICE ET SÉCURITÉ PUBLIQUE, TORONTO (CANADA), DU 14 AU 15 FÉVRIER 2018.		3 698,00 \$

FONDS D’AIDE AUX VICTIMES D’ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART.4, PARAGRAPHE 18). [HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-l-information-et-protection-des-enseignements-personnels/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE		Coût
CAMIL PICARD (VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE), RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ), TORONTO (CANADA), DU 6 AU 8 JUIN 2017.		805,48 \$
TAMARA THERMITTUS (PRÉSIDENTE), ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L’ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP), OTTAWA (CANADA), 7 ET 8 JUIN 2017.		704,71 \$
MARIE CARPENTIER (CONSEILLÈRE JURIDIQUE À LA RECHERCHE), CONFÉRENCE « RÉALISER LES DROITS 2017 : DROIT DE LA PERSONNE ET CONSTITUTIONNALISME », ORGANISÉE CONJOINTEMENT PAR LE CENTRE DE RECHERCHE ET D’ENSEIGNEMENT SUR LES DROITS DE LA PERSONNE DE L’UNIVERSITÉ D’OTTAWA ET LA COMMISSION INTERNATIONALE DES JURISTES, OTTAWA (CANADA), DU 7 AU 10 JUIN 2017.		597,80 \$
CLAIRE BERNARD (DIRECTRICE DE LA RECHERCHE), COURS D’ÉTÉ INTERNATIONAL – 6 ^E ÉDITION : « ENFANTS, MINORITÉS ET CONSTRUCTION IDENTITAIRE - PARTAGE SUR LES ARTICLES 8 ET 30 DE LA CONVENTION RELATIVE AUX DROITS DE L’ENFANT », MONCTON (CANADA), DU 25 JUIN AU 1 ^{ER} JUILLET 2017.		2 146,63 \$
CAMIL PICARD (VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE), RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ), BANFF (CANADA), DU 19 AU 21 SEPTEMBRE 2017.		2 015,27 \$
CAMIL PICARD (VICE-PRÉSIDENT JEUNESSE), RÉUNION DU CONSEIL CANADIEN DES DÉFENSEURS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDEJ), OTTAWA (CANADA), DU 22 AU 25 JANVIER 2018.		1 065,94 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L’ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART.4, PARAGRAPHE 18). [HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE		Coût
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU 43 ^E COMITÉ EXÉCUTIF ET LA 10 ^E CONFÉRENCE RÉGIONALE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (IAPP/IAP), BUSAN (CORÉE DU SUD), DU 31 MARS AU 8 AVRIL 2017.		6 512,00 \$
M ^E ROBERT BENOIT (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA RENCONTRE ANNUELLE DU COMITÉ DES EXPERTS NATIONAUX EN MATIÈRE D'ÉCOUTE (CNEÉÉ), OTTAWA (ONTARIO), DU 10 AU 13 AVRIL 2017.		841,00 \$
M ^E NATHALIE LEGAULT (PROCUREURE) : PARTICIPER À LA RÉUNION NATIONALE DES GROUPES DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION DES ENFANTS SUR INTERNET (ESEI), OTTAWA (ONTARIO), DU 24 AU 27 AVRIL 2017.		792,00 \$
UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LA SURETÉ DU QUÉBEC.		
M ^E NICOLAS ABRAN (PROCUREUR) ET M ^E DANIEL ROYER (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LES 26 ET 27 AVRIL 2017.		1 009,00 \$
M ^E ANNICK MURPHY (DIRECTRICE) ET M ^E SONIA PAQUET (PROCUREURE EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA 53 ^E RÉUNION DU COMITÉ FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) DES CHEFS DE POURSUITES PÉNALES, RÉGINA (SASKATCHEWAN), DU 9 AU 12 MAI 2017.		3 626,00 \$
M ^E MURPHY ET M ^E PAQUET ÉTAIENT PRÉSENTES EN TANT QUE REPRÉSENTANTES DU DPCP.		
M ^E SONIA PAQUET (PROCUREURE EN CHEF ADJOINTE) ET M ^E ANN ELLEFSEN-TREMBLAY (PROCUREURE) : PARTICIPER À LA RÉUNION DES RESPONSABLES AMÉRICAINS SUR LES QUESTIONS TRANSFRONTALIÈRES ORGANISÉE PAR « L'OFFICE OF THE US ATTORNEY OF NORTHERN NEW-YORK - COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE » DU « US - CANADA BORDER OPERATIONS LEADERSHIP TEAM (BOLT) », ALEXANDRIA BAY (NEW YORK), LES 31 MAI ET 1 ^{ER} JUIN 2017.		927,00 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) ET MME MARISKA DASCINÉ (TECHNICIENNE EN DROIT) : PARTICIPER À UN PROJET SUR LE DÉVELOPPEMENT D'UNE PLANIFICATION STRATÉGIQUE DU SYSTÈME DE JUSTICE, PORT-AU-PRINCE (HAÏTI), DU 13 AU 17 JUIN 2017.		342,00 \$
M ^E OUELLET ET MME DASCINÉ ÉTAIENT FORMATEURS POUR LES PROCUREURS HAÏTIENS.		
UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES (ONU).		
M ^E JACQUES BLAIS (PROCUREUR EN CHEF ADJOINT) : PARTICIPER À LA RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE (FPT) DES MINISTRES, FREDERICTON (NOUVEAU-BRUNSWICK), DU 19 AU 21 JUIN 2017.		1 130,00 \$
M ^E SONIA PAQUET (PROCUREURE EN CHEF ADJOINTE) : PARTICIPER À LA CONFÉRENCE « REDUCING VIOLENCE AND EXPLOITATION AGAINST WOMEN » ORGANISER PAR LE « NATIONAL DISTRICT ATTORNEY'S ASSOCIATION » (NDAA), MINNEAPOLIS (MINNESOTA), DU 14 AU 19 JUILLET 2017.		3 017,00 \$
M ^E STEVE BARIBEAU (PROCUREUR) ET M ^E PATRICE PELTIER-RIVEST (PROCUREUR) : RENCONTRER LA SÉCURITÉ NATIONALE AFIN D'OBTENIR UN CERTIFICAT DE SÉCURITÉ, OTTAWA (ONTARIO), LES 1 ^{ER} ET 2 AOÛT 2017.		699,00 \$
M ^E NATHALIE LEGAULT (PROCUREURE) ET M ^E AMÉLIE RIVARD (PROCUREURE) : PARTICIPER DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021 À L'ÉVÈNEMENT INTITULÉ « CRIMES AGAINST CHILDREN CONFERENCE », DALLAS (TEXAS), DU 6 AU 10 AOÛT 2017.		7 171,00 \$
M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCUREURE) ET M ^E ISABELLE DORAY (PROCUREURE) : PARTICIPER À LA 99 ^E ASSEMBLÉE ANNUELLE DE LA CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS DU CANADA, RÉGINA (SASKATCHEWAN), DU 12 AU 18 AOÛT 2017.		4 790,00 \$
M ^E NATHALIE KLÉBER (PROCUREURE) : PARTICIPER AU « NATIONAL ANTICORRUPTION ACADEMY », MINNEAPOLIS (MINNESOTA), DU 20 AU 26 AOÛT 2017.		3 311,00 \$
M ^E MARIE-ÈVE PHANEUF (PROCUREURE) ET M ^E SACHA BLAIS (PROCUREURE) : RENCONTRER UN TÉMOIN AFIN DE PRÉPARER LE TÉMOIGNAGE POUR LE PROCÈS DES TROIS EX-EMPLOYÉS DE LA « MONTREAL MAINE » ET « ATLANTIC RAILWAY » (MIMA) QUI A EU LIEU À L'AUTOMNE 2017, BANGOR (MAINE), DU 5 AU 7 SEPTEMBRE 2017.		671,00 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 22 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PROCUREURS ET POURSUIVANTS (AIPP/IAP) ET L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE DE (AIPP/IAP), BEIJING (CHINE), DU 7 AU 16 SEPTEMBRE 2017.		7 827,00 \$
M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCUREURE) : PARTICIPER AUX RENCONTRES PROVINCIAL-TERRITORIAL (PT) ET GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, VANCOUVER (CANADA), DU 12 AU 16 SEPTEMBRE 2017.		1 843,00 \$

VOYAGE		Coût
M ^E ÉRIC BEAUPARLANT (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU GROUPE DE TRAVAIL FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL (FPT) SUR LE PARTAGE DES COÛTS ET LES PROGRAMMES DU SYSTÈME DE JUSTICE POUR LES JEUNES, OTTAWA (ONTARIO), LES 11 ET 12 SEPTEMBRE 2017.		452,00 \$
M ^E SARA HENNINGSSON (PROCUREUR) : REPRÉSENTER LE DPCP AU « EXPERT WITNESS WORKSHOP », OTTAWA (ONTARIO), LES 2 ET 3 OCTOBRE 2017. UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LA GRC.		152,00 \$
M ^E NATHALIE LEGAULT (PROCUREUR), M ^E JOANNY ST-PIERRE (PROCUREUR), M ^E KARINE DESTREMPS (PROCUREUR), M ^E MÉLANIE GAGNÉ (PROCUREUR) ET M ^E JEAN-MARC POIRIER (PROCUREUR) : PARTICIPER À L'ÉVÈNEMENT « 12 TH ANNUAL PROVINCIAL STRATEGY MULTIDISCIPLINARY TRAINING WORKSHOP » DANS LE CADRE DE LA MISE EN OEUVRE DE LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE POUR PRÉVENIR ET CONTRER LES VIOLENCES SEXUELLES 2016-2021, NIAGARA FALLS (ONTARIO), DU 22 AU 26 OCTOBRE 2017.		5 993,00 \$
M ^E ANNICK MURPHY (DIRECTRICE), M ^E NATHALIE BRISSETTE (PROCUREUR EN CHEF), M ^E SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTÉ), M ^E MATTHEW FERGUSON (PROCUREUR) ET M ^E CÉLINE BILODEAU (PROCUREUR) : ASSISTER À LA 54 ^E RÉUNION DU COMITÉ FPT DES CHEFS DE POURSUITES (HOP) AINSI QU'À LA 12 ^E CÉRÉMONIE NATIONALE DE REMISE DE RÉCOMPENSES DES POURSUIVANTS, TORONTO (ONTARIO), DU 25 AU 27 OCTOBRE 2017. M ^E FERGUSON ET M ^E BILODEAU ÉTAIENT RÉCIPENDIAIRES DU PRIX POUR LE COURAGE ET LA PERSÉVÉRANCE DANS LE DOSSIER CINAR.		5 244,00 \$
M ^E ANDREJ SKOKO (PROCUREUR) : PARTICIPER AU SYMPOSIUM DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA : UN REGARD TOURNÉ VERS L'AVENIR, OTTAWA (ONTARIO), DU 25 AU 27 OCTOBRE 2017. UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR LE SYMPOSIUM DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA.		560,00 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA 4 ^E RÉUNION RÉGIONALE DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME (UNODC), KANDOOMA (MALDIVES), DU 4 AU 10 NOVEMBRE 2017.		249,00 \$
M ^E CARMEN RILOUX (PROCUREUR) ET M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCUREUR) : PARTICIPER AU COMITÉ DE COORDINATION FPT DES HAUTS FONCTIONNAIRES, HALIFAX (NOUVELLE-ÉCOSSE), DU 8 AU 17 NOVEMBRE 2017.		2 804,00 \$
M ^E ANN ELLEFSEN-TREMBLAY (PROCUREUR) ET M ^E ANDREJ SKOKO (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LE 9 ET 10 NOVEMBRE 2017.		532,00 \$
M ^E SONIA PAQUET (PROCUREUR EN CHEF ADJOINTÉ) : PARTICIPER AU COMITÉ DIRECTEUR ET À LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA TRAITE DE PERSONNE ORGANISÉE PAR LA « NATIONAL DISTRICT ATTORNEYS ASSOCIATION » (NDAA), NEW YORK (NEW YORK) DU 15 AU 18 NOVEMBRE 2017.		2 803,00 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER AU SÉMINAIRE SUR LA LUTTE AU CRIME ORGANISÉ ET LA LUTTE AU TERRORISME ORGANISÉ PAR L'ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE (OIF) AINSI QUE LES AUTORITÉS DE LA RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI, DJIBOUTI (RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI), DU 30 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 2017.		385,00 \$
M ^E ÉMILIE BARIL-CÔTÉ (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA 4 ^E CONFÉRENCE ANNUELLE DU « NATIONAL CENTRE FOR THE PROSECUTION OF ANIMAL CRUELTY », OTTAWA (ONTARIO), DU 3 AU 6 DÉCEMBRE 2017. UNE PARTIE DES DÉPENSES ONT ÉTÉ PAYÉES PAR UN PROGRAMME DE BOURSE DONT M ^E BARIL-CÔTÉ EST LA BÉNÉFICIAIRE.		119,00 \$
M ^E SABIN OUELLET (PROCUREUR EN CHEF) : PARTICIPER À LA RÉUNION DU COMITÉ EXÉCUTIF AIPPF - RENCONTRE AVEC LES PROCUREURS DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE À PARIS/DÉLÉGATION GÉNÉRALE DU QUÉBEC À PARIS, PARIS (FRANCE), DU 8 AU 16 DÉCEMBRE 2017.		4 447,00 \$
M ^E CHRISTIAN JARRY (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO) LE 16 JANVIER 2018.		450,00 \$
M ^E RICHARD ROUGEAU (PROCUREUR), M ^E CATHERINE CHAGNON (PROCUREUR) ET M ^E ANTOINE PICHÉ (PROCUREUR) : PARTICIPER AU « 2018 MEGA CASE/ORGANIZED CRIME TRAINING FORUM: TECHNOLOGICAL CHALLENGES AND SOLUTIONS », TORONTO (ONTARIO), DU 29 JANVIER AU 1 ^{ER} FÉVRIER 2018.		3 247,00 \$
M ^E JUSTIN TREMBLAY (PROCUREUR), M ^E GABRIEL BERVIN (PROCUREUR), M ^E PIERRE BIENVENUE (PROCUREUR), M ^E MICHEL BÉRUBÉ (PROCUREUR) ET M ^E NICOLAS ABRAN (PROCUREUR) : PLAIDOIRIE À LA COUR SUPRÊME DU CANADA, OTTAWA (ONTARIO), LE 7 ET 8 FÉVRIER 2018.		1 509,00 \$
M ^E CHLOÉ ROUSSELLE (PROCUREUR) : PARTICIPER À LA RÉUNION DES SOUS-MINISTRES FPT RESPONSABLES DE LA JUSTICE ET DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, TORONTO (ONTARIO), DU 14 AU 15 FÉVRIER 2018.		530,00 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D'UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART.4, PARAGRAPHE 18).
[HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION INFORMATION/RAIS_DEPLACEMENT.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion/information/rais_deplacement.aspx)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

VOYAGE		Coût
ME LE FRANÇOIS L., (VICE-PRÉSIDENTE), ME MARIE CHAREST, ME BOTTINO P. (JUGES ADMINISTRATIFS), 33 ^E COLLOQUE DU CONSEIL DES TRIBUNAUX ADMINISTRATIFS CANADIENS (CTAC).		9 445,00 \$
ME MARIE CHAREST A ÉTÉ CONFÉRENCIÈRE LORS CE COLLOQUE, VANCOUVER (COLOMBIE-BRITANNIQUE) DU 28 AU 30 MAI 2017.		
ME GISELE LACASSE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, RÉUNION ANNUELLE DES PRÉSIDENTS EN CETM, WHISTLER (COLOMBIE-BRITANNIQUE) 14 ET 15 SEPTEMBRE 2017.		1 558,00 \$

LES RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES MINISTRES, LES TITULAIRES D’UN EMPLOI SUPÉRIEUR ET LEURS ACCOMPAGNATEURS, EN RÉPONSE À CETTE QUESTION, SONT DIFFUSÉS SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L’ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION DE L’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART.4, PARAGRAPHE 18). [HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

G.2 POUR CHACUN DES VOYAGES FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS AU QUÉBEC ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2017-2018 :

- A. L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- B. LES COÛTS VENTILÉS;
- C. LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- D. POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

MINISTÈRE

VOYAGE		Coût
Voyage à Québec - activité ministérielle – 11 avril 2017 – Stéphanie Vallée		427,92 \$
Voyage à Gatineau - Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres de la justice et de la sécurité publique - 28 avril 2017 – Stéphanie Vallée; Tamara Davis; Isabelle Marier St-Onge		750,00 \$
Voyage à Québec – activité ministérielle – 1 mai 2017 – Stéphanie Vallée		233,96 \$
Voyage à Québec – activité ministérielle – 10-11 mai 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec – activité ministérielle – 18 mai 2017 – Stéphanie Vallée		250,00 \$
Voyage à Québec – activité ministérielle – 30 mai 2017 au 1 ^{er} juin – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec – activité ministérielle – 6-9 juin 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec – activité ministérielle – 20-21 juin 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 28 juin 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 4 juillet 2017 – Stéphanie Vallée		250,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 23-24 août 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 19 septembre 2017 – Stéphanie Vallée		250,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 26 -28 septembre 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 3-12 octobre 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 17-19 octobre 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 2-4 novembre 2017 – Stéphanie Vallée		500,00 \$
Voyage à Québec - activité ministérielle – 21 novembre 2017 – Stéphanie Vallée		250,00 \$

VOYAGE		Coût
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 28 NOVEMBRE 2017 – STÉPHANIE VALLÉE		250,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 11 DÉCEMBRE 2017 – STÉPHANIE VALLÉE; ISABELLE MARIER ST-ONGE		750,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 13-14 DÉCEMBRE 2017 – STÉPHANIE VALLÉE; ISABELLE MARIER ST-ONGE		750,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 19 DÉCEMBRE 2017 – STÉPHANIE VALLÉE		250,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 19 JANVIER 2018 – STÉPHANIE VALLÉE		500,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 25-30 JANVIER 2018 – STÉPHANIE VALLÉE		500,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC – ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 5-6 FÉVRIER 2018 – NATHALIE ROBERGE		500,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 6-8 FÉVRIER 2018 – STÉPHANIE VALLÉE		500,00 \$
VOYAGE À QUÉBEC - ACTIVITÉ MINISTÉRIELLE – 20-22 FÉVRIER 2018 – STÉPHANIE VALLÉE		500,00 \$

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 17). [HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

VOYAGE		Coût
VOYAGE À VAL D’OR, 12 JUIN 2017 AUDIENCE DE LA COMMISSION D’ENQUÊTE SUR LES RELATIONS ENTRE LES AUTOCHTONES ET CERTAINS SERVICES PUBLICS AU QUÉBEC TAMARA THERMITUS, PRÉSIDENTE		828,71 \$

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L’ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 17). [HTTP://WWW.CDPD1.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpd1.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

VOYAGE		Coût
M ^E ANNICK MURPHY ET M ^E CHLOÉ ROUSSELLE - RENCONTRE FÉDÉRALE-PROVINCIALE-TERRITORIALE (FPT) DES MINISTRES DE LA JUSTICE, GATINEAU (QUÉBEC) - DU 27 AU 28 AVRIL 2017.		702,00 \$

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L’ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 17). [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/FRAIS_DEPLACEMENT.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/frais_deplacement.aspx)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

VOYAGE		Coût
ME GISELE LACASSE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, DU 4 AU 6 JUIN 2017 : VOYAGE À BAIE-COMEAU, BUT : AUDIENCES		1 320,00 \$
ME GISELE LACASSE, PRÉSIDENTE DE LA COMMISSION D'EXAMEN DES TROUBLES MENTAUX, LES 25 ET 26 SEPTEMBRE 2017 : VOYAGE À GATINEAU, BUT : CONFÉRENCIÈRE		925,00 \$

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L’ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 17). [HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

- G.3
- LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DÉTAILLÉE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT :
- A.

LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR 2017-2018, ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- B.

LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ RETENUES;
- C.

LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI POUR CHACUN (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- D.

LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHES;
- E.

LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- F.

DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, LA RAISON ET LE NOM DE L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- G.

LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
LES ÉDITIONS NITRAM	GRÉ À GRÉ	3 MOTS DE LA MINISTRE DANS LE MAGAZINE FUGUES (HOMOPHOBIE)	4 980,00 \$
COMMUNICATION CNW	GRÉ À GRÉ	ÉMISSION DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE	3 265,05 \$
CPS MÉDIA	GRÉ À GRÉ	APPEL DE CANDIDATURES PRIX DE LA JUSTICE	599,00 \$
LOUISE LEBLANC PHOTOGRAPHE	GRÉ À GRÉ	PHOTOGRAPHE CÉRÉMONIE PRIX DE LA JUSTICE	230,00 \$
SEAO CONSTRUCTO	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION APPEL D'OFFRES HOMMAGE AU CIVISME	14,00 \$
REPROGRAFIC	GRÉ À GRÉ	PROGRAMME HOMMAGE AU CIVISME	314,00 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
EXPOSE MÉDIA	GRÉ À GRÉ	CRÉATION DU SITE INTERNET UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	7 522,05 \$
GESTION MI-RO (RC) INC.	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION D'ARTICLES PROMOTIONNELS UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	1 600,00 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	ADAPTATION LOGO UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	162,50 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	CONCEPTION ET MONTAGE DÉPLIANTS, ROLL-UP, AIMANT, CARTES D'AFFAIRES UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	1 468,75 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION DE DÉPLIANTS CAVAC ET DÉCLARATION DE LA VICTIME	4 834,57 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	MONTAGE, TRADUCTION ET IMPRESSION DE DÉPLIANTS UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	1 306,76 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	CARTES D'AFFAIRES (FRANÇAIS ET ANGLAIS) UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	260,00 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	AIMANTS POUR FRIGO (FRANÇAIS ET ANGLAIS) UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	610,00 \$

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	BANNIÈRES ET STRUCTURES UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES ASSASSINÉES ET DISPARUES	448,00 \$
NUMÉRIQCA	GRÉ À GRÉ	MONTAGE ET MISE EN PAGE DE DOCUMENTS CAVAC	650,00 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	GRÉ À GRÉ	IMPRESSION DE CARTES DE VISITES SUR LA PARENTALITÉ APRÈS RUPTURE	983,00 \$

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
CONSTRUCTO-SEAO	GRÉ À GRÉ	PUBLICATION D'APPEL D'OFFRES	18,44 \$
BELL CANADA	GRÉ À GRÉ	ANNUAIRES TÉLÉPHONIQUES (PAGES BLEUES)	946,44 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
COMMUNICATION CNW	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	92,25 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).
[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	MODE D'OCTROI	OBJET	Coût
BARREAU DE MONTRÉAL	GRÉ À GRÉ	SALON VISEZ DROIT 9 AU 12 AVRIL 2018	940,00 \$
COMMUNICATION CNW	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	SERVICES DE DIFFUSION – COMMUNIQUÉS DE PRESSE	885,00 \$
CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU DU QUÉBEC, LA	GRÉ À GRÉ	AFFICHAGES DE POSTES (4)	1 400,00 \$
DROIT-INC.COM LTÉE	GRÉ À GRÉ	AFFICHAGES DE POSTES (3)	1 185,00 \$
ENSEIGNORAMA INC.	GRÉ À GRÉ	AUTOCOLLANTS – DÉFILÉ FIERTÉ CANADA LGBTQ AOÛT 2017	120,00 \$
FACEBOOK	GRÉ À GRÉ	PUBLICITÉ WEB – PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2017	16,00 \$
ISARTA INC.	GRÉ À GRÉ	AFFICHAGE DE POSTE	205,00 \$
JOURNAL INNUVELLE	GRÉ À GRÉ	PUBLICITÉ – PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2017	509,00 \$
ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS	GRÉ À GRÉ	AFFICHAGES DE POSTES (4)	1 780,00 \$
STAZMATIQUE RH	GRÉ À GRÉ	FORFAIT AFFICHAGE AVEC JOBBOOM – 24 MOIS AFFICHAGES ILLIMITÉS	4 650,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L »ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).
[HTTP://WWW.CDPDJ.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpdj.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
ALLIANCE 9000	Gré à Gré	AFFICHES POUR NOUVEAUX BARÈMES D'AIDE JURIDIQUE	201,00 \$
ALLIANCE 9000	Gré à Gré	IMPRESSION DE FEUILLETS SUR L'AIDE JURIDIQUE	1 825,00 \$
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	Gré à Gré	BROCHURES SUR « PLANIFICATION STRATÉGIQUE 2017-2021 »	713,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	Gré à Gré	PRODUCTION D'ENCARTS INFORMATIFS POUR LE SERVICE « SARPA » OFFERT PAR LE RÉSEAU D'AIDE JURIDIQUE	2 450,00 \$
CNW TELBEC	Gré à Gré	DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	71,00 \$
BELL CANADA	Gré à Gré	DIFFUSION DES COORDONNÉES DE LA CSJ DANS LES BOTTINS TÉLÉPHONIQUES DU QUÉBEC	1 657,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

<https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx>

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
GRAPHISSIMO	Gré à Gré	CRÉATION DU LOGO DPCP/10 ANS	765,00 \$
GRAPHISSIMO	Gré à Gré	ACHATS D'ARTICLES PROMOTIONNELS AU COULEURS DU DPCP	138,00 \$
GRAPHISSIMO	Gré à Gré	BANNIÈRES AVEC LOGO DU DPCP	740,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/contrat_publicite.aspx

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	MODE D’OCTROI	OBJET	Coût
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	PUBLICATIONS DIVERSES : NOMINATIONS, DÉCRET DE FINANCEMENT, ET AVIS	4 266,00 \$
MÉDIA TRANSCONTINENTAL	Gré à Gré	PUBLICATION POUR RECHERCHE DE REQUÉRANT / SUCCESSION	1 242,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHE 24).

<http://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information>

LES COÛTS RELIÉS AUX FRAIS DE PUBLICITÉ CONCERNANT LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINET ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE, EN INCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE D'ÉVÉNEMENTS, VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.
- PAR UN PROFESSIONNEL OU PAR UNE FIRME EXTERNE :
- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
 - E. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
 - F. LA LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS EN INDIQUANT LE COÛT ET LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ);
 - G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES, DES VIDÉOS, ETC.;
 - H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
 - I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT.

MINISTÈRE

TYPE D'ÉVÉNEMENT		Coût
SALON ET CONGRÈS – SALON VISEZ DROIT		500,00 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE – ENSEMBLE ON FAIT AVANCER LE QUÉBEC		283,52 \$
ÉVÉNEMENT – PARTICIPEZ À LA TRANSFORMATION DE LA JUSTICE		121,87 \$
ANNONCE DES TRAVAUX AU PALAIS DE JUSTICE DE ROBERVAL		785,90 \$
ANNONCE – PROGRAMME D'AIDE FINANCIÈRE POUR FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE		777,53 \$
INAUGURATION – CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA MONTÉRÉGIE		670,00 \$
INAUGURATION – CENTRE DE JUSTICE DE PROXIMITÉ DE LA TUQUE		525,00 \$
CONFÉRENCE DE PRESSE – FINANCEMENT CAVAC GATINEAU		182,00 \$
ANNONCE – SOUTIEN AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS		95,03 \$
ANNONCE – GROUPES DE MÉDECINE DE FAMILLE (GMF) ST-VALLIER		175,00 \$
CÉRÉMONIE – LE PRIX DE LA JUSTICE 2016		8 059,94 \$
CÉRÉMONIE – HOMMAGE AU CIVISME		14 005,54 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2017 TENUE À MONTRÉAL LE 10 DÉCEMBRE 2017 L'ÉVÉNEMENT ÉTAIT ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE. FOURNISSEURS : BANQ POUR LA SALLE, TRAITEUR : TROIS SŒURS, CAMÉRAMAN POUR FAIRE DES VIDÉOS DES LAURÉATS : WILLIAM STONE, PRESTATION À LA FIN DE LA CÉRÉMONIE : BUFFALO HAT SINGERS, CÉRÉMONIE DE RECONNAISSANCE DU TERRITOIRE : KENETH DEER.	5 705,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
SALON "VISEZ DROIT".	650,00 \$
SALON CARREFOUR 50 ANS +	1 050,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
MÉDIAS – ENTREVUE – LES PROCUREURS DE RETOUR SUR LES BANCS D'ÉCOLE	44,00 \$
MÉDIAS – ENTREVUE – L'ARRÊT JORDAN UN AN PLUS TARD	81,00 \$
MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE LORS DE LA COMPARUTION DE JEAN-THÉNISTOR PASCAL	30,00 \$
MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE LORS DE LA COMPARUTION D'UGO FREDETTE	49,00 \$
MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE LORS DE L'AVORTEMENT DE PROCÈS D'ANTONIO ACCURSO	14,00 \$
MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE LORS DE LA COMPARUTION DE PATRICK OUELLET	41,00 \$
MÉDIAS – MÊLÉE DE PRESSE LORS DE L'AUDITION DU DOSSIER JOUG-LIERRE	639,00 \$
MÉDIAS – PRÉSENCE À LA « CONFÉRENCE DE PRESSE SOULIGNANT LE 30 ^E ANNIVERSAIRE DU RÉSEAU DES CAVACS »	47,00 \$
PRÉSENCE LORS D'UNE RENCONTRE AVEC LES FAMILLES DES VICTIMES DE LA COMMUNAUTÉ DE MANAWAN	1 415,00 \$

TYPE D'ÉVÉNEMENT	Coût
PRÉSENCE LORS DU TOURNAGE DE LA SÉRIE « DANS LES COULISSES DU PALAIS »	34,00 \$
SALON VISEZ DROIT	1 359,00 \$
CONGRÈS – PARTICIPATION AU « 38 ^E CONGRÈS DE LA SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC »	1 031,00 \$
CONGRÈS – PARTICIPATION AU « CONGRÈS 2017 DE LA FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DES JOURNALISTES DU QUÉBEC »	476,00 \$
COLLOQUE – PARTICIPATION AU 25 ^E COLLOQUE DE FORMATION DU REGROUPEMENT DES COMMUNICATEURS D'URGENCE	160,00 \$
FORUM – PARTICIPATION AU « FORUM SUR LES AGRESSIONS ET LE HARCÈLEMENT SEXUELS »	456,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

G.5 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, VENTILÉES PAR TYPE D'ÉVÉNEMENT;
- B. LE BUT RECHERCHÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LE NOMBRE TOTAL ET LA LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE;

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

- D. LES SOMMES DÉPENSÉES EN 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- E. LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ OU DE COMMUNICATIONS;
- F. LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- G. LA LISTE ET LES NOMS DES FOURNISSEURS ET/OU DES CONSULTANTS, S'IL Y A LIEU;
- H. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- I. LE NOMBRE TOTAL ET LISTE DES FORMATIONS VENTILÉE PAR CATÉGORIE.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 22 ET 23).

[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ORGANISÉ PAR L'ORGANISME

BUT VISÉ		Coût
FORMATION SUR LES MÉDIAS ET LE SYSTÈME JUDICIAIRE À DE NOUVEAUX PROCUREURS LES 4 ET 6 JUILLET 2017 DANS LE CADRE DE L'ÉCOLE DES POURSUIVANTS (10 PARTICIPANTS – DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT)).		1 122,00 \$

ORGANISÉ PAR UNE FIRME EXTERNE

FOURNISSEURS	NOMBRE ET LISTE DES FORMATIONS	coût	BUT VISÉ
ÉVÉNEMENTS LES AFFAIRES	UNE FORMATION D'UNE JOURNÉE « CONFÉRENCE MÉDIAS SOCIAUX – SECTEUR PUBLIC : GESTION DU CHANGEMENT ET DE LA CROISSANCE »	1 475,00 \$	GESTION DU CHANGEMENT ET OPTIMISATION DES PROCESSUS EN PRÉVISION DE NOTRE ACTION POUR INTÉGRER LES MÉDIAS SOCIAUX.
ALLIANCE DES CADRES	AUGMENTEZ LA PUISSANCE DE VOS COMMUNICATIONS	137,00 \$	OBSERVER ET COMPRENDRE DES COMPORTEMENTS EFFICACES DE COMMUNICATION.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (ART. 4, PARAGRAPHES 22 ET 23).
[HTTP://WWW.DPCP.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION](http://www.dpcp.qc.ca/documentation/diffusion) ET [HTTP://WWW.DPCP.QC.CA/DOCUMENTATION/CONTRAT_FORMATION.ASPX](http://www.dpcp.qc.ca/documentation/contrat_formation.aspx)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

G.6 LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :

- A. LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019;
- B. LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- C. LA NATURE DE LA FORMATION;
- D. LES PERSONNES CONCERNÉES.

MINISTÈRE

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME, EXCLUANT LE CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

PAR LE OU LES CABINETS MINISTÉRIELS EN 2017-2018, EN INDIQUANT :

- A. LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- C. LE DÉTAIL DES TRAVAUX OU SERVICES EFFECTUÉS (BUT VISÉ);
- D. LA DATE D'OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- F. L'ÉCHÉANCIER;
- G. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

MINISTÈRE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
9291-0413 Québec inc. (Sébastien Sasseville)	Atelier sur la gestion du changement.	Gré à gré	3 000,00 \$
Ability Engineering Ltd	Soutien du logiciel EaDocx	Gré à gré	1 195,98 \$
AFI Formation	Formation	Gré à gré	1 900,00 \$
AHMAD, NASEEM	Contrat à exécution sur demande pour des services d'interprétation et/ou traduction devant les cours de justice.	Gré à gré	12 271,40 \$
AINSLEY, JODY	Contrat à exécution sur demande pour des services de sténographes afin d'effectuer la prise et/ou la transcription de débats judiciaires.	Appel d'offres sur invitation	6 538,00 \$
AIR INUIT Ltée	Nolissement d'avion pour la cour itinérante.	Appel d'offres sur invitation	5 667,58 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 579,47 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 579,47 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
AIR INUIT LTÉE	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 667,58 \$
ALBA M. PASCUAL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	2 673,00 \$
ALBERTSON, LANDRY, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 307,27 \$
ALLAIN, CAROL	FORMATION	Gré à Gré	3 000,00 \$
ALLARD, JULES	PRÉSIDER DES SÉANCES DE MÉDIATION TENANT LIEU DE CONFÉRENCE DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE POUR LE COMPTE DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.	Gré à Gré	5 846,84 \$
ALMA NURO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	476,78 \$
ALVES, KATIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 336,00 \$
ANDRÉ FILLION ET ASSOCIÉS INC.	PROGRAMME DE FORMATION.	Gré à Gré	3 333,32 \$
ANTICHINAPÉO, MICHELINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 140,32 \$
AUTOBUS MAHEUX LTÉE	SERVICES DE TRANSPORT DES JURÉS.	Gré à Gré	422,28 \$
AUTOBUS PASSION	SERVICES DE TRANSPORT DES JURÉS.	Gré à Gré	1 400,00 \$
AUTOBUS PASSION	SERVICES DE TRANSPORT DES JURÉS.	Gré à Gré	1 400,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AUZA, ANITA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 256,00 \$
AUZA, ASTRIDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 544,00 \$
AWASHISH, CHANTALE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	2 530,59 \$
BARREAU DU QUÉBEC	FORMATION TECHNIQUES DE PLAIDOIRIE	Gré à Gré	18 080,25 \$
BEAUDRY, PAUL (PSYCHIATRE)	APPORTER UNE EXPERTISE PSYCHIATRIQUE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE	Gré à Gré	3 200,00 \$
BEKELE, AYELE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	516,00 \$
BELL CANADA	INSCRIPTIONS DE NOS LIGNES D'AFFAIRES DANS LES PAGES BLEUES.	Gré à Gré	946,44 \$
BELL CANADA	SUPPORT POUR LES LOGICIELS RADWARE DEFENCEPro 506 IPS ET BEHAVIORAL PROTECTION.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 237,02 \$
BELL CONFÉRENCES INC.	ABONNEMENT POUR LE SERVICE WEB CONFÉRENCE.	Gré à Gré	702,20 \$
BERNARD, MARYSE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 737,20 \$
BERTRAND & PILON, HUISSIER DE JUSTICE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 731,15 \$
BIEENVENUE, PATENAUDE, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 574,71 \$
BOLDUC, CHRISTOPHE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 024,00 \$
BOLDUC, OLIVIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 067,35 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BONDESEN, SINDY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 634,80 \$
BOUCHARD, ANNIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 164,95 \$
BOUCHARD, JACQUES (PSYCHIATRE)	EFFECTUER TOUTES LES ANALYSES, LES RECHERCHES ET LES TRAVAUX QUI SONT REQUIS POUR LES FINS D'EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	10 000,00 \$
BOUCHARD, JACQUES (PSYCHIATRE)	EFFECTUER TOUTES LES ANALYSES, LES RECHERCHES ET LES TRAVAUX QUI SONT REQUIS POUR LES FINS D'EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
BOUCHARD, JACQUES (PSYCHIATRE)	EFFECTUER TOUTES LES ANALYSES, LES RECHERCHES ET LES TRAVAUX QUI SONT REQUIS POUR LES FINS D'EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
BOUCHARD, JACQUES (PSYCHIATRE)	EFFECTUER TOUTES LES ANALYSES, LES RECHERCHES ET LES TRAVAUX QUI SONT REQUIS POUR LES FINS D'EXPERTISE.	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
BRAYLEY, DONALD J.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 048,74 \$
BRISEBOIS, ANNIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 677,00 \$
BRISEBOIS HUISSIER INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 428,15 \$
BROUILLETTE & ASSOCIÉE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 556,76 \$
CARBAJAL ALVARADO, PEDRO HERNAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	11 253,25 \$
CARPENTIER, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 459,19 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
CARRIER, MICHELLE	COORDONNER LES ACTIVITÉS RELIÉES À LA PLANIFICATION DE LA SÉANCE D'EXAMENS POUR LE PROCESSUS DE QUALIFICATION DE TECHNICIENNE OU TECHNICIEN EN DROIT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 524,20 \$
CARVALHO, MARILDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 265,90 \$
CEDROM SNI	ABONNEMENT AU SERVICE EUREKA.CC 2017-2018.	GRÉ À GRÉ	12 136,30 \$
CEGELSKI, LOUISE ANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 184,15 \$
CHAMBERLAND, ANGÉLINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	3 130,84 \$
CHÂTEAU JOLIETTE	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	GRÉ À GRÉ	2 791,94 \$
CLÉROUX, JOANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	7 476,00 \$
CLÉROUX, MICHEL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	7 883,90 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	1 535,59 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	1 445,50 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	3 074,65 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	1 956,97 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	1 446,16 \$
CLUB VOYAGES PLAMONDON	BILLET D'AVION.	GRÉ À GRÉ	2 745,02 \$
COLLIN-SANTERRE, JUSTINE	PROCÉDER À LA COMPILATION ET À L'ANALYSE DE DONNÉES PORTANT SUR LES DOSSIERS OUVERTS EN MATIÈRE CRIMINELLE À LA COUR DU QUÉBEC.	GRÉ À GRÉ	3 622,00 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Communication Démo	Revue de Presse Écrite.	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D’ACHATS	3 790,56 \$
COMPUGEN INC.	CONTRAT DE SOUTIEN POUR L'ANTIVIRUS DE TRENDMicro ENTERPRISE SECURITY FOR ENDPOINTS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 633,50 \$
CONVERGE NET INC.	SOUTIEN POUR LE LOGICIEL MCAFEE WEB GATEWAY ICAP	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 365,00 \$
CORSAIRE	GRAPHISME POUR LE RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2016-2017.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 275,00 \$
CPS MÉDIA	PUBLICATION DANS LE JOURNAL DU BARREAU - PUBLICATION JURI	Gré à Gré	16 830,00 \$
Crow, Patricia	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 240,75 \$
DARVEAU & ASSOCIÉ HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 252,20 \$
DBA UBITRAK INC.	ACCOMPAGNEMENT REQUIS AFIN D'ATTEINDRE LA CONFORMITÉ À LA NORME PCI-DSS (PAYMENT CARD INDUSTRY DATA SECURITY STANDARD) ET DE PRÉPARER LES DOCUMENTS À REMPLIR POUR CONFIRMER LE STATUT DE CONFORMITÉ.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 735,00 \$
DE SERRES, GASTON	RÉALISER UNE EXPERTISE.	Gré à Gré	5 375,00 \$
DELL CANADA	CONTRAT DE SOUTIEN DE 4 SERVEURS DELL	Gré à Gré	4 584,28 \$
DELTA MONTRÉAL	HÉBERGEMENT	Gré à Gré	3 388,54 \$
DÉMÉNAGEMENT PERFORMANCE	CONTRAT DE SERVICES DE MANUTENTION.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 680,00 \$
DÉMÉNAGEMENT/ENTREPOSAGE M.E.C. PLUS	CONTRAT DE SERVICES DE MANUTENTION.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 161,00 \$
DEMERS, HÉLÈNE	PROCÉDER À LA RÉVISION LINGUISTIQUE DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS, ENTRE AUTRES, DES COMMUNIQUÉS ET DES PUBLICATIONS MINISTÉRIELLES ET PROCÉDER À LA RÉDACTION DE TEXTES ET DE DISCOURS À PARTIR DE NOTES SUR DIFFÉRENTS SUJETS.	Gré à Gré	4 559,50 \$
DESAULNIERS BROUSSEAU, THOMAS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	6 387,80 \$
DESBIENS, ÉMILIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	197,92 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DESBIENS, GILLES	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	144,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSIONS INC.	IMPRESSION DE DÉPLIANTS : LES PETITES CRÉANCES ET LA MÉDIATION.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 033,00 \$
DESHARNAIS, LOUISE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 140,20 \$
DOCUCOM DIGITAL INC.	CONTRAT D'ENTRETIEN DES NUMÉRISSEURS MASSIFS (KODAK I820).	GRÉ À GRÉ	18 863,28 \$
DUBÉ, FANNY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 057,37 \$
DUFF, TERRENCE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET / OU DE TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	18 668,35 \$
DUFOUR ARSENEAU S.O.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 472,00 \$
DUYGU OZMEKIK	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 791,00 \$
EN CLAIR SERVICE-CONSEIL	FORMATION POUR LES JURISTES DE L'ÉTAT.	GRÉ À GRÉ	5 081,18 \$
ENTREPRISES SANAJI INC.	LOCATION DE VÉHICULE POUR UNE SEMAINE DE COURS À KUJUUARAPIK.	GRÉ À GRÉ	1 815,00 \$
ÉTUDE ANDRÉ LESSARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 190,27 \$
ÉTUDE BERNIER PELLETIER HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 612,67 \$
ÉTUDE BROUILLARD, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 718,19 \$
ÉTUDE DANIEL JEAN HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 078,20 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ÉTUDE DEREPTIGNY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 452,89 \$
ÉTUDE D'HUISSIER MB	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	970,14 \$
ÉTUDE D'HUISSIERS MARTIMBAULT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 225,38 \$
ÉTUDE GAÉTAN BÉLANGER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 373,71 \$
ÉTUDE GAÉTAN ROY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 463,42 \$
ÉTUDE GERMAIN BASTIEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 564,04 \$
ÉTUDE GUY TRUCHON, HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 011,69 \$
ÉTUDE J.F. BOUCHARD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 673,17 \$
ÉTUDE JEAN-MARC CLAVEAU	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 117,84 \$
ÉTUDE JOSÉE FORTIN, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 636,95 \$
ÉTUDE JOSEPH ODMAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	158,54 \$
ÉTUDE LISE PROULX	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	712,06 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ÉTUDE LOUIS GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 607,87 \$
ÉTUDE MARIO BRUNET	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 821,92 \$
ÉTUDE MEYER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 036,90 \$
ÉTUDE PASCAL GAUMOND	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 366,60 \$
ÉTUDE PIERRE BLIER, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 740,97 \$
ÉTUDE REYNALD FLAGEOL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 434,59 \$
ÉTUDE TRÉPANIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 580,19 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	SERVICE DE PSYCHIATRE AFIN DE COMPLÉTER UN TÉMOIGNAGE SUITE À SON RAPPORT D'EXPERTISE.	Gré à Gré	8 600,00 \$
EXPERTISE NEUROSCIENCES	SERVICE DE PSYCHIATRE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE.	Gré à Gré	6 175,00 \$
EXPOSE MEDIA	PROCÉDER À LA CRÉATION DU SITE WEB DE L'UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON POUR L'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES, DES FEMMES ET DES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES (UQLIF) ET CONSEILLER/FORMER L'ÉQUIPE DE L'UQLIF QUANT À LA CRÉATION DE LEUR PAGE FACEBOOK.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 522,05 \$
FOREST, JACQUES	ATELIER DE FORMATION AFIN D'AUGMENTER LA PERFORMANCE AU TRAVAIL.	Gré à Gré	3 599,34 \$
FORFAITERIE CAFÉ & VOYAGE	BILLETS D'AVION	Gré à Gré	1 302,02 \$
FORFAITERIE CAFÉ & VOYAGE	BILLETS D'AVION POUR 2 RÉCIPENDIAIRES DU PRIX DE LA JUSTICE	Gré à Gré	1 447,79 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FORTIER TOURIGNY HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 522,53 \$
GAGNON & GAGNON	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 087,59 \$
GARNEAU, DIANE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	367,80 \$
GASTON ROY, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 003,79 \$
GAUMOND & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 047,25 \$
GAUTHIER LÉVY & ASSOCIÉES	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	20 783,78 \$
GAUTHIER MONTPETIT S.E.N.C.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 342,97 \$
GCI (GESTION DES COLLECTIONS INFORMATISÉES)	INSTALLATION DU LOGICIEL POUR LA GESTION DOCUMENTAIRE ULTIMA.	Gré à Gré	7 500,00 \$
GCI (GESTION DES COLLECTIONS INFORMATISÉES)	PROGRAMMATION D'UN SCRIPT D'EXPLOITATION POUR GVNET, DE SERVICES PROFESSIONNELS SUR PLACE ET DE GESTION DE PROJET.	Gré à Gré	4 750,00 \$
GCI (GESTION DES COLLECTIONS INFORMATISÉES)	CONTRAT DE SERVICE ANNUEL 2017-2018 POUR GVAA WEB & BUREAU JUGE.	Gré à Gré	5 621,00 \$
GEOFTECH COMMUNICATIONS INC.	SERVICES DE CONSEIL EN GESTION.	Gré à Gré	8 480,00 \$
GESTION MI-RO (RC) INC.	IMPRESSION D'OBJETS PROMOTIONNELS POUR L'UQLIF (UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON POUR L'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES, DES FEMMES ET DES FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES).	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 600,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
GESTION MICHEL OLIVIER INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 813,20 \$
GILLES ANCTIL & L'YNE PARISEAU, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 556,01 \$
GOVETTE, ISABELLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 900,10 \$
GRIPMA	CONSEILLER EN MATIÈRE AUTOCHTONE.	Gré à Gré	1 000,00 \$
GROUPE SOLUTIONS MÉDIC DU LITTORAL	EFFECTUER UNE EXPERTISE PSYCHIATRIQUE.	Gré à Gré	2 950,00 \$
HADDAD, MONA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	485,50 \$
HAMMANA, CLAUDETTE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	4 411,65 \$
HÔTEL ALT QUARTIER DIX 30	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR LE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 302,16 \$
HÔTEL ALT VILLE DE QUÉBEC	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR LE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 048,90 \$
HÔTEL ALT VILLE DE QUÉBEC	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR LE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	2 903,50 \$
HÔTEL CHÂTEAU LAURIER - QUÉBEC	HERBERGEMENT POUR L'HOMMAGE AU CIVISME	Gré à Gré	4 061,64 \$
HÔTEL CLASSIQUE	RÉSERVATION DE SALLE DE RÉUNION	Gré à Gré	1 176,80 \$
HÔTEL GOUVERNEUR - TROIS-RIVIÈRES	FOURNIR LES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS POUR LES JURÉS ET CONSTABLES.	Gré à Gré	7 184,90 \$
HÔTEL GOUVERNEUR LE NORANDA	LOCATION DE SALLE ET SERVICES AFFÉRENTS LORS DE COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	1 081,59 \$
HÔTEL LE VICTORIN	FOURNIR LES SERVICES D'HÉBERGEMENT ET DE REPAS POUR LES JURÉS ET LES CONSTABLES.	Gré à Gré	14 376,42 \$
HÔTEL PLACE D'ARMES	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	3 310,81 \$
HÔTEL PLACE D'ARMES	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	2 143,95 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Hôtel Place D'Armes	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	2 129,74 \$
Hôtel Place D'Armes	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	3 231,67 \$
Hôtel Place D'Armes	LOCATION DE SALLES ET SERVICES AFFÉRENTS POUR COMITÉ DE SÉLECTION DE JUGES.	Gré à Gré	4 373,99 \$
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	PROCÉDER AU REMPLACEMENT DE CLAVIERS CANADIENS-FRANÇAIS PAR DES CLAVIERS ACNOR POUR DES PORTABLES DE MARQUE DELL LATITUDE E7470.	Gré à Gré	14 790,00 \$
INTER ACTION SANTÉ	TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES AFIN D'EFFECTUER UNE DÉMARCHÉ DE FACILITATION.	Gré à Gré	6 713,33 \$
INTER ACTION SANTÉ	TRAVAILLER EN COLLABORATION AVEC LA DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES AFIN D'EFFECTUER UNE DÉMARCHÉ DE FACILITATION.	Gré à Gré	656,25 \$
JASMIN PIRRO, HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 008,49 \$
JAYARATNAM, JOSEPH	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 296,00 \$
JEAN CARBONNEAU, HUISSIERS INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 723,02 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	IMPRESSION DE PAPIER À JUGEMENT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	24 985,00 \$
KAAL, STEVEN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	4 797,84 \$
KALOMBO WA TSHIBANDA, THEOPHILE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	144,00 \$
KANANI, SHIRAZ	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	8 496,06 \$
KEO ROSA YONG	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	595,80 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
KIM BÉLANGER, HUISSIER DE JUSTICE, INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 990,51 \$
KOMUTEL	RENOUVELLEMENT DU CONTRAT DE SERVICE KOMUTEL.	Gré à Gré	1 447,73 \$
LABORATOIRE D'EXPERTISE DE QUÉBEC LTÉE	EXPERTISE D'INGÉNIERIE POUR LA DIRECTION TERRITORIALE DE LAVAL	Gré à Gré	7 912,00 \$
LAFRENIÈRE, RENÉE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 055,99 \$
LAROUCHE, JEAN-CLAUDE	PRÉSIDER DES SÉANCES DE MÉDIATION TENANT LIEU DE CONFÉRENCE DE RÈGLEMENT À L'AMIABLE POUR LE COMPTE DE LA COUR SUPÉRIEURE DU QUÉBEC.	Gré à Gré	10 612,32 \$
LATRAVERSE HUISSIERS DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 751,80 \$
LAVAL, AUDREY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 655,40 \$
LAVALLÉE, MARIE-HÉLÈNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 346,91 \$
LAVOIE, ANNE-JULIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 054,80 \$
LAVOIE, MARIE-CLAUDE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	9 206,05 \$
LE BLANC, FRANÇOIS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 567,31 \$
LEBEL-BOURNIVAL, VINCENT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	84,80 \$
LE DOCTEUR MARC LEBEL, INFECTIOLOGUE	EXPERTISE ET TÉMOIGNAGE À LA COUR.	Gré à Gré	5 449,10 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
Le Luxor	SERVICE DE TRAITEUR POUR LES JURÉS.	Gré à Gré	1 374,77 \$
LÉGER MARKETING	FOURNIR DES SERVICES DANS LE CADRE D'UN SONDAGE SUR LE CLIMAT ORGANISATIONNEL DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE.	Gré à Gré	23 475,00 \$
LESSARD, DAVID (002)	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	3 673,20 \$
L'ÉTUDE PIERRE MICHAUD, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 396,14 \$
LOCATION SAUVAGEAU INC.	LOCATION VÉHICULE	Gré à Gré	1 126,00 \$
LOUISE LEBLANC HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	26,86 \$
MAGAZINE FUGUES	PUBLICITÉ ET ABONNEMENT INCLUS.	Gré à Gré	4 980,00 \$
MARTIN, LOUISE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 032,00 \$
MAX AVIATION	FOURNIR DES SERVICES DE NOLISEMENT D'AÉRONEFS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 174,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 500,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 174,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 814,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 244,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 814,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 900,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 174,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 244,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 814,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 814,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 900,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 174,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 814,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 900,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 174,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 900,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 174,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 814,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 244,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 900,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 560,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 560,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 560,00 \$
MAX AVIATION	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 560,00 \$
MC CAUGHAN-SÉVIGNY, AUDREY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	485,90 \$
MCGUFFIN, VICTORIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	575,30 \$
ME ANDRÉ FAUTEUX	ASSISTER LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DANS LA PRÉPARATION DE LA POSITION GOUVERNEMENTALE ET AGIR POUR CELUI-CI À TITRE DE PORTE-PAROLE DEVANT LE COMITÉ DE LA RÉMUNÉRATION DES JUGES CONCERNANT LA RÉMUNÉRATION DES JUGES DE PAIX MAGISTRATS POUR LES ANNÉES 2004-2007.	Gré à Gré	10 068,55 \$
MIAN SAID CHAFOOR	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	3 901,20 \$
MICHEL GAUCHER, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 327,63 \$
MICRO LOGIC	SUPPORT POUR LES BLACKBERRY ADVANTAGE SUPPORT PERPETUAL SILVER RENEWAL 1 YEAR.	Gré à Gré	4 826,70 \$
MING SHYR	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	4 216,39 \$
MISHARA L., BRIAN	ANALYSE, RECHERCHE ET RÉDACTION D'UN RAPPORT D'EXPERTISE POUR LA COUR.	Gré à Gré	20 595,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MOHAMAT SALEH, MUSTAPHA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	144,00 \$
MONETTE EXPRESS	DÉPLACEMENT DE MOBILIER.	Gré à Gré	1 365,00 \$
MOWATT, SUZANNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	462,05 \$
MOZAIK QUÉBEC COACHING STRATÉGIQUE INC	FORMATION ET SUPERVISION.	Gré à Gré	2 975,00 \$
NADJA MOLLEN	INTERPRÉTATION INNU-FRANÇAIS	Gré à Gré	1 981,25 \$
NATRIX TECHNOLOGIES	SOUTIEN POUR LE LOGICIEL BARRACUDA WEB FILTER	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 648,38 \$
NIQUETTE, AUDREY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	18 443,80 \$
NUMERIQCA	CONCEPTION DE LOGO, DE DÉPLIANTS, DE CARTES D'AFFAIRES, ETC.	Gré à Gré	1 468,75 \$
NUMERIQCA	COURTIER PHOTOCOPIE ET DÉPLIANTS.	Gré à Gré	1 381,26 \$
NUMERIQCA	DÉPLIANTS	Gré à Gré	1 909,03 \$
OKIOK DATA	ANALYSE DE VULNÉRABILITÉ CONCERNANT UNE NOUVELLE SOLUTION.	Gré à Gré	6 090,00 \$
OKIOK DATA	ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS (TESTS DE VULNÉRABILITÉ).	Gré à Gré	4 350,00 \$
OKIOK DATA	ACQUISITION DE SERVICES PROFESSIONNELS (SÉCURITÉ).	Gré à Gré	1 740,00 \$
OPEN TEXT CORPORATION	SOUTIEN POUR LE LOGICIEL RIGHT FAX OPEN TEXT.	Gré à Gré	3 877,71 \$
ORACLE CANADA ULC	FORMATION ORACLE 12C: CLUSTERWARE ADMINISTRATION	Gré à Gré	4 640,00 \$
ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU QC	PASSEPORT MULTI-CPA 2017-2018.	Gré à Gré	1 499,00 \$
OUELLET, SARAH	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	468,00 \$
OZGUR, NURAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 424,52 \$
PARAMED CLINIQUE SERVICES SANTÉ	EXPERTISE MÉDICALE	Gré à Gré	1 700,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PERRI, VANESSA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	5 151,00 \$
PICARD, TATIANA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 982,80 \$
PILON & MÉNARD, HUISSIER	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 837,28 \$
PIXIM SOLUTION	IMPRESSION DE CONSTATS POUR LE BUREAU DES INFRACTIONS ET AMENDES.	Gré à Gré	21 225,82 \$
POTVIN, CHARLYNE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	11 348,10 \$
PROPAGANDA DESIGN	HONORAIRES PROFESSIONNELS POUR DES TRAVAUX DE GRAPHISME ET DE PROGRAMMATION.	Gré à Gré	2 340,00 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	17 177,50 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	20 662,30 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	17 514,10 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	24 475,62 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	22 494,30 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 938,10 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 938,10 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	21 505,30 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 598,94 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 727,15 \$
PROPAIR INC.	NOLISEMENT D'AVION POUR LA COUR ITINÉRANTE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	13 727,15 \$
PROULX, MONIQUE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	3 354,00 \$
QUINTIN & ASSOCIÉ, HUISSIERS DE JUSTICE SENC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 978,83 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
R. GAUTHIER, HUISSIER DE JUSTICE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	15 792,23 \$
RAYMOND, DENYSE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 985,60 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	FORMATION	Gré à Gré	1 344,00 \$
REZA NOUSHADJIMAL, MOHAMMAD	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	537,00 \$
RICCI TEASDALE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 652,32 \$
RODEUS GROUPE	ABONNEMENT D'UN AN POUR LANSWEEPER ENTREPRISE.	Gré à Gré	2 696,20 \$
ROY, NANCY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	267,80 \$
SALA, JEANNIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	5 778,47 \$
SANGIN-GAGNON, VÉRONIQUE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 208,70 \$
SAULNIER, MARCELLE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	11 198,40 \$
SAVEURS CAMPUS	SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	6 011,05 \$
SCALAR DECISIONS	CONTRAT DE SOUTIEN DES DEUX SYSTÈMES CAS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	22 565,70 \$
SERVICES CONSEILS J.C.	SERVICES PROFESSIONNELS - PROGRAMMATION	Gré à Gré	5 425,00 \$
SHRED-IT INTERNATIONAL	DESTRUCTION DE DISQUES DURS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 514,42 \$
SIERRA, MONICA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 678,50 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOFTCHOICE CORPORATION	CONTRAT DE SUPPORT DES LICENCES ADOBE POUR 2 ANS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 726,84 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	CONTRAT DE SOUTIEN DES PRODUITS QUEST.	Gré à Gré	2 641,15 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	CONTRAT DE SOUTIEN DE ASPOSE PDF POUR .NET	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 569,51 \$
SOFTCHOICE LP	CONTRAT SOUTIEN DES LICENCES DU LOGICIEL ENTERPRISE ARCHITECT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 413,79 \$
SOFTCHOICE LP	CONTRAT DE SOUTIEN POUR LES MODULES DE DÉTECTION DE POURRIELS PROOFPOINT.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	22 954,72 \$
SOFTCHOICE LP	ABONNEMENT GOOGLE MAPS APIS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 781,89 \$
SOFTCHOICE LP	SOUTIEN DES LICENCES IBM WEBSHERE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	22 648,04 \$
SOFTWAREONE	SOUTIEN DU LOGICIEL WS-FTP D'IPSWITCH.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 127,25 \$
SOLISCO NUMÉRIX	SERVIE D'IMPRESSON DU RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2016-2017.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 080,00 \$
SONYA HOMBERT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	840,00 \$
STANEX INC.	SOUTIEN DU LOGICIEL POWERTRUST PREFERRED 7X24.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	19 319,00 \$
ST-ELMIRE, VALÉRIE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	1 471,88 \$
STÉNO C.A.T.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	14 542,70 \$
ST-JEAN, LINE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	594,60 \$
ST-ONGE, HUISSIER DE JUSTICE INC.	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 405,15 \$
SWAPPIE, AMANDA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	246,00 \$
SZANISZLO, NADIA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 301,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TECHNI-BUREAU	IMPRESSION DE DOCUMENTS	Gré à Gré	4 879,19 \$
TECHNOLOGIA FORMATION	FORMATION EN DÉVELOPPEMENT WEB HTML5	Gré à Gré	1 205,00 \$
TIBASIMA BAHEMUKA	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE	Gré à Gré	8 236,66 \$
TOURIGNY, LOUISE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES DE STÉNOGRAPHES AFIN D'EFFECTUER LA PRISE ET/OU LA TRANSCRIPTION DE DÉBATS JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 640,60 \$
TRADUC-TEXTE ENR.	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 338,66 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	Gré à Gré	4 983,75 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DOCUMENTS POUR HOMMAGE AU CIVISME.	Gré à Gré	1 491,75 \$
TRADUCTIONS WATERHOUSE INC.	TRADUCTION DE DIFFÉRENTS DOCUMENTS DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS.	Gré à Gré	2 680,50 \$
TRAITEUR PLAISIRS	SERVICES DE TRAITEUR POUR LE FORUM MODERNISATION JUSTICE.	Gré à Gré	2 877,80 \$
TREBICHAVSKY, PHILIPPE	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	2 991,00 \$
TREMBLAY RAIFFAUD SENCRL	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 265,76 \$
TRUDEL, DENIS	TÉMOIN EXPERT.	Gré à Gré	15 398,00 \$
TRUDEL, FAVREAU HUISSIERS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	12 252,03 \$
TURBIDE, BENOIT	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	Gré à Gré	4 503,00 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	APPORTER UNE EXPERTISE DE PSYCHIATRE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE	Gré à Gré	1 850,00 \$
TURCOTTE, JEAN-ROBERT (DR)	APPORTER UNE EXPERTISE DE PSYCHIATRE DANS UN DOSSIER JURIDIQUE	Gré à Gré	2 500,00 \$
TUVAALUK LANDHOLDING CORPORATION	LOCATION DE SALLE POUR LA COUR ITINÉRANTE.	Gré à Gré	1 835,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TUVAALUK LANDHOLDING CORPORATION	LOCATION DE SALLE POUR LA COUR ITINÉRANTE.	GRÉ À GRÉ	1 835,00 \$
TUVAALUK LANDHOLDING CORPORATION	LOCATION DE SALLE POUR LA COUR ITINÉRANTE.	GRÉ À GRÉ	1 250,00 \$
TUVAALUK LANDHOLDING CORPORATION	LOCATION DE SALLE POUR LA COUR ITINÉRANTE.	GRÉ À GRÉ	1 250,00 \$
VERSALYS	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 975,00 \$
VÉZINA, DOMINIC	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	2 725,10 \$
VICTRIX CONSEIL INC.	SOUTIEN DU LOGICIEL MCAFEE ENDPOINT PROTECTION SUITE.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 886,00 \$
VIDÉOTRON LTÉE	UN ABONNEMENT CÂBLE ET DEUX ABONNEMENTS INTERNET.	GRÉ À GRÉ	1 714,75 \$
VIJAYARATNAM ARJUNA ALOY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	1 281,25 \$
VINZANT INC.	CONTRAT DE SOUTIEN POUR LE LOGICIEL GECS.	GRÉ À GRÉ	12 928,15 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 323,23 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	2 269,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	2 269,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 323,23 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	9 384,90 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 187,38 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 352,25 \$
VOYAGES CAA	BILLETS D'AVION	GRÉ À GRÉ	1 071,28 \$
VOYAGES OPTIMUM INC.	DÉPLACEMENT DES RÉCIPENDIAIRES EN LIEN AVEC LA CÉRÉMONIE HOMMAGE AU CIVISME	GRÉ À GRÉ	1 491,90 \$
W.N. POULIN & ASSOCIÉS	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'HUISSIERS AFIN DE SIGNIFIER OU D'EXÉCUTER DES ACTES DE PROCÉDURES JUDICIAIRES.	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	16 081,97 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
WITCHER, NANCY	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	4 763,34 \$
XEROX CANADA INC.	LOCATION DE PHOTOCOPIEUR.	GRÉ À GRÉ	1 604,99 \$
XEROX CANADA INC.	LOCATION DE PHOTOCOPIEUR	GRÉ À GRÉ	2 752,08 \$
YOUNSOO, VIVIAN PYO	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	3 227,64 \$
YUNE, KI-CHAN	CONTRAT À EXÉCUTION SUR DEMANDE POUR DES SERVICES D'INTERPRÉTATION ET/OU TRADUCTION DEVANT LES COURS DE JUSTICE.	GRÉ À GRÉ	538,00 \$
DRI CANADA	FORMATION SUR LA PLANIFICATION DE LA CONTINUITÉ DES AFFAIRES.	GRÉ À GRÉ	3 046,84 \$
VERSALYS	FORMATION SUR L'INSTALLATION ET LA CONFIGURATION DE WINDOWS SERVER 2012.	GRÉ À GRÉ	1 975,00 \$

CABINET MINISTÉRIEL

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR LIAISON INC.	DÉPLACEMENTS ALLER-RETOUR QUÉBEC ET GATINEAU.	GRÉ À GRÉ	8 000,00 \$
AIR LIAISON INC.	DÉPLACEMENTS ALLER-RETOUR QUÉBEC ET GATINEAU.	GRÉ À GRÉ	8 000,00 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VIDÉOTRON LTÉE	ABONNEMENT INTERNET FIBE	GRÉ À GRÉ	828,34 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
AMÉRIQUE TRADUCTIONS (CONTRAT DE 2 000 \$)	À LA DEMANDE DU CONSEIL, EFFECTUER LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DIVERS DOCUMENT.	GRÉ À GRÉ	2 164,67 \$
LEMIEUX, MADELEINE (ME), AVOCATE	CONTRAT DE SERVICES JURIDIQUES AUTORISÉ PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE POUR REPRÉSENTER LE CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE DANS LE CADRE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES	GRÉ À GRÉ	9 852,21 \$
L'HEUREUX AMARO INC. (CONTRAT DE 450 \$)	EAU EMBOUTEILLÉE ET NETTOYAGE DE LA FONTAINE	GRÉ À GRÉ	185.85 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES	SÉCURITÉ DES LOCAUX	GRÉ À GRÉ	401,40 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
ABDOULKARIM, SAADATOU	SONDEUSE, PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTES HAINEUX	GRÉ À GRÉ	1 080,00 \$
ACCESSIBIL-IT INC.	BALISAGE DE DOCUMENTS PDF AFIN D'EN ASSURER L'ACCESSIBILITÉ	GRÉ À GRÉ	8 300,00 \$
AMPLIO STRATÉGIES INC.	SERVICES DE MENTORAT, ACCOMPAGNEMENT DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES GESTION - CADRE JURIDIQUE 2	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
APPLE	ACQUISITION: IPADS PRO 12.9", CLAVIERS ET CRAYONS (5)	GRÉ À GRÉ	6 849,00 \$
APPLE	ACQUISITION: IPAD PRO 12.9" / CLAVIER / CRAYON	GRÉ À GRÉ	1 422,00 \$
APPLE	ACQUISITION: IPADS PRO, CLAVIERS ET CRAYONS (2)	GRÉ À GRÉ	2 814,00 \$
APPLE	ACQUISITION IPADS PRO 12.9", CLAVIERS ET CRAYONS (9)	GRÉ À GRÉ	12 663,00 \$
ARCHIVES IRON MOUNTAIN	ARCHIVAGES DE DOCUMENTS	GRÉ À GRÉ	16 309,00 \$
ARPIN, SUZANNE	PRÉPARATION ET SUIVI DU COMITÉ DES ENQUÊTES	GRÉ À GRÉ	3 531,00 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
ARSCRIPTUM DESIGN	ACQUISITION PLAQUES PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2017.	Gré à Gré	1 555,00 \$
ATLASSIAN	MISE À NIVEAU LICENCES JIRA SERVICE DESK 15 AGENTS - 1 AN	Gré à Gré	3 500,00 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	SALON VISEZ DROIT DU 9 AU 12 AVRIL 2018	Gré à Gré	940,00 \$
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC (BANQ)	LOCATION DE SALLE POUR REMISE DU PRIX DROITS ET LIBERTÉS 2017	Gré à Gré	1 660,00 \$
BILODEAU, COLLEEN	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 931,00 \$
BOREALA MANAGEMENT	SERVICES-CONSEILS DANS LE CADRE DU MAINTIEN DE L'ÉQUITÉ SALARIALE ET DE LA RELATIVITÉ SALARIALE	Gré à Gré	15 040,00 \$
CAISSEY TRANSLATIONS	CONTRAT OUVERT : SERVICE DE TRADUCTION ET RÉVISION DE TRADUCTION (FRANÇAIS-ANGLAIS)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 558,00 \$
CDW CANADA CORP.	ACQUISITION : CAMERA DE VIDEOCONFÉRENCE LOGITECH PTZ PRO CAMERA (2)	Gré à Gré	1 751,00 \$
CDW CANADA CORP.	MAINTENANCE SAN DELL MONTRÉAL ET QUÉBEC	Gré à Gré	4 661,00 \$
CDW CANADA CORP.	ACQUISITION: UNITÉS DE MÉMOIRE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	10 581,00 \$
CDW CANADA CORP.	LICENCES NITRO PRO 11 POUR ENTREPRISE (15)	Gré à Gré	2 524,00 \$
CITRIX SYSTEMS INC.	RENOUVELLEMENT LICENCES CITRIX XENAPP ENTERPRISE - 1 AN	Gré à Gré	6 348,00 \$
CLIMATISATION J.F.P. INC.	ENTRETIEN PRÉVENTIF - SALLE DES SERVEURS	Gré à Gré	1 324,00 \$
CNW TELBEC	SERVICES DE DIFFUSION DE COMMUNIQUÉS DE PRESSE	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	885,00 \$
COGECO CONNEXION INC.	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	Gré à Gré	2 383,00 \$
COLEMAN, TERRY G.	RAPPORT D'EXPERTISE POUR DOSSIER AU CONTENTIEUX	Gré à Gré	4 500,00 \$
COMMUNICATION DEMO	REVUE DE PRESSE ÉLECTRONIQUE - FIN DE CONTRAT MAI 2017	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 116,00 \$
CONNECTIONS PUR-TEL	SERVICES TECHNIQUES - CÂBLAGE	Gré à Gré	2 713,00 \$
CONTRÔLES NETACCES INC.	DÉPLACEMENT D'UNE PORTE D'ACCÈS ET ÉLIMINATION D'UN LECTEUR	Gré à Gré	1 835,00 \$
CORPORATION DE SERVICES DU BARREAU	AFFICHAGES DE POSTES (4)	Gré à Gré	1 400,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
COSTCO	ACQUISITION DÉCHQUETEUSE POWERSHRED 425 CI	GRÉ À GRÉ	2 223,00 \$
CRÉDIT QUÉBEC	SERVICES TECHNIQUES - DÉPISTAGE ET ENQUÊTES DE LOCALISATION	GRÉ À GRÉ	1 645,00 \$
DENISE BABIN COMMUNICATION, TRADUCTION ET RÉDACTION	SERVICES DE TRADUCTION	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 151,00 \$
DIÈSE	MAQUETTES RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2016-2017: CONCEPTION, MONTAGE, PRODUCTION	GRÉ À GRÉ	5 036,00 \$
DROIT-INC COM LTÉE	AFFICHAGES DE POSTES (3)	GRÉ À GRÉ	1 185,00 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	MISE À NIVEAU LOGICIEL ANTIDOTE 9 - 200 POSTES (10 BILINGUES ET 190 FRANÇAIS)	GRÉ À GRÉ	8 740,00 \$
ENSEIGNORAMA	AUTOCOLLANTS - DÉFILÉ FIERTÉ CANADA LGBTQ - AOÛT 2017	GRÉ À GRÉ	120,00 \$
EXPERTISE GRAZIELLA PETTINATI INC.	EXPERTISE EN ÉCRITURE: ANALYSE DES DOCUMENTS ET RÉDACTION D'UN RAPPORT	GRÉ À GRÉ	600,00 \$
FACILIS INC.	SERVICES DE CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE	GRÉ À GRÉ	3 761,00 \$
FIBRE NOIRE INTERNET INC.	FIBRE OPTIQUE- MONTRÉAL ET QUÉBEC / FRAIS MENSUELS / DURÉE 3 ANS	GRÉ À GRÉ	17 545,00 \$
FORTINET	RENOUVELLEMENT FORTICARE 3 ANS	GRÉ À GRÉ	10 501,00 \$
G. J. RENAUD	GRAVURE SUR PLAQUETTES - PRISMES RETRAITÉS (7)	GRÉ À GRÉ	998,00 \$
GENDRON, PIERRE	EXPERTISE - ANALYSE RAPPORT POUR DOSSIER DU CONTENTIEUX	GRÉ À GRÉ	2 880,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	ENTRETIEN LOCAUX ET APPELS DE SERVICE	GRÉ À GRÉ	7 677,00 \$
GESTION GEORGES COULOMBE INC.	TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BUREAU	GRÉ À GRÉ	13 780,00 \$
GUAY, CHARLINE	SUPPORT AUX AVOCATS DU CONTENTIEUX: RÉDACTION D'AVIS JURIDIQUES, PROCÉDURES JUDICIAIRES	GRÉ À GRÉ	806,00 \$
HOTTE, JEAN-PIERRE	DIAGNOSTIC - STRUCTURE OPÉRATIONNELLE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE	GRÉ À GRÉ	5 750,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION PORTABLES DELL LATITUDE (12) ET BASES	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	16 716,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION DELL PRÉCISION 3620 (7)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	14 002,00 \$
HYPERTEC SYSTÈMES INC.	ACQUISITION MONITEURS DELL 23 po (12)	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	2 099,00 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
IBM Canada Limitée	Renouvellement licences IBM SPSS Statistics Base (1) et IBM SPSS Regression (1) / 1 an	Gré à Gré	2 695,00 \$
Images et Technologie	Services techniques en informatique: Évaluation des copies de sauvegarde et analyse d'échange	Gré à Gré	900,00 \$
Insight Canada Inc.	Renouvellement licence WathGuard Email Security Suite - 1 an	Gré à Gré	4 230,00 \$
ISARTA	Affichage de poste	Gré à Gré	205,00 \$
IT Yuda Ltd.	Acquisition Switch Cisco	Commande de biens/demande d'exécution	2 889,00 \$
J.L. Entretien enr.	Entretien ménager	Gré à Gré	11 137,00 \$
Journal Innuvelle	Publicité - Prix Droits et Libertés 2017	Gré à Gré	509,00 \$
Lafortune Légal	Préparation des documents pour cour d'appel (3 dossiers)	Gré à Gré	7 878,00 \$
Lesage, Marie Dorothee Avocate	Médiation -3 dossiers d'enquête.	Article 62 Charte	743,00 \$
Meloche, Francis (Mé)	Conseiller, accompagner et/ou représenter au besoin celle-ci en matière de gestion des ressources humaines et de relations de travail	Gré à Gré	15 563,00 \$
Monette Barakett S.E.N.C.	Conseiller et accompagner la CDPDJ dans le cadre de l'accès à l'information	Gré à Gré	531,00 \$
Nadeau, Élise	Représenter CDPDJ et avocate	Gré à Gré	1 800,00 \$
Netwrix Corporation	Renouvellement licence Netwrix Licence - 3 ans-support et maintenance	Gré à Gré	5 002,00 \$
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Affichages de postes (4)	Gré à Gré	1 780,00 \$
Orizon Mobile - Stratège Télécom	Acquisition casques d'écoute sans fils Plantronics (5)	Commande de biens/demande d'exécution	1 516,00 \$
Paquette & Associés Huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Services de huissiers - Montréal. Excluant avances aux témoins et frais judiciaires.	Gré à Gré	15 822,00 \$
Parson Coaching (Marc K. Parson)	Développer des outils pour une communication efficace avec les médias	Gré à Gré	5 400,00 \$
Plante, Julie (Avocate)	Mandat d'enquête	Article 62 Charte	3 200,00 \$
Purolator	Services de messagerie rapide	Commande de biens/demande d'exécution	1 473,00 \$

Fournisseur	Objet	Mode d’octroi	Montant
ROGERS COMMUNICATIONS	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	6 600,00 \$
SAULNIER ROBILLARD LORTIE HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	SERVICES DE HUISSIERS - MONTRÉAL. EXCLUANT AVANCES AUX TÉMOINS ET FRAIS JUDICIAIRES.	GRÉ À GRÉ	1 568,00 \$
SIEMENS CANADA LTÉE	SERVICES TECHNIQUES - RÉPARATION BOUTONS DE PANIQUE	GRÉ À GRÉ	1 947,00 \$
SISCA	IMPRESSION RAPPORT ANNUEL DE GESTION 2016-2017 (60 COPIES)	GRÉ À GRÉ	483,00 \$
STATISTIQUE CANADA	PRODUCTION DE TABLEAUX PERSONNALISÉS DU RECENSEMENT DE 2016.	GRÉ À GRÉ	2 322,00 \$
STAZMATIQUE RH	FORFAIT AFFICHAGE AVEC JOBBOOM - 24 MOIS AFFICHAGES ILLIMITÉS	GRÉ À GRÉ	4 650,00 \$
SUPPORT WAREHOUSE LTD (HEWLETT PACKARD)	PLAN DE GARANTIE PROLONGÉE POUR SERVEURS HP (2)	GRÉ À GRÉ	2 048,00 \$
TANNOUCHE BENNANI, SELMA	SONDEUSE, PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTES HAINÉUX	GRÉ À GRÉ	21 693,00 \$
TARDIEU, EMMA	SUPPORT AUX AVOCATS DU CONTENTIEUX: RÉDACTION D'AVIS JURIDIQUES, PROCÉDURES JUDICIAIRES	GRÉ À GRÉ	2 150,00 \$
TÉLÉBEC, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	760,00 \$
TELUS COMMUNICATIONS	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	COMMANDE DE BIENS/DEMANDE D'EXÉCUTION	1 531,00 \$
TORRES, ÈVE	SONDEUSE, PROJET DE RECHERCHE SUR LES ACTES HAINÉUX	GRÉ À GRÉ	10 226,00 \$
TRADUCFORM INC.	ÉVALUATION TESTS D'ANGLAIS - DOTATION	GRÉ À GRÉ	2 250,00 \$
TREMBLAY, RÉAL	QUALITÉ DES SERVICES	GRÉ À GRÉ	14 478,00 \$
VERSALYS	FORMATION: VM-010-INSTALLATION, CONFIGURATION-VERSIO ESX	GRÉ À GRÉ	1 975,00 \$
VIDEOTRON	SERVICES DE TÉLÉCOMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	4 988,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
ALLIANCE 9000	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	2 026,00 \$
BELL CANADA	INSCRIPTION ANNUAIRE.	GRÉ À GRÉ	1 628,00 \$
BETTINA KARPEL	TRADUCTION DE TEXTES JURIDIQUES.	GRÉ À GRÉ	1 988,00 \$
BUROPLUS	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	4 358,00 \$
CALIBRE PLUS	SERVICE DE CÂBLAGE INFORMATIQUE.	GRÉ À GRÉ	15 219,00 \$
CENTRE CANADIEN D'ÉLECTRO-MÉNAGERS	ÉLECTROMÉNAGERS	GRÉ À GRÉ	1 507,00 \$
C.I.B.	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	2 490,00 \$
COGNAT INC.	SERVICE DE SAUVEGARDES INFORMATIQUES.	GRÉ À GRÉ	10 945,00 \$
COGNAT INC.	ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES.	GRÉ À GRÉ	11 832,00 \$
THE COMPUTER MEDIA GROUP	CARTOUCHES D'ENCRE POUR IMPRIMANTES.	GRÉ À GRÉ	5 401,00 \$
CONNEX QUÉBEC INC.	SERVICE DE CÂBLAGE TÉLÉPHONIQUE	GRÉ À GRÉ	2 358,00 \$
COPYCO INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS POUR FORMATION DES AVOCATS.	GRÉ À GRÉ	2 710,00 \$
CRITES & RIDDELL BASICS	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	4 639,00 \$
KATARINA DANIELS	CONSULTATION POUR SERVICE DE RECHERCHE.	GRÉ À GRÉ	2 485,00 \$
DESCHAMPS IMPRESSION INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	2 450,00 \$
DGI - COMPLEXE	ENTRETIEN GÉNÉRAL DES LOCAUX.	GRÉ À GRÉ	5 493,00 \$
DICOM EXPRESS	MESSAGERIE.	GRÉ À GRÉ	1 713,00 \$
LES EDITIONS YVON BLAIS INC.	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	19 698,00 \$
GESTAR INC.	SOUTIEN ANNUEL LOGICIEL E-DOCUMENTIK	GRÉ À GRÉ	1 889,00 \$
GOWLING WLG (CANADA) S.E.N.C.R.L., S.R.L.	CONSULTATION EN RELATION DE TRAVAIL.	GRÉ À GRÉ	1 507,00 \$
GRAND & TOY LIMITED	FOURNITURES DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	3 519,00 \$
GROUPE PRO-EXPO	PARTICIPATION À ÉVÈNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 050,00 \$
GROUPE MP-PLUS	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	1 020,00 \$
IMPRIMERIE LANCTÔT	IMPRESSION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	1 381,00 \$
IMPRESSION JG INC.	IMPRESSION DE DOCUMENTS (CALENDRIERS 2018).	GRÉ À GRÉ	1 612,00 \$
IRON MOUNTAIN CANADA CORPORATION	DESTRUCTION DE DOCUMENTS.	GRÉ À GRÉ	1 827,00 \$
JOBILLICO INC.	PUBLICATION D'OFFRES D'EMPLOIS.	GRÉ À GRÉ	3 815,00 \$
LITHOGRAPHIE ANDRÉ LACHANCE INC.	IMPRESSION DE CHÈQUES LASER.	GRÉ À GRÉ	1 749,00 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	13 502,00 \$
9178-0296 QUÉBEC INC.	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	4 160,00 \$
LUSSIER DALE PARIZEAU	ASSURANCE COMMERCIALE.	GRÉ À GRÉ	17 471,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BILL MARCHESIN	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
MME MARIE-FRANCE MARIN	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	3 780,00 \$
MONERIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIEMENT MONERIS.	GRÉ À GRÉ	12 007,00 \$
11522 CANADA INC.	SERVICE DE MANUTENTION DE MOBILIERS.	GRÉ À GRÉ	14 561,00 \$
MONTY SYLVESTRE, CONSEILLERS JURIDIQUES INC.	FORMATION.	GRÉ À GRÉ	1 634,00 \$
MORNEAU SHEPELL LTD	CONSULTATION POUR ASSURANCE COLLECTIVE; RÉVISION DES ÉTATS FINANCIERS DE L'ASSUREUR.	GRÉ À GRÉ	18 445,00 \$
MORNEAU SHEPELL LTD	CONSULTATION POUR ASSURANCE COLLECTIVE; ANALYSE DES CONDITIONS FINANCIÈRES PROPOSÉES PAR L'ASSUREUR POUR LE RENOUVELLEMENT DE LA TARIFICATION.	GRÉ À GRÉ	14 000,00 \$
NETHRIS	FRAIS DE SERVICES POUR SYSTÈME DE PAIE.	GRÉ À GRÉ	2 783,00 \$
NORMANDIN BEAUDRY	CONSULTANTS EN RESSOURCES HUMAINES.	GRÉ À GRÉ	11 328,00 \$
OPENFACE INTERNET INC.	TÉLÉCOMMUNICATIONS, INTERNET.	GRÉ À GRÉ	9 900,00 \$
PANADATA INC.	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	GRÉ À GRÉ	1 701,00 \$
PANADATA INC.	ACHAT DE PHOTOCOPIEUR.	GRÉ À GRÉ	6 452,00 \$
PITNEYWORKS	TIMBRES, ENTRETIEN ET FOURNITURES POUR COMPTEUR POSTAL.	GRÉ À GRÉ	6 271,00 \$
PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP/S.R.L./S.E.N.C.R.L.	EXPERTISES COMPTABLES.	GRÉ À GRÉ	13 975,00 \$
PRO-ACTIF	CONCEPTION DU RAPPORT ANNUEL 2016/2017	GRÉ À GRÉ	1 977,00 \$
ROGERS	TÉLÉPHONIE MOBILE.	GRÉ À GRÉ	1 449,00 \$
SERVICES GRAPHIQUES DEUX-MONTAGNES	IMPRESSION DU RAPPORT ANNUEL 2016/2017	GRÉ À GRÉ	7 771,00 \$
SOCIÉTÉ PLACE DES ARTS	STATIONNEMENTS (3 PERMIS À L'USAGE DES OFFICIERS DE LA CSJ).	GRÉ À GRÉ	7 032,00 \$
SOFTCHOICE LP	LICENCES POUR LOGICIELS	GRÉ À GRÉ	13 668,00 \$
SPENCOMP SOLUTIONS INC.	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE.	GRÉ À GRÉ	23 165,00 \$
THOMSON REUTERS CANADA	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES.	GRÉ À GRÉ	12 262,00 \$
TRIUM MOBILIER DE BUREAU INC.	MOBILIER DE BUREAU.	GRÉ À GRÉ	1 195,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTÉE	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	4 485,00 \$
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	DOCUMENTATION.	GRÉ À GRÉ	8 737,00 \$
XÉROX CANADA LTÉE	ENTRETIEN DE PHOTOCOPIEURS.	GRÉ À GRÉ	2 253,00 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
134736 CANADA INC. (RIÔTEL MATANE)	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	Gré à Gré	2 532,04 \$
134736 CANADA INC. (RIÔTEL MATANE)	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	Gré à Gré	5 220,69 \$
7148666 CANADA INC.	STÉNOGRAPHIE	Gré à Gré	3 000,00 \$
9156-5903 QUÉBEC INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	Gré à Gré	10 000,00 \$
9178-0296 QUÉBEC INC.	CONFÉRENCIER	Gré à Gré	2 775,00 \$
A.D.I. ART DESIGN INTERNATIONAL INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	Gré à Gré	9 907,50 \$
ACADÉMIE DE GESTION	FORMATION	Gré à Gré	1 916,25 \$
ACF MANAGEMENT	FORMATION	Gré à Gré	2 555,00 \$
ADT CANADA INC.	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	Gré à Gré	3 104,00 \$
ADT CANADA INC.	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	Gré à Gré	5 171,00 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 470,91 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 877,92 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 433,67 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 073,20 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 463,34 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 652,76 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 591,73 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 127,34 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 010,92 \$
AÉRONOLISEMENT	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 293,43 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AFT EXPERTISE	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 100,00 \$
AGENCE STÉPHAN DESCHENAU	ANIMATION	GRÉ À GRÉ	6 500,00 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - PROCUREUR	GRÉ À GRÉ	2 183,59 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 186,50 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 490,50 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 009,25 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 016,25 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 021,25 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 101,25 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 144,64 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 449,73 \$
AIR CANADA	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 600,64 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 555,75 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (3 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 257,78 \$
AIR CREEBEC INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 151,25 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 402,83 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 023,43 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 528,71 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 041,08 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 561,44 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (3 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 400,43 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 665,27 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 273,13 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 472,31 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (3 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 060,15 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 073,99 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 824,66 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (3 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 722,12 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	7 050,89 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 926,63 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 358,64 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 612,62 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 892,59 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (3 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 309,56 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 232,03 \$
AIR CREEBEC INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 210,57 \$
AIR INUIT LTÉE	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 790,03 \$
AIR INUIT LTÉE	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 458,51 \$
AIR INUIT LTÉE	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 157,41 \$
ALIAS FORMATION INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 800,00 \$
AMEUBLEMENTS TANGUAY INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 049,99 \$
AMEUBLEMENTS TANGUAY INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 199,97 \$
APPLE STORE	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 316,00 \$
APPLE STORE	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 909,96 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
APPLE STORE	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 531,96 \$
APPLE STORE	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 316,00 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	11 708,59 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 450,00 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	7 316,40 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	5 363,80 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	9 998,56 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	7 163,80 \$
ARTOPEX INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	5 642,00 \$
ASSOCIATION DES AVOCATS DE LA DÉFENSE DE MONTRÉAL (AADM), L'	CONFÉRENCIER	GRÉ À GRÉ	1 080,00 \$
AUTOBUS LA QUÉBÉCOISE ROUSSILLON INC.	TRANSPORT DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	3 560,00 \$
AUTOCAR MAHEUX LTÉE	TRANSPORT DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	4 760,50 \$
AUTOCARS GAUDREAU LT INC.	TRANSPORT DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	9 690,00 \$
AXXIO INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 040,00 \$
BARREAU D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	GRÉ À GRÉ	2 022,13 \$
BARREAU DU QUÉBEC	SERVICE DE FORMATION CONTINUE	GRÉ À GRÉ	9 505,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	GRÉ À GRÉ	10 125,00 \$
BASIC 3 DESIGN	RÉPARATION ET ENTRETIEN	GRÉ À GRÉ	3 900,00 \$
BEST WESTERN	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 198,19 \$
BIOPARC DE LA GASPÉSIE	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 449,00 \$
BOUTIQUE DU BUREAU GYVA INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 380,00 \$
BOUTIQUE DU BUREAU GYVA INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 555,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
BOUTIQUE DU BUREAU GYVA INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 028,00 \$
BOUTIQUES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC	CADEAUX REMIS DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 710,00 \$
BOUTIQUES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC	CADEAUX REMIS DANS LE CADRE D'UNE RECONNAISSANCE	GRÉ À GRÉ	2 295,87 \$
BUCK TRAITEUR INC., LE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 741,00 \$
BUCK TRAITEUR INC., LE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	3 930,00 \$
CÂBLAGE INTÉGRÉ C.C.M. INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	5 422,50 \$
CAMIQ INC.	CONFÉRENCIER	GRÉ À GRÉ	6 600,00 \$
CAMIQ INC.	CONFÉRENCIER	GRÉ À GRÉ	3 964,00 \$
CAMIQ INC.	CONFÉRENCIER	GRÉ À GRÉ	9 010,83 \$
CAMIQ INC.	CONFÉRENCIER	GRÉ À GRÉ	5 973,35 \$
CAPITALE HÉLICOPTÈRE	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 116,42 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 816,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	8 079,00 \$
CBCI TÉLÉCOM CANADA INC.	ACQUISITION D'ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
CEDROM-SNI INC.	VEILLE MÉDIA	GRÉ À GRÉ	8 462,82 \$
CENTRE DE FORMATION EN SECOURISME DU QUÉBEC (DISTRIBUTIONS RICHARD GRONDIN INC.)	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 606,47 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS	GRÉ À GRÉ	1 183,00 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	1 451,15 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	1 840,34 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	3 056,50 \$
CHARRON BOISSÉ LÉVESQUE, HUISSIERS DE JUSTICE INC.	HUISSIERS	GRÉ À GRÉ	1 821,08 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
CHILDREN'S HOSPITAL OF EASTERN ONTARIO	EXPERTISE PÉDIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	Gré à Gré	1 236,50 \$
CHUBB EDWARDS	ACQUISITIONS ET INSTALLATION DE FOURNITURES	Gré à Gré	2 972,85 \$
CLUB VOYAGES BELLAVENTURE INC.	BILLET D'AVION - FORMATION	Gré à Gré	2 443,35 \$
COMPLEXE JULES DALLAIRE INC.	RÉPARATION ET ENTRETIEN	Gré à Gré	8 058,12 \$
COMPLEXE JULES DALLAIRE INC.	RÉPARATION ET ENTRETIEN	Gré à Gré	4 845,26 \$
COMPLEXE VOLTA	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	Gré à Gré	1 473,86 \$
COMPUGEN INC.	ACQUISITION DE LOGICIEL	Gré à Gré	1 404,96 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	Gré à Gré	3 000,00 \$
CONFÉRENCES DIALOGUE INC.	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	Gré à Gré	1 750,00 \$
CONSULTIS ENVIRONNEMENT DE BUREAU INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	Gré à Gré	9 952,10 \$
CONSULTIS ENVIRONNEMENT DE BUREAU INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	Gré à Gré	2 377,70 \$
CONSULTANT JURIPRO INC.	FORMATION	Gré à Gré	8 400,00 \$
CORPORATE EXPRESS CANADA, INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	Gré à Gré	7 836,50 \$
CORSAIRE DESIGN ÉDITION	SERVICE D'IMPRESSION ET DE REPROGRAPHIE	Gré à Gré	4 500,00 \$
COURNOYER, GUY	DÉVELOPPEMENT D'EXAMEN	Gré à Gré	9 500,00 \$
CRÉAPUB DESIGN (9045-1824 QUÉBEC INC.)	ACQUISITION D'ARTICLE PROMOTIONNEL	Gré à Gré	1 420,00 \$
DALLAS CHILDREN'S ADVOCACY CENTER	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	Gré à Gré	1 422,53 \$
DÉMÉNAGEMENT PERFORMANCE [PMI]	DÉMÉNAGEMENT	Gré à Gré	1 007,50 \$
DEMERS, GILLES (CONSULTANT)	CONSEIL EN GESTION DE CONFLIT DE TRAVAIL	Gré à Gré	3 000,00 \$
DEMERS, GUY (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	Gré à Gré	3 534,30 \$
DEMERS, HÉLÈNE (005)	SERVICE DE RÉVISION DOCUMENTAIRE	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	20 600,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
DÉRY, FRANÇOIS-PIERRE	EXPERTISE EN ÉVALUATION DE DOMMAGES, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	3 400,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	8 727,04 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	1 200,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	23 300,00 \$
DR SYLVAIN FAUCHER INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	3 478,50 \$
DRE FRANCE PROULX PSYCHIATRIE LÉGALE INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	3 750,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	5 070,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 685,00 \$
ÉBÉNISTERIE ALFREDO LTÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 795,00 \$
ÉCOLE LINGO CANADA	FORMATION	GRÉ À GRÉ	6 000,00 \$
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	ACQUISITIONS DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	3 778,00 \$
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	ACQUISITIONS DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 782,72 \$
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	ACQUISITIONS DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 077,97 \$
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	ACQUISITIONS DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	2 842,30 \$
ENCADREMENTS STE-ANNE	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 623,93 \$
EQ3	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 998,00 \$
ÉQUIPEMENTS DE BUREAU BOB POULIOT	LOCATION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 009,15 \$
EXPERTISES MÉDICALES GILLES FORTIN INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	9 000,00 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 163,29 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 112,95 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 273,55 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 449,26 \$
FOURNITURES DE BUREAU DENIS INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 019,98 \$
GDCF INC.	CONFÉRENCIER	GRÉ À GRÉ	2 324,60 \$
GESTION B.L. (9300-4877 QUÉBEC INC.)	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	8 050,00 \$
GESTION B.L. (9300-4877 QUÉBEC INC.)	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 022,50 \$
GESTION B.L. (9300-4877 QUÉBEC INC.)	RÉAMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 052,50 \$
GESTION B.L. (9300-4877 QUÉBEC INC.)	RÉAMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 040,00 \$
GESTION ESPACE 360 INC.	LOCATION DE SALLE POUR RECRUTEMENT DE PROCUREUR	GRÉ À GRÉ	1 750,00 \$
GESTION MANON CLÉROUX INC.	ACCOMPAGNEMENT EN GESTION ET DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL	GRÉ À GRÉ	10 000,00 \$
GESTION MANON CLÉROUX INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	5 250,00 \$
GESTION/CONSEIL MANON DAIGNEAULT INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 100,00 \$
GILBERT, RENAUD (002)	MEMBRE DE COMITÉ	GRÉ À GRÉ	6 400,00 \$
GLOBAL LINGUA	FORMATION	GRÉ À GRÉ	5 375,00 \$
GLOBAL UPHOLSTERY Co. INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 148,00 \$
GLOBE AND MAIL, THE	VEILLE MÉDIA	GRÉ À GRÉ	2 160,00 \$
GOU, CLAUDE	EXPERTISE EN ÉVALUATION DE DOMMAGES, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	13 000,00 \$
GOULET, JOËL	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 500,00 \$
GRAND HÔTEL TIMES SHERBROOKE INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 359,80 \$
GRAND HÔTEL TIMES SHERBROOKE INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 428,36 \$
GRAND HÔTEL TIMES SHERBROOKE INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 428,36 \$
GRAND HÔTEL TIMES SHERBROOKE INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 428,36 \$
GRAND HÔTEL TIMES SHERBROOKE INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 428,36 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
GRAND TIMES HOTEL	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 263,05 \$
GROUPE SANTÉ DuCoRE INC.	EXPERTISE MÉDICALE	GRÉ À GRÉ	1 600,00 \$
GYRO FLIGHT & SAFETY ANALYSIS	EXPERTISE EN CAMÉRA, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	9 999,00 \$
HEC MONTRÉAL	FORMATION	GRÉ À GRÉ	22 200,00 \$
HILTON HOTEL & RESORT, MN	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 029,86 \$
HOLIDAY INN [MC] MONTRÉAL CENTRE-VILLE	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	1 951,55 \$
HOLIDAY INN [MC] MONTRÉAL CENTRE-VILLE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 003,31 \$
HOLIDAY INN [MC] MONTRÉAL CENTRE-VILLE	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 923,24 \$
HÔTEL CHÉRIBOURG INC.	SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	GRÉ À GRÉ	2 484,41 \$
HÔTEL CHÉRIBOURG INC.	SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	GRÉ À GRÉ	1 075,95 \$
HÔTEL CLASSIQUE (9102-8001 QUÉBEC INC.)	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	2 226,01 \$
HÔTEL CLASSIQUE (9102-8001 QUÉBEC INC.)	HÉBERGEMENT - FORMATION	COMMANDE DE BIENS / DEMANDE D'EXÉCUTION	3 592,11 \$
HÔTEL CLASSIQUE (9102-8001 QUÉBEC INC.)	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	2 019,67 \$
HOTEL HYATT PLACE MINNEAPOLIS	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 007,51 \$
HÔTEL M INC.	HÉBERGEMENT POUR LA TENUE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	4 780,82 \$
HÔTEL SÉPIA INC.	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	1 161,27 \$
HÔTEL SÉPIA INC.	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	GRÉ À GRÉ	2 060,61 \$
HOTEL WESTIN	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	2 079,66 \$
IAP 2017 CONFERENCE SECRETARIAT	HÉBERGEMENT - AUTRES	GRÉ À GRÉ	4 167,32 \$
ID CONCEPTION SHERBROOKE INC.	PRISES DE PHOTOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 700,00 \$
ID CONCEPTION SHERBROOKE INC.	CAPTATION VIDÉO	GRÉ À GRÉ	3 900,00 \$

Fournisseur	Objet	Mode d'octroi	Montant
IGLUVIGAQ LODGING INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	Gré à Gré	1 015,00 \$
IGLUVIGAQ LODGING INC.	HÉBERGEMENT - AUTRES	Gré à Gré	1 200,00 \$
IMPECCA IMAGE ET IMPRESSION INC.	SERVICE D'IMPRESSIION ET DE REPROGRAPHIE	Gré à Gré	1 116,63 \$
IMPRIMERIE BOURG-ROYAL	SERVICE D'IMPRESSIION ET DE REPROGRAPHIE	Gré à Gré	1 446,00 \$
IMPRIMERIE NICOBBER INC.	SERVICE D'IMPRESSIION ET DE REPROGRAPHIE	Gré à Gré	4 720,00 \$
IMPRIMERIE NICOBBER INC.	SERVICE D'IMPRESSIION ET DE REPROGRAPHIE	Gré à Gré	1 870,00 \$
IMPRIMERIE NICOBBER INC.	SERVICE D'IMPRESSIION ET DE REPROGRAPHIE	Gré à Gré	1 425,00 \$
INDUSTRIES ROUILLARD INC., LES	ACQUISITIONS DE MOBILIER	Gré à Gré	2 961,00 \$
INFORMA CANADA INC.	FORMATION	Gré à Gré	1 935,00 \$
INFYNIA.COM	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	Gré à Gré	3 041,06 \$
INFYNIA.COM	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	Gré à Gré	2 142,92 \$
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS	ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES	Gré à Gré	1 558,30 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	RÉPARATION ET ENTRETIEN	Gré à Gré	1 254,44 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	RÉPARATION ET ENTRETIEN	Gré à Gré	1 316,06 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	RÉPARATION ET ENTRETIEN	Gré à Gré	1 284,01 \$
IVANHOÉ CAMBRIDGE INC.	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITTEUR DANS LE CADRE D'UNE RÉUNION	Gré à Gré	1 557,15 \$
JLR SOLUTIONS FONCIÈRES	ACQUISITION DE LOGICIEL	Gré à Gré	1 250,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	CONFECTION DE CHEMISES	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	8 242,00 \$
KUUJJUAQ COOP HOTEL	HÉBERGEMENT - AUTRES	Gré à Gré	1 365,00 \$
LA DOSE PRO INC.	VEILLE MÉDIA	Gré à Gré	23 000,00 \$
LAFORCE INC.	CONFÉRENCIER	Gré à Gré	4 163,40 \$
LAPOINTE, PIERRE	EXPERT À LA COUR	Gré à Gré	5 000,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
LAPORTE, PIERRE	FORMATION	GRÉ À GRÉ	15 000,00 \$
LAVAL QUALITY SUITES ®	SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	GRÉ À GRÉ	2 499,54 \$
LEBEL, LOUIS	SESSION INTENSIVE DE FORMATION 2017	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
LES 3 MAÎTRES GOURMANDS	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 437,65 \$
LES VOYAGES ARC EN CIEL T.R.O	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 214,00 \$
LES VOYAGES ARC EN CIEL T.R.O	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 870,00 \$
LEXISNEXIS CANADA INC.	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	5 554,19 \$
LOGMEIN IRELAND LIMITED	ACQUISITION DE LOGICIEL	GRÉ À GRÉ	1 908,00 \$
MANURI FORMATION INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	4 250,00 \$
MANURI FORMATION INC.	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 300,00 \$
MARTEL EXPRESS	DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	1 956,95 \$
MASSÉ, DAVID (STÉNOGRAPHE OFFICIEL)	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 432,40 \$
MAX AVIATION INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 053,45 \$
MAX AVIATION INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 158,01 \$
MAX AVIATION INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	1 895,06 \$
MCLAUCHLIN, MATTHEW (INTERPRÈTE)	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	8 934,80 \$
MÉCHOUI NORD-SUD (9062-4917 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 999,83 \$
MÉCHOUI NORD-SUD (9062-4917 QUÉBEC INC.)	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 925,97 \$
MÉDIA SPEC (9244-3258 QUÉBEC INC.)	LOCATION DE SERVICES AUDIOVISUELS	GRÉ À GRÉ	13 500,00 \$
MICHEL FOURNIER DESIGNER INC.	CONCEPTION	GRÉ À GRÉ	5 960,00 \$
MICRO LOGIC SAINTE-FOY LTÉE	ACQUISITION DE LOGICIEL	GRÉ À GRÉ	9 432,00 \$
MICROTEC ENTREPRISES INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	14 599,01 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
MICROTEC ENTREPRISES INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 556,00 \$
MICROTEC ENTREPRISES INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	2 253,00 \$
MICROTEC ENTREPRISES INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	2 094,00 \$
MICROTEC ENTREPRISES INC.	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	2 418,00 \$
MINISTER OF FINANCES ONTARIO	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	GRÉ À GRÉ	1 000,00 \$
MINISTRE DES FINANCES (PAL. JUST. DE QUÉBEC)	FRAIS D'AUDIENCE	GRÉ À GRÉ	1 211,50 \$
MOBILIER COMMERCIAL MTL Display [2008] INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 912,60 \$
MOBILIER COMMERCIAL MTL Display [2008] INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	3 124,45 \$
MOBILIER COMMERCIAL MTL Display [2008] INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	2 864,45 \$
MONTPETIT, ANN	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 274,00 \$
MONTPETIT, ANN	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	4 210,00 \$
MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	FORMATION	GRÉ À GRÉ	2 780,00 \$
MOUVEMENT QUÉBÉCOIS DE LA QUALITÉ	FORMATION - FRAIS D'INSCRIPTION	GRÉ À GRÉ	1 081,50 \$
MUSÉE QUÉBÉCOIS DE CULTURE POPULAIRE	SERVICE DE TRAITÉUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 338,90 \$
NATIONAL ASSOCIATION OF ATTORNEYS GENERAL	INSCRIPTION DANS LE CADRE D'UN CONGRÈS ANNUEL	GRÉ À GRÉ	1 288,67 \$
NOVEXCO INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 142,99 \$
NOVEXCO INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 049,25 \$
NOVEXCO INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 015,28 \$
NOVEXCO INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 229,94 \$
NOVEXCO INC.	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 319,37 \$
NOVEXCO INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	2 699,82 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
OCTANE STRATÉGIES INC.	CONSEIL EN GESTION DE CONFLIT DE TRAVAIL	GRÉ À GRÉ	2 950,00 \$
ORDRE DES CPA DU QUÉBEC	FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 499,00 \$
PÂTISSERIE ROLLAND INC.	SERVICE DE TRAITEUR DANS LE CADRE D'UNE FORMATION	GRÉ À GRÉ	1 014,40 \$
PAUL-ANDRÉ LAFLEUR M.D. INC.	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	16 000,00 \$
PAULETTE HOUDE S.O.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	4 294,00 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	3 209,00 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 284,17 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 433,00 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 676,00 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	1 428,00 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 942,25 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	2 215,00 \$
PREMIÈRE SOCIÉTÉ EN COMMANDITE NATIONALE ALARMCAP	INSTALLATION D'UN SYSTÈME D'ALARME POUR DES MESURES DE SÉCURITÉ POUR LES PROCUREURS	GRÉ À GRÉ	3 482,02 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 943,00 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 039,20 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 216,45 \$
PRÉSENCE INFORMATIQUE INC.	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 446,40 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 589,12 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 505,49 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 529,93 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 682,19 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 054,44 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 544,91 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 238,46 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	4 525,27 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (1 PERSONNE)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	2 870,90 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	5 516,76 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	3 545,10 \$
PROPAIR INC.	AVION NOLISÉ - PROCUREUR/MJQ (2 PERSONNES)	APPEL D'OFFRES SUR INVITATION	6 254,87 \$
QUO VADIS INTERNATIONAL LTÉE	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	1 273,30 \$
RAYSOURCE INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	10 995,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	COTISATION À DES ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS ET MOUVEMENTS	GRÉ À GRÉ	2 793,04 \$
REGUS	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ À GRÉ	2 032,00 \$
REGUS	VIDÉOTÉMOIGNAGE	GRÉ À GRÉ	1 215,53 \$
ROBERT, JONATHAN (PHOTOGRAPHE)	PRISES DE PHOTOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 040,00 \$
ROBERT, JONATHAN (PHOTOGRAPHE)	PRISES DE PHOTOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 261,25 \$
ROBERTSON, CARMEN	ÉVALUATION DE POSTES	GRÉ À GRÉ	3 500,00 \$
ROBERTSON, CARMEN	ÉVALUATION DE POSTES	GRÉ À GRÉ	8 000,00 \$
SAUVAGEAU, ANNY (DOCTEURE)	EXPERTISE PSYCHIATRIQUE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	5 175,00 \$
SCÈNES PLATTO INC., LES	ACQUISITIONS DE CLOISONS	GRÉ À GRÉ	4 668,00 \$
SERVICES PSYCHIATRIQUES ANDRÉ MONETTE INC.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	3 000,00 \$
SIEMENS CANADA LIMITÉE	APPEL DE SERVICE - SYSTÈME D'ALARME	GRÉ À GRÉ	3 011,76 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
SOCIÉTÉ DES MÉDECINS DE L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE S.E.N.C.R.L.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	9 800,00 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 095,60 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 332,98 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 223,10 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 223,10 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 137,62 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 102,83 \$
SOCIÉTÉ PARC-AUTO DU QUÉBEC (SPAQ)	STATIONNEMENT	GRÉ À GRÉ	1 245,90 \$
SOLUTIONS DE COMMUNICATION SENSUS, LES	ACQUISITIONS D'ÉQUIPEMENT DE TÉLÉCOMMUNICATION	GRÉ À GRÉ	3 399,00 \$
SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC., LES	ACQUISITIONS DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	10 255,00 \$
STÉNOFAC INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 122,50 \$
STÉNOFAC INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	2 579,45 \$
STÉNOFAC INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 117,20 \$
STÉNOFAC INC.	STÉNOGRAPHIE	GRÉ À GRÉ	1 268,00 \$
STOP OXYGEN	ACQUISITION DE FOURNITURES	GRÉ À GRÉ	3 384,00 \$
TEKNION ROY & BRETON INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	9 286,20 \$
TEKNION ROY & BRETON INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	3 001,55 \$
TEKNION ROY & BRETON INC.	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	1 936,20 \$
TENAQUIP LIMITÉE	ACQUISITION DE MOBILIER	GRÉ À GRÉ	4 976,60 \$
TESSIER, NELSON	EXPERT NOTAIRE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	10 000,00 \$
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	4 503,86 \$
TOGES ERIKA ERIKSSON	CONFECTION DE TOGE	GRÉ À GRÉ	1 037,50 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 051,96 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 051,96 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 677,20 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	3 679,56 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 549,80 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	3 428,46 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 510,10 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 234,52 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 218,84 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	2 470,72 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	4 864,68 \$
TRADUCTIONS GUY DEMERS INC.	TRADUCTION	GRÉ À GRÉ	1 866,48 \$
TRIOMPHE MARKETING ET COMMUNICATION INC.	ENCADREMENT DES COMMUNICATIONS	GRÉ À GRÉ	17 000,00 \$
ULINE	ACQUISITION DE MATÉRIEL DE BUREAU	GRÉ À GRÉ	1 166,69 \$
VERRET, LOUIS DR.	EXPERTISE MÉDICALE, RAPPORT ET TÉMOIGNAGE À LA COUR	GRÉ À GRÉ	7 500,00 \$
VILLE DE MATANE	DROITS DE MUTATION - DÉMÉNAGEMENT	GRÉ À GRÉ	2 085,00 \$
VOYAGE PLEIN SOLEIL	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	2 644,48 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 927,12 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 663,41 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,69 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,72 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,53 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 421,36 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 421,36 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,72 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,03 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,33 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 723,84 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 752,64 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 310,32 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 136,98 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 101,05 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 310,32 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 970,59 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 856,97 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,14 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 358,62 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,91 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 752,64 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,91 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,91 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 783,97 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 306,74 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,73 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,73 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,73 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 408,73 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,78 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,78 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 346,98 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 321,95 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 321,95 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,53 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 135,38 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 144,28 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,90 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,90 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 135,36 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,91 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 310,35 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 752,64 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,53 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 725,94 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 725,94 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 352,22 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 643,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 152,22 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 526,60 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 263,12 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 419,38 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 666,03 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 017,46 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 257,53 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 401,90 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 043,45 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 031,24 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 469,26 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,02 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 745,04 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 235,76 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,92 \$
VOYAGES ABITIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 393,69 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 626,92 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 418,73 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 416,92 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 403,79 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	3 137,13 \$
VOYAGES ABITTIBI INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 861,80 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 331,55 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 435,61 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 878,78 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 262,30 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 642,11 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 530,99 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 813,28 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 065,12 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 331,55 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 012,22 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 289,49 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - PROCUREUR (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 685,10 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 196,35 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 192,49 \$
VOYAGES CAA-QUÉBEC	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 893,23 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 242,85 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	2 242,85 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 449,10 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	2 898,20 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 211,11 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 195,74 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 195,74 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 248,88 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 238,43 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - COUR ITINÉRANTE - TÉMOIN (2 PERSONNES)	GRÉ À GRÉ	1 228,32 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - TÉMOIN (1 PERSONNE)	GRÉ À GRÉ	1 241,99 \$
VOYAGES CÔTE-NORD INC.	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 324,70 \$
VOYAGES PARADIS [STE-FOY] ENR. (2958-2947 QUÉBEC INC.)	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 610,00 \$
VOYAGES PARADIS [STE-FOY] ENR. (2958-2947 QUÉBEC INC.)	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 656,06 \$
VOYAGES PLEIN SOLIEL	BILLET D'AVION - AUTRES	GRÉ À GRÉ	1 061,51 \$
WILSON & LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	1 109,00 \$
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	ACQUISITION DE VOLUMES JURIDIQUES	GRÉ À GRÉ	2 461,00 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	Gré à Gré	1 009,99 \$
ALFID SERVICE IMMOBILIERS LTÉE	AMÉNAGEMENT DES LOCAUX	Gré à Gré	3 934,19 \$
AUBERGE DU LAC SAINT-PIERRE	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	1 293,24 \$
AUBERGE GODEFROY	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	6 751,47 \$
BATTERIES EXPERT-GESTIONS C. EMOND	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	Gré à Gré	1 681,62 \$
BCL PURIFICATEURS D'EAU INC.	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	Gré à Gré	1 116,00 \$
BELL CANADA	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	2 063,00 \$
BEST WESTERN UNIVERSEL	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	1 460,35 \$
BEST WESTERN UNIVERSEL	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	1 748,28 \$
CBCI TELECOM	SERVICE DE MAINTENANCE	Gré à Gré	12 360,00 \$
CLUB ST-JAMES DE MONTRÉAL	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	5 814,50 \$
COMFORT INN & SUITES SAINT-JÉRÔME	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	7 144,15 \$
COPIBEC	RENOUVELLEMENT DE LICENCES DE REPRODUCTION	Gré à Gré	4 150,30 \$
COTÉ JOSÉE	SERVICE DE RÉVISION LINGUISTIQUE	Gré à Gré	1 500,00 \$
COURRIER PUROLATOR LTEE	SERVICE DE TRANSPORT	Gré à Gré	5 141,35 \$
COURTYARD MARRIOTT MONTRÉAL CENTRE- VILLE	LOCATION DE SALLE ET SERVICE DE TRAITEUR	Gré à Gré	2 036,40 \$
CREALOGIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	6 297,00 \$
CREATIONS INFORMATIQUES L.D. INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	2 465,76 \$
DRUIDE INFORMATIQUE INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	4 940,00 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 575,75 \$
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 575,75 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
EDUCAOI	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	18 170,00 \$
FAIRMONT LE CHATEAU MONTEBELLO	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 400,00 \$
FORUM OUVERT HS	FORMATION	Gré à Gré	2 850,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	3 600,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	4 500,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 796,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 800,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 275,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 800,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	4 500,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	2 698,01 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	3 600,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 349,00 \$
FOUR POINTS HOTEL HULL/OTTAWA	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	2 700,00 \$
FRAIS CAFÉ NPH	TRAITEUR	Gré à Gré	2 525,25 \$
FRAIS CAFÉ NPH	TRAITEUR	Gré à Gré	2 506,50 \$
GARTNER CANADA	SERVICE PROFESSIONNEL TECHNOLOGIQUE	Gré à Gré	18 687,00 \$
GÉRARD OUIJMET	FORMATION	Gré à Gré	2 000,00 \$
GRUPE CONSEIL CFC INC.	FORMATION	Gré à Gré	1 500,64 \$
INSIGHT CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	2 376,00 \$
LA FORCE	FORMATION	Gré à Gré	3 500,00 \$
LE CASTEL DES PRES	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 320,49 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
LE GROUPE TACT	SERVICE DE NUMÉRISATION	Gré à Gré	12 775,00 \$
LES SYSTÈMES ONCA INC.	ENTRETIEN ET MAINTENANCE	Gré à Gré	1 230,00 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 545,89 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 545,89 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 160,40 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 160,40 \$
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 552,50 \$
L'INFOGRAF	CONCEPTION, INFOGRAPHIE ET IMPRESSION	Gré à Gré	6 460,00 \$
LIZOTTE MÉDICO-EXPERTS	EXPERTISE MÉDICALE	Gré à Gré	1 965,00 \$
MONETTE EXPRESS QUEBEC	SERVICE DE TRANSPORT	Gré à Gré	1 959,00 \$
MONETTE EXPRESS QUEBEC	SERVICE DE TRANSPORT	Gré à Gré	1 300,00 \$
OCTOPUS-ITSM.COM INC.	HÉBERGEMENT DE SOLUTIONS INFORMATIQUES	Gré à Gré	15 150,00 \$
OCTOPUS-ITSM.COM INC.	FORMATION	Gré à Gré	1 700,00 \$
OPEN STORAGE SOLUTIONS INC.	RENOUVELLEMENT DE MAINTENANCE INFORMATIQUE	Gré à Gré	2 376,95 \$
PREMIÈRE MOISSON MONTRÉAL	TRAITEUR	Gré à Gré	1 151,00 \$
PRIVAL ODC INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	2 257,37 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 430,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 430,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 660,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 660,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 407,00 \$
PUBLICATIONS CCH LTÉE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 407,00 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
QUEST SOFTWARE CANADA INC.	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	7 108,35 \$
RODEWAY INN & CONFERENCE CENTRE (CNA34)	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	1 500,00 \$
SERVICES CONSEILS MARIE-FRANCE CHABOT INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	4 927,09 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	RENOUVELLEMENT DE LICENCE	Gré à Gré	7 539,53 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	ABONNEMENT - ACCÈS APPLICATION INFORMATIQUE	Gré à Gré	6 118,98 \$
SOFTCHOICE CORPORATION	ABONNEMENT - ACCÈS APPLICATION INFORMATIQUE	Gré à Gré	16 401,60 \$
SOLUTIONS & CO.	FORMATION	Gré à Gré	4 841,54 \$
SOLUTIONS OXILIO INC.	SERVICE PROFESSIONNEL	Gré à Gré	1 140,00 \$
STAGNITO PARTNERS CANADA INC.	PUBLICITÉ	Gré à Gré	3 025,00 \$
STAGNITO PARTNERS CANADA INC.	PUBLICITÉ	Gré à Gré	2 000,00 \$
STAGNITO PARTNERS CANADA INC.	PUBLICITÉ	Gré à Gré	2 000,00 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 552,90 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 536,78 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 564,78 \$
THOMSON REUTERS	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 564,78 \$
TRAITTEUR SALA GATINEAU	LOCATION DE SALLE D'AUDIENCE	Gré à Gré	6 900,00 \$
UP TO DATE	ABONNEMENT	Gré à Gré	7 006,50 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 084,82 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	2 552,42 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 592,48 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 858,48 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 231,84 \$

FOURNISSEUR	OBJET	MODE D'OCTROI	MONTANT (\$)
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 366,26 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 366,26 \$
VOYAGES LAURIER DU VALLON	BILLET D'AVION	Gré à Gré	1 013,35 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	Gré à Gré	2 800,00 \$
WILSON & LAFLEUR LTEE	ABONNEMENT	Gré à Gré	1 200,00 \$

POUR LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000 \$, L'INFORMATION SE TROUVE AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET CES INFORMATIONS SONT AUSSI DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA/](https://seao.ca/).

G.8 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 ET QUI ONT FAIT L’OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L’ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

- A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L’OBJET DE CET OCTROI;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- F. TOUT RAPPORT D’ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D’ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	MOTIF DE LA DEMANDE	MONTANT ACCORDÉ
LORRAINE BLONDIN	L'AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EXPLIQUE L'AUGMENTATION DU VOLUME D'ACTIVITÉ DE CE STÉNOGRAPHE.	35 000 \$
PAQUETTE & ASSOCIÉS, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	L'AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EXPLIQUE L'AUGMENTATION DU VOLUME D'ACTIVITÉ DE CETTE FIRME.	20 000 \$
PAULETTE HOUDE	L'AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EXPLIQUE L'AUGMENTATION DU VOLUME D'ACTIVITÉ DE CE STÉNOGRAPHE.	40 000 \$
STÉNOBIL INC.	L'AUGMENTATION DE L'ACTIVITÉ JUDICIAIRE EXPLIQUE L'AUGMENTATION DU VOLUME D'ACTIVITÉ DE CETTE FIRME.	50 000 \$

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

CES INFORMATIONS SONT TOUTEFOIS DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://SEAO.CA/](http://seao.ca/)

G.9 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D’OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :

- A. LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE;
- B. LA GRILLE D’ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
- C. LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
- D. LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L’APPEL D’OFFRES ET L’OCTROI DU CONTRAT;
- E. LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D’OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L’ANNULATION.

MINISTÈRE

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
LA SOCIÉTÉ CONSEIL LAMBDA INC.*	10 732 064,00 \$
CGI	10 991 060,00 \$
COFOMO QUÉBEC*	6 675 020,67 \$
CGI	7 128 356,00 \$
SYSTEMATIX	8 377 201,35 \$
R3D (NON ACCEPTABLE)	
BELL CANADA*	1 327 960,78 \$
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS*	368 880,00 \$
R3D CONSEIL INC.*	5 674 400,00 \$
ALITHYA	5 624 544,17 \$
LAMBDA	5 857 758,00 \$
CGI	6 222 017,48 \$
TRANSITION (NON ACCEPTABLE)	
FUJITSU (NON ACCEPTABLE)	
COFOMO QUÉBEC*	8 999 438,00 \$
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	9 291 750,00 \$
LECLAIR SÉCURITÉ CORPORATIVE*	48 800,00 \$
KPMG (NON ADMISSIBLE)	
COFOMO QUÉBEC*	2 798 555,20 \$
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS (NON ACCEPTABLE)	
CGI*	4 789 870,80 \$
LEVIO	4 727 250,00 \$
COFOMO	4 772 460,00 \$
EQUIFAX CANADA Co*	192 300,00 \$

*SOUMISSIONNAIRE RETENU

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

LISTE DES SOUMISSIONNAIRES	MONTANT
2737-6557 QUÉBEC INC. (UNIQUE MOBILIER DE BUREAU)*	105 153,53 \$
TEKNION, ROY & BRETON	110 711,34 \$
MSK CANADA*	34 821, 42 \$
LES PRODUITS D'ENTREPOSAGE PEDLEX LTÉE	56 971,75 \$
LES SOLUTIONS DE RANGEMENT PRISMA INC.	35 735,00 \$
G.E.G CLASSEUR ET PLUS INC.*	245 098,68 \$
COFORCE	275 914,00 \$
JOSEPH CLERMONT INC.	250 798,40 \$
LES PRODUITS TAB DU CANADA CIE	367 855,50 \$

*SOUMISSIONNAIRE RETENU

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUES D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://SEAO.CA/](http://seao.ca/), À L'EXCEPTION DES RÉPONSES AUX SOUS-QUESTIONS B) ET C) QUI SEMBLANT NON PERTINENTES À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.10** LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2017-2018, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :
- A. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
 - B. LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
 - C. LE COÛT;
 - D. L'ÉCHÉANCIER;
 - E. DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, LES NOMS DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

- G.11** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018 :
- A. LISTE DE TOUTES LES RESSOURCES ŒUVRANT AU SEIN D'UN MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME ET QUI NE SONT PAS DES EMPLOYÉS DU GOUVERNEMENT;
 - B. LE TOTAL DES COÛTS RELIÉS À CES CONSULTANTS, VENTILÉ PAR CATÉGORIES (INCLUANT LA MASSE SALARIALE);
 - C. LE SOMMAIRE DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ POUR L'EMBAUCHE DE CES CONSULTANTS;
 - D. LE NOM DE CHAQUE CONSULTANT ET LA FIRME PAR LAQUELLE IL EST EMPLOYÉ;
 - E. UNE DESCRIPTION DE SON MANDAT;
 - F. LA DATE DE DÉBUT DE SON CONTRAT;
 - G. LA DATE PRÉVUE DE FIN DE SON CONTRAT;
 - H. SA RÉMUNÉRATION ANNUELLE.
-

LES INFORMATIONS RELATIVES AUX CONTRATS OCTROYÉS À DES FIRMES EXTERNES SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTP://WWW.SEOA.CA/](http://www.seao.ca/) AINSI QU'AUX ENGAGEMENTS FINANCIERS DE 25 000 \$ ET PLUS QUI FERONT L'OBJET D'UNE ÉTUDE PARTICULIÈRE PAR LA COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE.

G.12 **POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004 AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDICUER :**

- A. LE NOM DU PROJET;
- B. LA NATURE DU PROJET;
- C. L'ÉCHÉANCIER INITIAL (S'IL Y A LIEU);
- D. LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- E. LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- F. LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- G. L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- H. LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- I. LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- J. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS (ETC) AFFECTÉS À CE PROJET;
- K. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE :
 - LA VALEUR TOTALE ET VENTILÉE DES CONTRATS OU ENTENTES ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LES FIRMES EXTERNES POUR CES CONSULTANTS.
- L. INDICUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS;
- M. NOMBRE ET LISTE DES PÉNALITÉS APPLIQUÉES À DES SOUS-TRAITANTS DANS LE DOMAINE DES TI POUR LES 10 DERNIÈRES ANNÉES.

MINISTÈRE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE (SEN) (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	REMPLACEMENT DU SYSTÈME D'ENREGISTREMENT NUMÉRIQUE EN SALLES D'AUDIENCE DANS LES PALAIS DE JUSTICE ET POUR LA COUR ITINÉRANTE.	5 487 700 \$	1 208 800 \$	OUI	50 %	AUCUNE
REFONTE ET DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DES RÔLES CRIMINELS (REF_INFOTRAC) (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	IMPLANTATION D'UN SYSTÈME UNIFORME DE GESTION DES RÔLES CRIMINELS DANS 49 PALAIS DE JUSTICE ET POINTS DE SERVICE TRAITANT DES DOSSIERS CRIMINELS. CETTE IMPLANTATION PERMETTRA DE PUBLIER EN LIGNE LES RÔLES DE TOUS LES PALAIS DE JUSTICE, DE DIMINUER LA SAISIE MANUELLE ET LA SAISIE MULTIPLE, D'ÉCHANGER DES INFORMATIONS AVEC D'AUTRES SYSTÈMES ET D'AUGMENTER LA FIABILITÉ DES DONNÉES.	1 415 300 \$	620 100 \$	OUI	34 %	AUCUNE

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALTÉS
DÉPÔT DES PROCÉDURES ET PAIEMENT EN LIGNE AUX PETITES CRÉANCES (STATUT : VOLET « DEMANDE : TERMINÉ – VOLET « RÉPONSE » : EN RÉALISATION)	DÉPÔT PAR UN MOYEN TECHNOLOGIQUE ET TRAITEMENT PAR LE GREFFE DES PROCÉDURES JUDICIAIRES PRINCIPALES RELATIVES AUX RECOURS DES PETITES CRÉANCES SOIT : LA DEMANDE ET LA RÉPONSE. CE MODULE INCLUT LES MÉCANISMES D'IDENTIFICATION À DISTANCE DU CITOYEN, LE PAIEMENT EN LIGNE DES FRAIS JUDICIAIRES, L'ALIMENTATION ET MISE À JOUR AUTOMATISÉE DU PLUMETIF CIVIL ET LE SERVICE DE SUPPORT À DISTANCE APPROPRIÉ À L'UTILISATEUR (CITOYEN).	600 000 \$	1 022 600 \$	MODERNISATION SYSTÈME EXISTANT	70 %	AUCUNE
REFONTE DU SITE WEB (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	REFONTE COMPLÈTE DU SITE WEB ACTUEL (DATANT D'UNE DIZAINE D'ANNÉES), INCLUANT UNE MISE À JOUR DU VISUEL ET DES CONTENUS ET TRANSFERT VERS UNE TECHNOLOGIE MODERNE, ÉVOLUTIVE ET OUVERTE (TYPE03) HÉBERGÉE AU CSPQ.	940 600 \$	860 200 \$	OUI	99 %	AUCUNE
PMET PRINCIPAL – NORMALISATION DES POSTES DE TRAVAIL ET MIGRATION DU SYSTÈME D'EXPLOITATION (STATUT : PROJET TERMINÉ)	LE PROJET « PRINCIPAL » CONCERNE DIRECTEMENT LES ACTIVITÉS DE MISE À NIVEAU DES LOGICIELS DES POSTES DE TRAVAIL, C'EST-À-DIRE LE PASSAGE DES POSTES VERS LE SYSTÈME D'EXPLOITATION WINDOWS 8.1, LA SUITE OFFICE 2013 ET LE NAVIGATEUR INTERNET EXPLORER 11.	9 288 600 \$	5 772 400 \$	OFFRE DU CSPQ	100 %	AUCUNE
PMET CONNEXE – TRAVAUX EN LIEN AVEC LA NORMALISATION DES POSTES DE TRAVAIL (STATUT : RÉALISATION EN COURS)	COMPLÉMENTAIRE AU PROJET PMET-PRINCIPAL, PMET-CONNEXE EST CONSTITUÉ DE TOUTES AUTRES ACTIVITÉS NÉCESSAIRES ET OBLIGATOIRES POUR LA MISE À NIVEAU DES LOGICIELS DES POSTES DE TRAVAIL; PAR EXEMPLE, LE REMPLACEMENT DE POSTES DE TRAVAIL DÉSUËTS.	12 928 100 \$	9 447 300 \$	OFFRE DU CSPQ	98 %	AUCUNE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES
AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE
AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
GESTION ÉLECTRONIQUE – ANALYSE PROCUREUR POURSUITE (GESTE – APPUI)	DÉVELOPPEMENT ET ADAPTATION DE LOGICIEL	2 720 710 \$	570 590 \$	OUI	19 %	AUCUNE

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DU PROJET	NATURE DU PROJET	COÛT INITIAL PRÉVU	TOTAL À CE JOUR	ÉTUDE LOGICIEL LIBRE	% DE RÉALISATION À CE JOUR	PÉNALITÉS
REHAUSSEMENT DU CÂBLAGE INFORMATIQUE	REHAUSSEMENT D'INFRASTRUCTURES TECHNOLOGIQUES	134 900 \$	94 500 \$	N/A	60 %	AUCUNE
PVÉ – PROCÈS-VERBAL ÉLECTRONIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE	625 700 \$	402 800 \$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	73 %	AUCUNE
GDN – GESTION DU DOSSIER NUMÉRIQUE	DÉVELOPPEMENT DE SYSTÈME INFORMATIQUE	1 207 500 \$	924 200 \$	NON CAR DÉMARRÉ AVANT L'EXISTENCE DE L'EXIGENCE	100 %	AUCUNE

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR LE TABLEAU DE BORD EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES À L'ADRESSE SUIVANTE : [HTTPS://WWW.TABLEAUBORBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/TABLEAU-DE-BORD/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/), À L'EXCEPTION DES RÉPONSES AUX SOUS-QUESTIONS C), E), G), H), J) ET K) QUI SEMBLENT NON PERTINENTES À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.13 **POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L’AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :**

- A. LA PHOTOCOPIE;
B. LE MOBILIER DE BUREAU;
C. L’AMEUBLEMENT;
D. LA DÉCORATION ET L’EMBELLISSEMENT;
E. LE DISTRIBUTEUR D’EAU DE SOURCE;
F. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
G. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D’HÉBERGEMENT;
H. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
I. LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D’ALCOOL ET DE FÊTES;
J. L’ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
- a. AU QUÉBEC;
b. À L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC.

MINISTÈRE

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	TAQ
PHOTOCOPIE	14 117,75 \$	137,69 \$	3 324,00 \$	0,00 \$	N/D	0,00 \$	7 964,00 \$
MOBILIER DE BUREAU ET AMEUBLEMENT	0,00 \$	0,00 \$	2 422,00 \$	937,00\$	17 962,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0,00 \$	0,00 \$	349,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	1 001,00 \$
DISTRIBUTEURS D’EAU DE SOURCE	1 160,00 \$	185,85 \$	0,00 \$	0,00 \$	68,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
FRAIS DE TRANSPORT, D’HÉBERGEMENT ET DE REPAS	159 450,34 \$	21 117,77	28 110,00 \$	2 808,00 \$	66 787,00 \$	0,00 \$	11 046,00 \$
FRAIS DE FÊTES (AUCUN FRAIS D’ALCOOL)	280,40 \$	0,00 \$	3 177,00 \$	0,00 \$	1 803,00 \$	0,00 \$	5 719,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT AU QUÉBEC	8 931,77 \$	1 183,00 \$	0,00 \$	1 239,0 \$	15 229,00 \$	0,00 \$	468,00 \$
CONGRÈS, COLLOQUES ET PERFECTIONNEMENT À L’EXTÉRIEUR DU QUÉBEC	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	20 159,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
TOTAL	183 940,26 \$	21 441,31 \$	37 382,00 \$	4 984,00 \$	122 008,00 \$	0,00 \$	26 198,00 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN DE L’ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.14 SÉPARÉMENT, POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRES, DES SOUS-MINISTRE ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L’AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR 2017-2018 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- A. LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES («BLACKBERRY», IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;
- B. LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);
- C. LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- D. LES COÛTS D’ACQUISITION DES APPAREILS;
- E. LE COÛTS D’UTILISATION DES APPAREILS;
- F. LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- G. LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- H. LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- I. LES ORDINATEURS PORTABLES;
- J. LE NOMBRE D’ORDINATEURS PORTABLES UTILISÉS;
- K. LE COÛT DES FRAIS D’ITINÉRANCE;
- L. LES COÛTS DE RÉSILIATION, S’IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	TAQ
LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES, «BLACKBERRY», IPHONE OU AUTRES TYPE DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS UTILISÉS	32	2	4*	2	24	1	3
LE NOMBRE D’ORDINATEURS PORTABLES, D’IPAD ET OU D’AUTRE TYPE DE TABLETTE ÉLECTRONIQUE UTILISÉS	43	2	12	2	38	0	1
LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS	0	0	0	0	0	0	0
LE NOM DES FOURNISSEURS	BELL, ROGERS, TÉLUS	ROGERS	ROGERS	ROGERS	ROGERS	ROGERS	ROGERS
LES COÛTS D’ACQUISITION DES APPAREILS	4 689,11 \$	0,00 \$	8 392,00 \$	0,00 \$	5 473,00 \$	0,00 \$	0,00 \$
LE COÛT D’UTILISATION DES APPAREILS	643,34 \$	0,00 \$	1 068,00 \$*	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ**	427,90 \$	1 239,65 \$

	MJQ	CJA	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	TAQ
LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	23 236,42 \$	935,82 \$	0,00 \$	680,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ**	0,00 \$	0,00 \$
LE COÛT DES FRAIS D’ITTINÉRANCE	164,90 \$	0,00 \$	96,88 \$	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ**	0,00 \$	0,00 \$
LES COÛTS DE RÉSILIATION	524,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	INFORMATION INCLUSE AUX DONNÉES DU MJQ**	0,00 \$	0,00 \$

*LE VICE-PRÉSIDENT CHARTE UTILISE SON TÉLÉPHONE INTELLIGENT PERSONNEL AVEC ENTENTE DE REMBOURSEMENT DE 35\$ PAR MOIS. ÉTANT DONNÉ QUE SON ENTRÉE EN FONCTION EST À LA MI-DÉCEMBRE 2017, LE MONTANT D’UTILISATION EST DE 70\$ POUR L’ANNÉE EN COURS.

**LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUE EST COMPRIS DANS CELUI DU MJQ. LE DPCP REMBOURSE UN MONTANT GLOBAL AU MJQ POUR L’OBTENTION DES SERVICES INFORMATIQUES ET DE COMMUNICATIONS.

L’INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D’INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 25**).

MJQ : [HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels/)

CDPSJ : [HTTP://WWW.CDPD1.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpd1.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

CSJ : [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-L-INFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-l-information/diffusion-de-l-information.aspx)

DPCP : [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION_INFORMATION/CONTRAT_TELECOM.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion_information/contrat_telecom.aspx)

FAAC : [HTTP://WWW.FAAC.JUSTICE.GOUV.QC.CA/#](http://www.faac.justice.gouv.qc.ca/#)

OPQ : [HTTPS://WWW.OPQ.GOUV.QC.CA/ACCES-A-L-INFORMATION/ACCSLINFORMATION/DOCUMENTS-OU-RENSEIGNEMENTS-DIFFUSES/](https://www.opq.gouv.qc.ca/acces-a-l-information/acclinformation/documents-ou-renseignements-diffuses/)

SOQUIJ : [HTTP://SOQUIJ.QC.CA/FR/A-PROPOS/ACCES-A-L-INFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS](http://soquij.qc.ca/fr/a-propos/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels)

TAQ : [HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.taq.gouv.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

G.15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

- A. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): 35 ANS ET PLUS;
- B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): 35 ANS ET MOINS;
- C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;
- D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)
 - LE COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ, SELON LA CLASSE DE TRAVAIL;
- F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;
- G. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS, ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
- H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;
- I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, CONTRACTUELS, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS;
- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR;
- L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE;
- M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS);
- N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES;
- O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES;
- P. LE NOMBRE DE DÉPART VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART;
- Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES;
- R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTAURATION DE LA LOI.

MINISTÈRE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb
Encadrement supérieur et juridique :															
	2	0	2	3,8 %	1	0,0 %	1	0,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
	132	0	132	0,1 %	76	2,8 %	56	7,2 %	6	1,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	2
Total	134	0	134	3,8 %	77	2,8 %	57	7,3 %	6	1,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	2
Personnel professionnel :															
	132	114	246	7,0 %	163	6,0 %	83	10,6 %	24	4,9 %	2	5,0 %	1	5,3 %	4
	595	19	614	17,6 %	364	13,4 %	250	31,9 %	59	12,0 %	2	5,0 %	4	21,1 %	6
Total	727	133	860	24,6 %	527	19,5 %	333	42,5 %	83	16,9 %	4	10,0 %	5	26,3 %	10
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	139	431	570	16,3 %	507	18,7 %	63	8,0 %	100	20,3 %	4	10,0 %	5	26,3 %	19
	927	994	1921	55,0 %	1 597	59,0 %	324	41,4 %	303	61,6 %	32	80,0 %	9	47,4 %	30
Total	1066	1 425	2 491	71,3 %	2 104	77,7 %	387	49,4 %	403	81,9 %	36	90,0 %	14	73,7 %	49
Personnel ouvrier :															
	0	1	1	0,0 %	0	0,0 %	1	0,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
	1	5	6	0,2 %	1	0,0 %	5	0,6 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total	1	6	7	0,2 %	1	0,0 %	6	0,8 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total par GROUPE D'AGE:															
	273	546	819	23,5 %	671	24,8 %	148	18,9 %	130	26,4 %	6	15,0 %	6	31,6 %	23
	1 655	1 018	2 673	76,5 %	2 038	75,2 %	635	81,1 %	362	73,6 %	34	85,0 %	13	68,4 %	38
Total	1 928	1 564	3 492	100,0 %	2 709	100,0 %	783	100,0 %	492	100,0 %	40	100,0 %	19	100,0 %	61

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	322,4
PERSONNEL PROFESSIONNEL	4 665,8
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	11 292,3
PERSONNEL OUVRIER	26,7
TOTAL	16 307,3

SOURCE : SAGIR

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	7 104	4 166	11 270	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	39 974	12 332	52 306	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	57	0	57	N.D.
TOTAL	47 135	16 498	63 633	N.D.

SOURCE : SAGIR

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	77,0	114,5	194,5	682,8	1 042,7	254,0	195,0	93,0	186,0	254,0	86,0	78,5	3 258,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	304,8	512,8	1 030,9	2 777,0	4 541,7	731,1	524,6	332,6	1 071,1	1 018,1	328,1	358,4	13 531,1
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1 388,8	1 658,5	2 726,9	7 494,9	10 863,3	2 357,6	1 484,3	1 354,7	2 704,6	2 637,8	1 475,2	835,9	36 982,4
PERSONNEL OUVRIER	2,5	13,0	6,0	29,0	17,0	9,0	4,0	7,0	11,0	2,5	0,0	0,0	101,0
TOTAL	1 773,1	2 298,7	3 958,2	10 983,6	16 464,7	3 351,7	2 207,9	1 787,3	3 972,6	3 912,4	1 889,3	1 272,8	53 872,5

SOURCE : SAGIR

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	1	14	13	0	30
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	3	3	14	22	0	42
CAPITALE-NATIONALE	69	537	157	170	0	933
MAURICIE	2	3	12	28	0	45
ESTRIE	2	2	14	24	0	42
MONTREAL	28	154	94	163	1	440
OUTAOUAIS	3	1	8	22	0	34
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	1	14	27	0	46
CÔTE-NORD	2	1	6	11	0	20
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	2	4	11	0	17
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	6	9	0	17
LAVAL	3	3	6	13	0	25
LANAUDIÈRE	3	3	11	20	0	37
LAURENTIDES	2	4	15	36	0	57
MONTÉRÉGIE	8	11	33	73	0	125
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	0	5	10	0	17
TOTAL	134	727	414	652	1	1 928

SOURCE : SAGIR

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	87
ÉMÉRITE	1

SOURCE : SAGIR

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	22

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 12 MARS 2018.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	2	2	15	45	0	64
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	3	3	15	57	0	78
CAPITALE-NATIONALE	69	603	183	342	0	1 197
MAURICIE	2	4	14	64	2	86
ESTRIE	2	2	16	61	0	81
MONTREAL	28	210	128	622	2	990
OUTAOUAIS	3	2	10	91	0	106
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	4	2	18	68	1	93
CÔTE-NORD	2	1	6	32	0	41
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	1	4	0	5
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	2	6	31	0	39
CHAUDIÈRE-APPALACHES	1	1	6	29	0	37
LAVAL	3	3	7	56	1	70
LANAUDIÈRE	3	3	11	62	0	79
LAURENTIDES	2	7	22	114	0	145
MONTÉRÉGIE	8	12	45	268	1	334
CENTRE-DU-QUÉBEC	2	3	5	37	0	47
TOTAL	134	860	508	1 983	7	3 492

SOURCE : SAGIR

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel professionnel :																
	3	1	4	44,4 %	4	66,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	2	1	3	33,3 %	0	0,0 %	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	5	2	7	77,8 %	4	66,7 %	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	2	0	2	22,2 %	2	33,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	2	0	2	22,2 %	2	33,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel ouvrier :																
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:																
	3	1	4	44,4 %	4	66,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	4	1	5	55,6 %	2	33,3 %	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	7	2	9	100,0 %	6	100,0 %	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : SAGIR

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	26,3
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	6,4
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	32,7

SOURCE : SAGIR

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0	0	0	N.D.

SOURCE : SAGIR

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	2,0	1,0	2,5	15,5	4,9	1,0	12,0	1,0	6,0	9,0	0,0	0,0	54,9
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	1,0	0,0	5,7	12,4	13,0	0,0	0,0	0,0	2,4	2,8	0,0	0,0	37,4
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	3,0	1,0	8,2	28,0	17,9	1,0	12,0	1,0	8,4	11,8	0,0	0,0	92,3

SOURCE : SAGIR

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	5	2	0	0	7
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	5	2	0	0	7

SOURCE : SAGIR

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 12 MARS 2018.

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELLS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	6	2	0	0	8
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	1	0	0	0	1
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	7	2	0	0	9

SOURCE : SAGIR

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	16,1
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	16,1

SOURCE : SAGIR

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0	0	0	N.D.

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 28 FÉVRIER 2018, DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	0,0	0,0	6,0	26,0	0,0	0,0	14,0	7,0	9,0	0,0	0,0	62,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0,0	0,0	0,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	0,0	0,0	0,0	10,0	26,0	0,0	0,0	14,0	7,0	9,0	0,0	0,0	66,0

SOURCE : SAGIR

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	5	0	0	0	5
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	5	0	0	0	5

SOURCE : SAGIR

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	1
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 12 MARS 2018

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELLS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	6	0	0	0	6
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	6	0	0	0	6

SOURCE : SAGIR

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS DES REGISTRES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D’ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d’emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb
Encadrement supérieur et juridique :															
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
	6	0	6	4,3 %	4	4,8 %	2	3,7 %	3	5,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total	6	0	6	4,3 %	4	4,8 %	2	3,7 %	3	5,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Personnel professionnel :															
	3	0	3	2,2 %	2	2,4 %	1	1,9 %	1	1,8 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
	48	0	48	34,8 %	24	28,6 %	24	44,4 %	18	32,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total	51	0	51	37,0 %	26	31,0 %	25	46,3 %	19	33,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
	5	9	14	10,1 %	9	10,7 %	5	9,3 %	7	12,5 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
	57	10	67	48,6 %	45	53,6 %	22	40,7 %	27	48,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total	62	19	81	58,7 %	54	64,3 %	27	50,0 %	34	60,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Personnel ouvrier :															
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	8	9	17	12,3 %	11	13,1 %	0	0,0 %	8	14,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
35 ans et plus	111	10	121	87,7 %	73	86,9 %	3	100,0 %	45	80,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0
Total	119	19	138	100,0 %	84	100,0 %	3	100,0 %	56	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0

SOURCE : SAGIR

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	6,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	296,1
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	502,8
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	804,9

SOURCE : SAGIR

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	12	14	26	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	194	44	238	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	206	57	264	N.D.

SOURCE : SAGIR

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0	9,0	4,0	31,0	30,0	27,5	5,5	8,0	7,0	3,0	9,0	3,5	137,5
PERSONNEL PROFESSIONNEL	17,5	40,5	66,5	149,0	273,0	42,5	35,0	15,0	63,5	53,5	26,0	26,5	808,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	79,0	54,5	113,5	248,5	323,5	145,0	51,4	32,5	63,5	97,0	63,5	6,0	1 277,9
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	96,5	104,0	184,0	428,5	626,5	215,0	91,9	55,5	134,0	153,5	98,5	36,0	2 223,9

SOURCE : SAGIR

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	6	51	48	14	0	119
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6	51	48	14	0	119

SOURCE : SAGIR

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	9
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIR

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 12 MARS 2018

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	6	51	59	22	0	138
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	6	51	59	22	0	138

SOURCE : SAGIR

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	2	0	2	2	66,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	2	0	2	2	66,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	1	0	1	1	33,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	1	0	1	1	33,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	3	0	3	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	3	0	3	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : SAGIP

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D’HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D’EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	N.D.
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	N.D.
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	N.D.
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	N.D.
TOTAL	0	0	0	N.D.

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	2	0	1	0	3
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2	0	1	0	3

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	2	0	1	0	3
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	0	0	0	0	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2	0	1	0	3

SOURCE : SAGIR

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., CHAPITRE F-3.1.1).

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LES EMPLOYÉS DE LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES NE SONT PAS ASSUJETTIS À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE (R.L.R.Q., CHAPITRE F-3.1.1).

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	%
Procureur en chef, procureur en chef adjoint et procureur : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	209	70	279	24,2 %		24,0 %	73	25,0 %	14	20,3 %	0	0,0 %	1	16,7 %	2 15,4 %
	417	5	422	36,7 %		30,5 %	160	54,8 %	15	21,7 %	1	16,7 %	1	16,7 %	8 61,5 %
	626	75	701	60,9 %		54,5 %	233	79,8 %	29	42,0 %	1	16,7 %	2	33,4 %	10 76,9 %
Encadrement supérieur et juridique : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0 0,0 %
	19	0	19	1,7 %		1,3 %	8	2,7 %	2	2,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1 7,7 %
	19	0	19	1,7 %		1,3 %	8	2,7 %	2	2,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1 7,7 %
Personnel professionnel : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	11	0	11	1,0 %		0,7 %	5	1,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1	16,7 %	0 0,0 %
	44	1	45	3,9 %		3,5 %	15	5,1 %	1	1,4 %	1	16,7 %	0	0,0 %	0 0,0 %
	55	1	56	4,9 %		4,2 %	20	6,8 %	1	1,4 %	1	16,7 %	1	16,7 %	0 0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	97	17	114	9,9 %		12,1 %	10	3,4 %	6	8,7 %	1	16,7 %	2	33,3 %	0 0,0 %
	236	25	261	22,7 %		27,9 %	21	7,2 %	31	44,9 %	3	50,0 %	1	16,7 %	2 15,4 %
	333	42	375	32,6 %		40,0 %	31	10,6 %	37	53,6 %	4	66,7 %	3	50,0 %	2 15,4 %
Personnel ouvrier : Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0 0,0 %
	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0 0,0 %
	0	0	0	0,0 %		0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0 0,0 %
Total par GROUPE D'AGE: Moins de 35 ans 35 ans et plus Total	317	87	404	35,1 %		36,8 %	88	30,1 %	20	29,0 %	1	16,7 %	4	66,7 %	2 15,4 %
	716	31	747	64,9 %		63,2 %	204	69,9 %	49	71,0 %	5	83,3 %	2	33,3 %	11 84,6 %
	1 033	118	1 151	100,0 %		100,0 %	292	100,0 %	69	100,0 %	6	100,0 %	6	100,0 %	13 100,0 %

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	3 401,0
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	42,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	376,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	2 039,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	5 858,0

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENSEIGNENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	Coût MOYEN PAR EMPLOYÉ
PROCUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	12 934	14 681	27 615	3 120,00 \$
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0,00 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	274	465	739	576,00 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	5 168	2 289	7 457	732,00 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0,00 \$
TOTAL	18 376	17 435	35 811	2 170,00 \$

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
PROCTUREUR EN CHEF, PROCUREUR EN CHEF ADJOINT ET PROCUREUR	444	581	884	3 498	2 502	624	445	465	865	647	143	0	11 098
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	10	11	16	110	125	21	11	36	44	18	4	0	406
PERSONNEL PROFESSIONNEL	14	56	87	313	306	49	20	18	84	72	27	0	1 046
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	190	217	489	1 588	1 413	197	177	214	510	334	116	0	5 445
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	658	865	1 476	5 509	4 346	891	653	733	1 503	1 071	290	0	17 995

SOURCE : SAGIR, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L'INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L'ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L'ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1° DE L'ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L'AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N'A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L'ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS / BUREAUX	ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	POSTES D'ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFESSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
BUREAU DE LA DIRECTRICE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	2	7	11	2	9	15	1	47
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	0	6	33	1	1	9	16	66
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	0	4	20	1	2	6	3	36
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION	0	4	0	0	33	18	4	59
QUÉBEC	0	6	53	0	0	10	25	94
EST DU QUÉBEC	0	5	25	0	1	6	17	54
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	8	75	0	1	16	25	125
SUD DU QUÉBEC	0	8	72	0	1	12	31	124
MONTRÉAL	0	10	101	0	1	15	30	157
OUEST DU QUÉBEC	0	5	33	0	0	6	15	59
NORD-DU-QUÉBEC	0	4	21	0	0	2	10	37
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	0	1	18	0	0	1	0	20
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0	6	41	0	1	6	12	66
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	0	7	59	0	1	17	4	88
TOTAL	2	81	562	4	51	193	193	1 032

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	12
ÉMÉRITE	1

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	6

SOURCE : SAGIR - EI, GIR - ÉTUDE DES CRÉDITS RH – EFFECTIFS ET RÉSERVES – VERSION 1.3 – DRH

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS / BUREAUX	ADMINISTRATEURS D’ÉTAT	POSTES D’ENCADREMENT	PROCUREURS	AVOCATS	PROFSSIONNELS	TECHNICIENS	PERSONNEL DE BUREAU	TOTAL
BUREAU DE LA DIRECTRICE ET SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	2	7	12	2	9	17	3	52
BUREAU DES AFFAIRES PÉNALES	0	6	45	1	1	11	24	88
BUREAU DU SERVICE JURIDIQUE	0	4	22	1	2	7	3	39
DIRECTION GÉNÉRALE DE L’ADMINISTRATION	0	4	0	0	34	19	6	63
QUÉBEC	0	6	63	0	0	10	29	108
EST DU QUÉBEC	0	5	26	0	1	6	20	58
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	8	90	0	1	16	26	141
SUD DU QUÉBEC	0	8	82	0	1	12	36	139
MONTRÉAL	0	10	106	0	1	16	31	164
OUEST DU QUÉBEC	0	5	39	0	0	6	17	67
NORD-DU-QUÉBEC	0	4	24	0	0	3	12	43
BUREAU DE SERVICE-CONSEIL	0	1	18	0	0	2	0	21
BUREAU DES AFFAIRES DE LA JEUNESSE	0	6	47	0	1	7	12	73
BUREAU DE LA GRANDE CRIMINALITÉ ET DES AFFAIRES SPÉCIALES	0	7	63	0	1	17	4	92
TOTAL	2	81	637	4	52	149	223	1 148

SOURCE : SAGIP, DONNÉES AU 16 FÉVRIER 2018

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones		
	Régulier	Occa	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	1	0	1	16,6 %	1	25,0 %	0	0,0 %	1	33,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	1	0	1	16,6 %	1	25,0 %	0	0,0 %	1	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	1	1	2	33,4 %	1	25,0 %	1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	1	1	1	33,3 %	1	25,0 %	1	50,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	1	0	1	16,6 %	1	25,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	1	1	2	33,4 %	1	25,0 %	1	50,0 %	1	33,3 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	2	1	3	50,0 %	2	50,0 %	1	50,0 %	2	66,6 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:																
Moins de 35 ans	1	0	1	16,6 %	1	25,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	3	2	5	83,4 %	3	75,0 %	2	100,0 %	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	4	2	6	100,0 %	4	100,0 %	2	100,0 %	3	100,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %

SOURCE : SAGIP

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	138,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	138,0

SOURCE : SAGIR

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0	0	0	0 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	0	0	0	0 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0 \$
TOTAL	0	0	0	0 \$

SOURCE : SAGIR

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0,0	0,0	0,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	15,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	0,0	0,0	0,0	0,0	15,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	8,0	0,0	0,0	22,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	40,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	8,0	0,0	0,0	32,0	25,0	2,0	0,0	0,0	2,0	3,0	0,0	0,0	72,0

SOURCE : SAGIR

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L’EXERCICE DE L’ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	1	1	1	1	0	4
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	2	0	1	0	3

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	0
ÉMÉRITE	0

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	0

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	0	0	0	0	0	0
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	1	1	1	1	0	4
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	1	1	1	1	0	4

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D’EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D’EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D’EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N’EST PAS DISPONIBLE.

R. L’EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L’INSTAURATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

A. ET B. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGIOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)

Catégorie d'emploi	Effectif			Femmes		Hommes		Communautés culturelles		Personnes handicapées		Autochtones		Anglophones	
	Régulier	Occa	Total	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :	1	0	1	0	0,0 %	1	2,7 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	9	0	9	6	5,1 %	3	8,4 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
	10	0	10	6	5,1 %	4	11,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Personnel professionnel :															
Moins de 35 ans	7	6	13	5	4,3 %	2	5,6 %	1	3,2 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %
35 ans et plus	27	2	29	15	12,8 %	12	33,3 %	4	12,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %
Total	34	8	42	20	17,1 %	14	38,9 %	5	16,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	2	66,6 %
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :															
Moins de 35 ans	22	15	37	20	17,1 %	2	5,6 %	4	12,9 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0
35 ans et plus	87	18	105	71	60,7 %	16	44,4 %	22	71,0 %	2	100,0 %	0	0,0 %	1	33,4 %
Total	109	33	142	91	77,8 %	18	50,0 %	26	83,9 %	2	100,0 %	0	0,0 %	1	33,4 %
Personnel ouvrier :															
Moins de 35 ans	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
35 ans et plus	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total	0	0	0	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %	0	0,0 %
Total par GROUPE D'AGE:															
Moins de 35 ans	30	21	51	25	21,4 %	5	13,9 %	5	16,1 %	0	0,0 %	0	0,0 %	1	33,3 %
35 ans et plus	123	20	143	92	78,6 %	31	86,1 %	26	83,9 %	2	100,0 %	0	0,0 %	2	66,7 %
Total	153	41	194	117	100,0 %	36	100,0 %	31	100,0 %	2	100,0 %	0	0,0 %	3	100,0 %

SOURCE : SAGIP ET SAGIR

C. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	2017-2018
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	24,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	257,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	748,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0
TOTAL	1 029,5

SOURCE : CSPQ

D. LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L'ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L'ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

E. LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.)

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL	COÛT MOYEN PAR EMPLOYÉ
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	0	0	0	0,00 \$
PERSONNEL PROFESSIONNEL	152	305	456	501,44 \$
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	703	558	1 261	319,03 \$
PERSONNEL OUVRIER	0	0	0	0,00 \$
TOTAL	855	863	1 717	820,47 \$

SOURCE : CSPQ

F. LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	3,0	2,5	0,0	20,5	67,0	6,0	0,0	0,0	15,0	17,0	2,0	3,0	136,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	18,0	16,0	48,5	107,0	212,5	59,5	14,5	26,5	57,0	47,5	18,0	20,0	645,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	117,5	113,0	169,0	411,0	552,0	181,0	97,0	40,5	161,0	226,5	76,0	75,5	2 220,0
PERSONNEL OUVRIER	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	138,5	131,5	217,5	538,5	831,5	246,5	111,5	67,0	233,0	291,0	96,0	98,5	3 001,0

SOURCE : CSPQ

G. LE NOMBRE DE PERSONNE AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI

LES INFORMATIONS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS AU SENS DE L’ARTICLE 53 DE LA LOI SUR L’ACCÈS ET SONT DONC CONFIDENTIELS.

H. LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE DE L'ÉTUDE DES CRÉDITS.

I. LE NOMBRE DE PERSONNE ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) DU PERSONNEL QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D’UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L’ÉDUCATION

EN CE QUI A TRAIT À L’INFORMATION RECHERCHÉE CONCERNANT LA LISTE DU PERSONNEL, PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION ET UNE PRESTATION DE RETRAITE D’UN RÉGIME DE RETRAITE, NOUS VOUS INFORMONS QUE CES RENSEIGNEMENTS RENFERMENT DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS CONFIDENTIELS AU SENS DE L’ARTICLE 54 DE LA LOI SUR L’ACCÈS. LE PARAGRAPHE 1^o DE L’ARTICLE 53 AINSI QUE LE PREMIER ALINÉA DE L’ARTICLE 59 DE CETTE LOI NOUS OBLIGENT À REFUSER DE DONNER ACCÈS À CES RENSEIGNEMENTS. PAR AILLEURS, L’AMALGAME DES RENSEIGNEMENTS RECHERCHÉS N’A PAS UN CARACTÈRE PUBLIC CONFORMÉMENT À L’ARTICLE 57 DE LA LOI SUR L’ACCÈS.

J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	7	22	30	21	0	80
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	3	12	23	35	0	73
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ÎLES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	10	34	53	56	0	153

K. L'ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR

	2017-2018
EXPERT	3
ÉMÉRITE	0

SOURCE : SAGIP

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE

	2017-2018
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	11

SOURCE : SAGIP

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (LE CENTRE PRINCIPALE DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS)

RÉGIONS	CADRES	PROFESSIONNELS/ PROFESSIONNELLES	TECHNICIENS/ TECHNICIENNES	PERSONNEL DE BUREAU	OUVRIERS	TOTAL
BAS-SAINT-LAURENT	0	0	0	0	0	0
SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN	0	0	0	0	0	0
CAPITALE-NATIONALE	6	33	37	23	0	99
MAURICIE	0	0	0	0	0	0
ESTRIE	0	0	0	0	0	0
MONTREAL	4	13	27	43	0	0
OUTAOUAIS	0	0	0	0	0	0
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	0	0	0	0	0	0
CÔTE-NORD	0	0	0	0	0	0
NORD-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
GASPÉSIE-ILES-DE-LA-MADELEINE	0	0	0	0	0	0
CHAUDIÈRE-APPALACHES	0	0	0	0	0	0
LAVAL	0	0	0	0	0	0
LANAUDIÈRE	0	0	0	0	0	0
LAURENTIDES	0	0	0	0	0	0
MONTÉRÉGIE	0	0	0	0	0	0
CENTRE-DU-QUÉBEC	0	0	0	0	0	0
TOTAL	10	46	64	166	0	186

SOURCE : SDE

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

O. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

P. LE NOMBRE DE DÉPARTS VOLONTAIRES, VENTILÉ PAR RAISONS DU DÉPART

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

Q. LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS VENTILÉ PAR CORPS D'EMPLOI, POUR 2017-2018 ET LES CINQ ANNÉES PRÉCÉDENTES

CETTE DONNÉE N'EST PAS DISPONIBLE.

R. L'EFFECTIF AUTORISÉ PAR LE SCT EN VERTU DE LA LOI 15 SUR LE CONTRÔLE DES EFFECTIFS, PAR ANNÉE, DEPUIS L'INSTALLATION DE LA LOI

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- A. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2016-2017 ET EN 2017-2018, INCLUANT LE TOTAL ET LA VENTILATION DES INDEMNITÉS VERSÉES;
- B. LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;
- C. LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2108-2019 ET 2019-2020 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;
- D. LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.

A ET C LA RÉPONSE À CES QUESTIONS SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

- B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

26 PERSONNES

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

- B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

- B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

- B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

1 PERSONNE

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

- B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

- D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

UN REMPLACEMENT

D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

17 REMPLACEMENTS

D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

1 PERSONNE

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

17 REMPLACEMENTS

D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

13 PERSONNES

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018 AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

POUR L'EXERCICE 2017-2018, AUCUN TAUX DE REMPLACEMENT N'A ÉTÉ FIXÉ.

D. **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

5 PERSONNES

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- A. L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- B. LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ;
- C. LA SUPERFICIE TOTAL RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- D. LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- E. LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- F. LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION;
- G. LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION RÉALISÉ DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- H. LA DURÉE DU BAIL;
- I. LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- J. LES NOMS DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

MINISTÈRE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, BOUL. HARVEY OUEST, ALMA	396 394,35 \$	3 003,24		INFORMATION SQI	SQI
891, 3E RUE OUEST, AMOS	499 189,02 \$	3 030,87		INFORMATION SQI	SQI
242, RUE PRINCIPALE SUD, AMOS	84 332,49 \$	533,34		INFORMATION SQI	SQI
29, BOUL. ST-BENOIT OUEST, AMQUI	106 099,62 \$	550,45		INFORMATION SQI	SQI
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU	442 660,79 \$	2 568,92		INFORMATION SQI	SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY	194 956,74 \$	865,06		INFORMATION SQI	SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER	42 120,10 \$	264,41		INFORMATION SQI	SQI
860, 3E RUE, CHIBOUGAMAU	117 280,13 \$	775,92		INFORMATION SQI	SQI
227, RUE RACINE EST, CHICOUTIMI	1 189 044,67 \$	5 739,40		INFORMATION SQI	SQI
920, RUE PRINCIPALE, COWANSVILLE	673 065,36 \$	1 722,22		INFORMATION SQI	SQI
1420, BOUL. WALBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	81 485,14 \$	531,08		INFORMATION SQI	SQI
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE	363 658,35 \$	2 429,17	1 109,43 \$	INFORMATION SQI	SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE	25 023,90 \$	210,31		INFORMATION SQI	SQI
11, RUE DE LA CATHÉDRALE, GASPÉ	56 020,36 \$	242,07		INFORMATION SQI	SQI
170, RUE HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	2 355 702,36 \$	10 685,44	49 954,86 \$	INFORMATION SQI	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY	579 485,39 \$	4 790,70	9 352,17 \$	INFORMATION SQI	SQI
200, RUE SAINT-MARC, JOLIETTE	1 389 411,54 \$	6 237,36		INFORMATION SQI	SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	62 089,72 \$	456,00	7 671,20 \$	INFORMATION SQI	SQI
604, STURALIKUUT STREET, KUUJUUQAQ	101 255,44 \$	349,40		INFORMATION SQI	SQI
1123, IMIRTAVIK ROAD, KUUJUUQAQ	43 836,87 \$	109,95		INFORMATION SQI	SQI
985, RUE MAKIVIK, KUUJUUQAQ	32 277,74 \$	109,72		INFORMATION SQI	SQI
1125, HENRI JAMET AVENUE, KUUJUUARAPIK	56 041,26 \$	334,57		INFORMATION SQI	SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE	324 963,87 \$	1 015,18		INFORMATION SQI	SQI
655, 2E RUE EST, LA SARRE	67 752,96 \$	407,59		INFORMATION SQI	SQI
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE	65 735,34 \$	477,55		INFORMATION SQI	SQI
505, RUE BETHANY, LACHUTE	33 284,79 \$	215,47		INFORMATION SQI	SQI
5527, RUE FRONTENAC, LAC-MÉGANTIC	103 090,46 \$	636,49		INFORMATION SQI	SQI
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL	2 038 051,40 \$	9 143,49	17 695,97 \$	INFORMATION SQI	SQI
405, CHEMIN D'EN HAUT, L'ÎLE DU HAVRE-AUBERT	162 049,69 \$	407,39		INFORMATION SQI	SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	1 869 428,55 \$	11 000,11		INFORMATION SQI	SQI
7, RUE PRINCIPALE EST, MAGOG	2 725,47 \$	78,10	(7 557,36 \$)	INFORMATION SQI	SQI
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	129 286,41 \$	749,40		INFORMATION SQI	SQI
382, RUE ST-JÉRÔME, MATANE	90 971,98 \$	685,70	(315,49 \$)	INFORMATION SQI	SQI
40, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, MONT-JOLI	25 937,12 \$	358,72		INFORMATION SQI	SQI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	1 135 278,43 \$	3 521,53		INFORMATION SQI	SQI
25, RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	1 090 513,16 \$	2 702,21		INFORMATION SQI	SQI
85, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	134 333,21 \$	682,74		INFORMATION SQI	SQI
450, BOUL. GOUIN OUEST, MONTRÉAL	1 133 728,53 \$	3 159,51		INFORMATION SQI	SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	16 316 321,34 \$	82 564,08	209 970,62 \$	INFORMATION SQI	SQI
100, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL – COUR D'APPEL	3 358 596,34 \$	12 601,09		INFORMATION SQI	SQI
410, RUE DE BELLECHASSE EST, MONTRÉAL – CHAMBRE DE LA JEUNESSE	3 138 332,89 \$	12 866,74	10,72 \$	INFORMATION SQI	SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL - FAAC	54 021,33 \$	275,43		INFORMATION SQI	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
500, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	233 248,29 \$	613,18		INFORMATION SQI	SQI
87, BOUL. GÉRARD-D.-LÉVESQUE, NEW CARLISLE	544 833,63 \$	2 319,60		INFORMATION SQI	SQI
460, BOUL. LOUIS-FRÉCHETTE, NICOLET	5 047,90 \$	30,44		INFORMATION SQI	SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	391 381,87 \$	1 851,59		INFORMATION SQI	SQI
730, ROUTE PUVIRNITUK, PUVIRNITUK	253 710,38 \$	415,84		INFORMATION SQI	SQI
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	6 896 823,34 \$	33 292,54	64 551,89 \$	INFORMATION SQI	SQI
1665, BOUL. WILFRID-HAMEL OUEST, QUÉBEC	12 017,28 \$	152,65		INFORMATION SQI	SQI
2875, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	291 613,85 \$	1 276,05	5 200,36 \$	INFORMATION SQI	SQI
1020, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	314 358,55 \$	1 440,12	276 768,13 \$	INFORMATION SQI	SQI
1200, ROUTE DE L'ÉGLISE, QUÉBEC	3 662 911,01 \$	17 364,44	(32 026,39 \$)	INFORMATION SQI	SQI
1, MONTÉE DES ARSENAUX, REPENTIGNY	12 249,82 \$	100,00		INFORMATION SQI	SQI
183, AVE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	250 693,52 \$	2 559,07		INFORMATION SQI	SQI
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	789 069,82 \$	4 247,48		INFORMATION SQI	SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	130 066,75 \$	1 352,89		INFORMATION SQI	SQI
2, AVE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	369 514,86 \$	1 816,35		INFORMATION SQI	SQI
85, RUE ST-VINCENT, SAINTE-AGATHE-DES- MONTS	53 218,66 \$	314,00		INFORMATION SQI	SQI
10, BOUL. STE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	79 925,23 \$	539,62		INFORMATION SQI	SQI
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	539 529,21 \$	3 347,68		INFORMATION SQI	SQI
6625 BOULEVARD CHOQUETTE, SAINT-HYACINTHE	71 143,49 \$	636,70		INFORMATION SQI	SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	1 040 978,73 \$	5 006,91		INFORMATION SQI	SQI
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	2 179 557,93 \$	9 942,67	20 451,78 \$	INFORMATION SQI	SQI
85, RUE DE MARTIGNY OUEST, SAINT-JÉRÔME	459 860,50 \$	3 343,15	30 702,90 \$	INFORMATION SQI	SQI
795, AVE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	791 654,16 \$	4 187,01		INFORMATION SQI	SQI
74 RUE ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	2 931 637,06 \$	8 600,16		INFORMATION SQI	SQI
8, AVENUE DES CÈDRES, SENNETERRE	35 058,98 \$	358,46		INFORMATION SQI	SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	539 180,95 \$	1 940,21	351,73 \$	INFORMATION SQI	SQI
106, RUE NAPOLÉON, SEPT-ÎLES	5 189,03 \$	53,00		INFORMATION SQI	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
212, 6ÈME RUE, SHAWINIGAN	532 608,45 \$	2 783,86		INFORMATION SQI	SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	1 248 899,19 \$	7 186,19	8 960,07 \$	INFORMATION SQI	SQI
1040, BOUL. QUEEN VICTORIA, PORTE 200, SHERBROOKE	22 200,09 \$	283,66		INFORMATION SQI	SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	530 242,68 \$	2 851,33		INFORMATION SQI	SQI
693, RUE ST-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	435 703,29 \$	1 912,33		INFORMATION SQI	SQI
2900, RUE BELLEFEUILLE, TROIS-RIVIÈRES	64 820,69 \$	645,00		INFORMATION SQI	SQI
878, RUE DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	66 994,51 \$	460,90		INFORMATION SQI	SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	1 789 506,51 \$	7 348,18		INFORMATION SQI	SQI
900, 7E RUE, VAL D'OR	971 073,40 \$	2 650,94		INFORMATION SQI	SQI
800, BOUL. BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	320 746,91 \$	2 089,80	1 219,99 \$	INFORMATION SQI	SQI
8, RUE ST-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	217 662,94 \$	1 334,31		INFORMATION SQI	SQI

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS ACCÈS JUSTICE

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS DES REGISTRES

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 27**). [HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-l-information-et-protection-des-renseignements-personnels/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, BUREAU 4.30, QUÉBEC	71 122,80 \$	253, 09		1 AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 27**). [HTTP://WWW.CJA.GOUV.QC.CA/FR/05-ACCES-A-L-INFORMATION.HTML](http://www.cja.gouv.qc.ca/fr/05-ACCES-A-L-INFORMATION.HTML)

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
360 ST-JACQUES, MONTRÉAL	1 456 835,00 \$	5 222,00	13 780,00 \$	INFORMATION SQI	SQI
575, RUE JACQUES PARIZEAU, QUÉBEC	122 037,00 \$	364,00		INFORMATION SQI	SQI
227, RUE RACINE, SAGUENAY	8 784,00 \$	43,00		INFORMATION SQI	SQI
227, RUE ST-GEORGES, SAINT-JÉRÔME	36 013,00 \$	219,00		INFORMATION SQI	SQI
456, AVENUE ARNAUD, SEPT-ÎLES	4 440,00 \$	24,00		INFORMATION SQI	SQI
375, RUE KING, SHERBROOKE	19 260,00 \$	106,00		INFORMATION SQI	SQI
100, RUE LAVTOLETTE, TROIS-RIVIÈRES	20 865,00 \$	139,00		INFORMATION SQI	SQI
849, 5E AVENUE, VAL D'OR	6 261,00 \$	33,00		INFORMATION SQI	SQI

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 27**). [HTTP://WWW.CDPD1.QC.CA/FR/COMMISSION/PAGES/DOCUMENTS.ASPX](http://www.cdpd1.qc.ca/fr/commission/pages/documents.aspx)

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
25 ROUTE 138, FORESTVILLE	21 572,00 \$	175,00		5 ANS	SQI
283 BOULEVARD LA SALLE, BATE-COMEAU	45 914,00 \$	343,45		4 ANS	SQI
700 BOULEVARD LAURE, SEPT-ÎLES	46 637,00 \$	429,29		5 ANS	SQI
746 RUE NOTRE-DAME, VICTORIAVILLE	43 001,00 \$	309,92		5 ANS	SQI
547 RUE COMMERCIALE, LA TUQUE	12 054,00 \$	80,16		5 ANS	SQI
500 AVENUE BROADWAY, SHAWINIGAN	42 243,00 \$	331,56		10 ANS	SQI
320 AVENUE SAINT-LAURENT, LOUISEVILLE	13 368,00 \$	93,00		5 ANS	SQI
420 RUE SAINT-GEORGES, DRUMMONDVILLE	55 552,00 \$	334,52		5 ANS	SQI
1350 RUE ROYALE, TROIS-RIVIÈRES	177 160,00 \$	982,47		12 ANS	SQI
640 RUE CHICOINE, VAUDREUIL-DORION	21 839,00 \$	92,79		3 ANS	SQI
55 RUE PRINCIPALE, GRANBY	36 936,00 \$	269,28		5 ANS	SQI
147 BOULEVARD SAINT-JEAN-BAPTISTE, CHÂTEAUGUAY	32 097,00 \$	205,60		5 ANS	SQI
232 RUE LONGUEUIL, SAINT-JEAN-SUR-RICHIEU	40 745,00 \$	246,85		5 ANS	SQI
431 AVENUE SAINTE-ANNE, SAINT-HYACINTHE	55 726,00 \$	251,92		5 ANS	SQI
75 RUE GEORGE, SOREL-TRACY	45 321,00 \$	267,86		6 ANS	SQI
6200 BOULEVARD TASCHEREAU, BROSSARD	65 325,00 \$	292,65		5 ANS	SQI
377 BOULEVARD CURÉ-POIRIER, LONGUEUIL	81 684,00 \$	403,43		5 ANS	SQI
151 RUE SALABERRY, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	61 757,00 \$	349,45		10 ANS	SQI
101 BOULEVARD ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL	90 411,00 \$	322,09	25 000,00 \$	1 AN	SQI
101 PLACE CHARLES-LEMOYNE, LONGUEUIL	134 817,00 \$	549,05		5 ANS	SQI
406 RUE DU SUD, COWANSVILLE	38 217,00 \$	204,34		10 ANS	SQI
53 RUE DU TERMINUS, ROUYN-NORANDA	41 631,00 \$	216,75		5 ANS	SQI
360 RUE PRINCIPALE, LA SARRÉ	16 968,00 \$	133,75		5 ANS	SQI
361 3E RUE, CHIBOUGAMAU	13 963,00 \$	91,66		1 AN	SQI
3 RUE SAINTE-ANNE, VILLE-MARIE	16 529,00 \$	120,90		5 ANS	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
566 1RE AVENUE, AMOS	60 059,00 \$	365,57		5 ANS	SQI
604 SIURALITUUK STREET, KUUJUAQ	19 697,00 \$	66,04		5 ANS	SQI
660 MAKUUK STREET, KUUJUAQ	26 048,00 \$	84,18		5 ANS	SQI
575 KATINGAJIT ROAD, KUUJUAQ	42 571,00 \$	105,00		5 ANS	SQI
849 5E AVENUE, VAL-D'OR	67 797,00 \$	376,13		5 ANS	SQI
450 RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE	108 662,00 \$	583,28		INDÉTERMINÉ	SQI
300, RUE SICARD BUREAU 210 SAINTE-THÉRÈSE	56 004,00 \$	327,34		3 ANS	SQI
891 RUE SAINT-FRANÇOIS-XAVIER, TERREBONNE	25 591,00 \$	111,27		1 AN	SQI
118 RUE PRINCIPALE, SAINTE-AGATHE-DES-MONTS	25 257,00 \$	98,82		5 ANS	SQI
10 A BOULEVARD BRIEN, REPENTIGNY	47 610,00 \$	224,45		1 AN	SQI
220 BOULEVARD LABELLE, SAINTE-THÉRÈSE	44 097,00 \$	222,58		1 AN	SQI
11 CHEMIN DE LA GRANDE-CÔTE, SAINT-EUSTACHE	16 344,00 \$	122,22		5 ANS	SQI
460 RUE LABELLE, SAINT-JÉRÔME	228 640,00 \$	924,23		5 ANS	SQI
585 RUE HÉBERT, MONT-LAURIER	42 470,00 \$	270,78		5 ANS	SQI
505 AVENUE BÉTHANIE, LACHUTE	21 036,00 \$	149,42		1 AN	SQI
18 RUE DU MANÈGE, COATICOOK	13 916,00 \$	71,00		5 ANS	SQI
674 RUE DUFFERIN, STANSTEAD	2 443,00 \$	27,44		6 ANS	SQI
201 BOULEVARD CRÉMAZIE, MONTRÉAL	159 879,00 \$	825,46		INDÉTERMINÉ	SQI
5800 RUE SAINT-DENIS, MONTRÉAL	123 886,00 \$	670,48	27 355,00 \$	5 ANS	SQI
5879 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, MONTRÉAL-NORD	110 964,00 \$	601,06		10 ANS	SQI
3535 CHEMIN QUEEN-MARY, MONTRÉAL	130 317,00 \$	509,52		6 ANS	SQI
4250 RUE WELLINGTON, VERDUN	155 915,00 \$	618,52	12 088,00 \$	11 ANS	SQI
425 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	267 561,00 \$	1 157,62		25 ANS	SQI
1055 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	148 189,00 \$	567,01		11 ANS	SQI
5100 RUE SHERBROOKE, MONTRÉAL	143 712,00 \$	620,41	36 000,00 \$	21 ANS	SQI
440 BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE, MONTRÉAL	101 089,00 \$	450,96		10 ANS	SQI
1717 BOULEVARD SAINT-MARTIN, LAVAL	124 892,00 \$	716,19	15 000,00 \$	7 ANS	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
800 BOULEVARD DE MAISONNEUVE, MONTRÉAL	473 114,00 \$	1 747,57		10 ANS	SQI
420 BOULEVARD CHAREST, QUÉBEC	94 156,00 \$	506,30		1 AN	SQI
5350 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, QUÉBEC	52 895,00 \$	381,59		1AN	SQI
5130 BOULEVARD GUILLAUME-COUTURE, LÉVIS	52 052,00 \$	328,58		1AN	SQI
700 AVENUE ROBERT-CLICHE, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	28 219,00 \$	228,44		5 ANS	SQI
400 BOULEVARD JEAN-LESAGE, QUÉBEC	208 252,00 \$	1 104,63		1 AN	SQI
8500 BOULEVARD HENRI-BOURASSA, QUÉBEC	71 445,00 \$	509,76		5 ANS	SQI
11535 1RE AVENUE, SAINT-GEORGES	37 858,00 \$	242,87		10 ANS	SQI
68 RUE DU PALAIS DE JUSTICE, MONTMAGNY	30 460,00 \$	212,11		5 ANS	SQI
21 RUE PATRICK-MORGAN, LA MALBAIE	16 892,00 \$	121,89		1 AN	SQI
33 RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	40 304,00 \$	398,83		9 ANS	SQI
308 RUE DE LA GARE, MATANE	31 745,00 \$	222,60		10 ANS	SQI
6 1RE AVENUE, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	12 376,00 \$	119,02		6 ANS	SQI
505 AVENUE DAIGNEAULT, CHANDLER	36 988,00 \$	180,42		5 ANS	SQI
185 BOULEVARD DE YORK, GASPÉ	32 670,00 \$	165,46		7 ANS	SQI
455 CHEMIN AVILA-ARSENEAU, CAP-AUX-MEULES	20 121,00 \$	103,47		7 ANS	SQI
320 RUE SAINT-GERMAIN, RIMOUSKI	102 757,00 \$	702,30		10 ANS	SQI
49 BOULEVARD SAINT-BENOÎT, AMQUI	19 808,00 \$	131,11		10 ANS	SQI
122 BOULEVARD PERRON, NEW RICHMOND	31 236,00 \$	188,13		9 ANS	SQI
38 RUE SAINT-PHILIPPE, TÉMISCOUATA-SUR-LE-LAC	18 423,00 \$	109,98		6 ANS	SQI
3639 BOULEVARD HARVEY, JONQUIÈRE	45 384,00 \$	318,93		6 ANS	SQI
267 RUE RACINE, CHICOUTIMI	89 793,00 \$	537,45		5 ANS	SQI
1341 BOULEVARD WALLBERG, DOLBEAU-MISTASSINI	21 820,00 \$	127,13		6 ANS	SQI
845 BOULEVARD SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	26 604,00 \$	155,18		1 AN	SQI
301 RUE ALBERT, LA BAIE	23 388,00 \$	100,83		5 ANS	SQI
530 RUE COLLARD, ALMA	42 898,00 \$	255,49		5 ANS	SQI
150 RUE SAINTE-CATHERINE, MONTRÉAL	574 391,00 \$	1 658,41	683 891,00 \$	5 ANS	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	205 605,00 \$	1 130,22		10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
57, RUE NOTRE-DAME OUEST, THETFORD MINES	42 294,00 \$	311,18		5 ANS	COMPAGNIE (9164-4222) INC.
321, RUE CHASSÉ, ASBESTOS	19 665,00 \$	169,89		5 ANS	M.R.C. ASBESTOS
4340 B, RUE LAVAL, LAC-MÉGANTIC	28 867,00 \$	171,87		5 ANS	PLACEMENTS L.H.V. INC.
42, RUE PRINCIPALE OUEST BUREAU 200, MAGOG	39 369,00 \$	182,22		5 ANS	OPTO GESTION INC.
225 RUE KING OUEST, SHERBROOKE	83 495,00 \$	534,19		10 ANS	GILLES BOISVERT INC.
207, ST-GEORGES, WINDSOR	900,00 \$	19,71		1 AN	CARREFOUR JEUNESSE EMPLOI
245, RUE MONTCALM, DISRAËLI	2 400,00 \$	18,00		6 ANS	C.L.S.C. FRONTENAC
510, BOUL MALONEY, BUREAU 201, GATINEAU	45 897,00 \$	223,70		5 ANS	6611923 CANADA INC.
142, RUE FRONT, CAMPBELL'S BAY	16 200,00 \$	142,60		5 ANS	ROBERT C. LARIVIÈRE ET CHRISTINE BURKE
116, RUE KING, BUREAU C, MANIWAKI	15 420,00 \$	111,50		5 ANS	75835910 CANADA INC.
135, RUE JOSEPH, GATINEAU	48 000,00 \$	237,00		5 ANS	MARQUIS LAFLEUR INC. ET ÉRIC ROBILLARD
136, RUE WRIGHT, GATINEAU	114 072,00 \$	546,30		5 ANS	135 933 CANADA INC.
365, BOUL, GRÉBER, BUR 202, GATINEAU	59 906,00 \$	313,70		5 ANS	LES IMMEUBLES TASSÉ
204, CHEMIN AYLMER, GATINEAU	28 673,00 \$	102,50		5 ANS	4201221 CANADA INC.
768, BOUL, ST-JOSEPH, BUREAU 210, GATINEAU	89 298,00 \$	419,00		5 ANS	146 786 CANADA INC.

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÉGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 27**). [HTTPS://WWW.CSJ.QC.CA/COMMISSION-DES-SERVICES-JURIDIQUES/ACCES-A-LINFORMATION/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION.ASPX](https://www.csj.qc.ca/commission-des-services-juridiques/acces-a-linformation/diffusion-de-l-information.aspx)

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION		COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
725, RUE HARVEY OUEST, ALMA		32 772,85 \$	249,05		INFORMATION SQI	SQI
891, 3 ^E RUE OUEST, AMOS		80 598,10 \$	485,63	2 115,71 \$	INFORMATION SQI	SQI
27, BOUL. SAINT-BENOIT OUEST, AMQUI		4 521,88 \$	23,46		5 ANS	MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE LA MATAPÉDIA
71, AVENUE MANCE, BAIE-COMEAU		48 491,63 \$	244,17	1 434,70 \$	INFORMATION SQI	SQI
30, RUE JOHN, CAMPBELL'S BAY		12 564,20 \$	55,75		INFORMATION SQI	SQI
17, RUE LACROIX, CARLETON-SUR-MER		9 366,83 \$	58,80	133,80 \$	RECONDUCTION ANNUELLE DEPUIS NOVEMBRE 2013	IMMEUBLES VIGIE CARLETON INC.
860, 3 ^E RUE, CHIBOUGAMAU		2 356,42 \$	15,59		5 ANS	LES IMMEUBLES DU NORD
1680, BOUL. SAINT-JOSEPH, DRUMMONDVILLE		68 787,84 \$	418,52		INFORMATION SQI	SQI
134, ROUTE 138 EST, FORESTVILLE		1 348,05 \$	11,33		INFORMATION SQI	SQI
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU		356 813,82 \$	1 725,75	1 542,97 \$	INFORMATION SQI	SQI
77, RUE PRINCIPALE, GRANBY		91 142,28 \$	684,91	11 641,54 \$	INFORMATION SQI	SQI
450, RUE SAINT-LOUIS, JOLIETTE		192 471,40 \$	1 082,94	500,00 \$	INFORMATION SQI	SQI
604, SIURALITUUK, KUJJUUAQ - SIURALITUUK		20 220,86 \$	68,42	19,13 \$	5 ANS	ADMINISTRATION RÉGIONALE KATTIVIK
KUJJUUAQ		124 597,55 \$	219,58		INFORMATION SQI	SQI
30, CHEMIN DE LA VALLÉE, LA MALBAIE		51 405,53 \$	160,59		INFORMATION SQI	SQI
655, 2 ^E RUE EST, LA SARRÉ		1 919,94 \$	11,55		5 ANS	LES IMMEUBLES NORBI INC.
290, RUE SAINT-JOSEPH, LA TUQUE		6 376,04 \$	46,32		1 AN ET 4 MOIS	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CARREFOUR LA TUQUE
2800, BOUL. SAINT-MARTIN OUEST, LAVAL		298 427,91 \$	1 278,29		INFORMATION SQI	SQI
2555, BOUL. ROLAND-THERRIEN, LONGUEUIL		252 233,08 \$	1 470,82	104,81 \$	INFORMATION SQI	SQI
2178, RUE DU COLISÉE, LONGUEUIL		157 812,27 \$	617,46	1 235,00 \$	5 ANS	8821267 CANADA INC.
125, BOULEVARD SAINTE-FOY, LONGUEUIL - STE-FOY		61 894,14 \$	333,51		5 ANS	LES IMMEUBLES P.L.A.C.E. RIVE-SUD
1255, CHEMIN DU TREMBLAY, LONGUEUIL		55 351,48 \$	648,69	568 441,24 \$	5 ANS	8821267 CANADA INC.
25, BOULEVARD LAFAYETTE, LONGUEUIL		1 026,36 \$	43,14		5 ANS	IMM. REDBOURNE SOUTH SHORE INC.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
266, RUE NOTRE-DAME, MANIWAKI	36 088,03 \$	198,02		INFORMATION SQI	SQI
382, AVENUE SAINT-JÉRÔME, MATANE	15 760,80 \$	81,53	48 427,28 \$	INFORMATION SQI	SQI
597, AVENUE DU PHARE EST, MATANE	61 089,93 \$	394,62		5 ANS	9272-4053 QUÉBEC INC.
40, AVENUE DE L'HÔTEL DE VILLE, MONT-JOLI	2 579,94 \$	35,68		RECONDUCTION ANNUELLE DEPUIS AVRIL 2016	CORPORATION MUNICIPALE MONT-JOLI
645, RUE DE LA MADONE, MONT-LAURIER	92 084,96 \$	296,91		INFORMATION SQI	SQI
110, AVENUE JACQUES-CARTIER, MONTMAGNY	163 966,44 \$	389,14		INFORMATION SQI	SQI
1, RUE NOTRE-DAME EST, MONTRÉAL	1 403 040,93 \$	7 219,60	2 037 076,61 \$	INFORMATION SQI	SQI
2050, RUE DE BLEURY, MONTRÉAL - BLEURY	125 054,05 \$	544,29		TERMINÉ DEPUIS NOVEMBRE 2017	LES GESTIONS CHÂTEAU D'OR LTÉE
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL - CMM	894 124,07 \$	2 673,17	233 623,53 \$	10 ANS	SITQ INC. (IVANHOÉ CAMBRIDGE - CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT DU QUÉBEC)
410, RUE DE BELLECHASSE, MONTRÉAL - CHAMBRE JEUNESSE	341 937,42 \$	1 550,84	1 739,92 \$	INFORMATION SQI	SQI
450, BOUL. GOUIN, MONTRÉAL - GOUIN	259 150,10 \$	702,20		INFORMATION SQI	SQI
87, BOUL. GÉRARD-D. LÉVESQUE, NEW CARLISLE	58 458,51 \$	234,50		INFORMATION SQI	SQI
124, ROUTE 132, PERCÉ	43 083,26 \$	192,92		INFORMATION SQI	SQI
ROUTE PUVIRNITUK, PUVIRNITUK	24 380,18 \$	39,96		10 ANS	ASSOCIATION COOPÉRATIVE DE POVUNGNITUK
300, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	580 401,69 \$	2 644,08	2 972,85 \$	INFORMATION SQI	SQI
2828, BOUL. LAURIER, QUÉBEC	1 183 896,67 \$	4 911,13	2 388,40 \$	10 ANS	COMPLEXE JULES-DALLAIRE INC.
400, BOUL. JEAN-LESAGE, QUÉBEC	61 319,50 \$	330,77		5 ANS	ÉDIFICE LES FAÇADES INC.
183, AVENUE DE LA CATHÉDRALE, RIMOUSKI	8 907,03 \$	99,82		INFORMATION SQI	SQI
2, RUE ST-GERMAIN EST, RIMOUSKI	133 632,29 \$	658,09		2 ANS ET 4 MOIS	GESTION M.B.S. INC.
33, RUE DE LA COUR, RIVIÈRE-DU-LOUP	81 913,04 \$	436,53		INFORMATION SQI	SQI
750, BOUL. SAINT-JOSEPH, ROBERVAL	13 882,44 \$	142,75	105,50 \$	INFORMATION SQI	SQI
53, BOUL. DE L'ANSE, ROBERVAL	90 550,46 \$	394,44		5 ANS	GESTION CARON ET GRENIER INC.
2, AVENUE DU PALAIS, ROUYN-NORANDA	71 427,51 \$	336,96	228,08 \$	INFORMATION SQI	SQI

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
227, RUE RACINE EST, SAGUENAY	145 921,82 \$	679,80	1 733,69 \$	INFORMATION SQI	SQI
10, BOUL. SAINTE-ANNE OUEST, SAINTE-ANNE-DES-MONTS	15 082,43 \$	101,83		5 ANS	DOMINIQUE MICHAUD
1550, RUE DESSAULES, SAINT-HYACINTHE	60 964,42 \$	366,00		INFORMATION SQI	SQI
109, RUE SAINT-CHARLES, SAINT-JEAN-SUR-RICHELIEU	148 790,51 \$	691,10		INFORMATION SQI	SQI
85, RUE DE MARTIGNY, SAINT-JÉRÔME	175 277,74 \$	1 152,41	590,95 \$	INFORMATION SQI	SQI
372, RUE LAVIOLETTE, SAINT-JÉRÔME	119 120,65 \$	658,62		5 ANS	9256-3634 QUÉBEC INC.
795, AVENUE DU PALAIS, SAINT-JOSEPH-DE-BEAUCE	65 788,58 \$	318,14		INFORMATION SQI	SQI
74, RUE DE L'ACADÉMIE, SALABERRY-DE-VALLEYFIELD	422 418,92 \$	1 256,34	356,80 \$	INFORMATION SQI	SQI
425, BOUL. LAURE, SEPT-ÎLES	39 143,11 \$	81,88		INFORMATION SQI	SQI
106, RUE NAPOLÉON, SEPT-ÎLES	25 155,10 \$	339,68	793 401,77 \$	5 ANS	LES PLACEMENTS NORD-COTTIERS INC.
212, 6 ^E RUE DE LA POINTE, SHAWINIGAN	87 679,57 \$	447,96		INFORMATION SQI	SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	182 258,55 \$	1 048,72	683,03 \$	INFORMATION SQI	SQI
46, RUE CHARLOTTE, SOREL-TRACY	32 829,94 \$	172,37		INFORMATION SQI	SQI
693, RUE SAINT-ALPHONSE NORD, THETFORD MINES	50 523,44 \$	221,34		INFORMATION SQI	SQI
850, RUE HART, TROIS-RIVIÈRES	157 940,75 \$	699,40		INFORMATION SQI	SQI
878, DE TONNANCOUR, TROIS-RIVIÈRES	66 852,17 \$	408,76		INFORMATION SQI	SQI
900, 7 ^E RUE, VAL-D'OR	126 460,73 \$	349,56		INFORMATION SQI	SQI
800, BOUL. DES BOIS-FRANCS SUD, VICTORIAVILLE	74 271,45 \$	483,91		INFORMATION SQI	SQI
8, RUE SAINT-GABRIEL NORD, VILLE-MARIE	9 309,63 \$	57,07		INFORMATION SQI	SQI

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 27**). [HTTP://WWW.DPCP.GOUV.QC.CA/DOCUMENTATION/DIFFUSION INFORMATION/FRAIS BAIL.ASPX](http://www.dpcp.gouv.qc.ca/documentation/diffusion/information/frais_bail.aspx)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
 INCLUS DANS LA RÉPONSE DU MINISTÈRE.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT TOTAL	SUPERFICIE (M ²)	COÛTS D'AMÉNAGEMENT DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2017	DURÉE DU BAIL	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ
575, RUE JACQUES-PARIZEAU, QUÉBEC	1 512 423,35 \$	5 339,13		01-03-1999 AU 31-03-2018	LA CAPITALE IMMOBILIÈRE MFQ INC.
170, RUE DE L'HÔTEL-DE-VILLE, GATINEAU	16 197,83 \$	78,34		01-04-2001 AU 31-03-2018	SQI
25, RUE DE MARTIGNY OUEST, ST-JÉRÔME	17 627,17 \$	74,98		01-08-2001 AU 31-03-2018	SQI
375, RUE KING OUEST, SHERBROOKE	14 828,88 \$	84,86		01-08-2008 AU 31-03-2018	SQI
530, RUE NOTRE-DAME, JOLIETTE	6 565,90 \$	42,49		11-12-2007 AU 31-03-2018	2973-2369 QUÉBEC INC.
500, BOUL, RENÉ-LÉVESQUE OUEST, MONTRÉAL	2 276 108,67 \$	6 107,41	214 159,46 \$	01-04-2008 AU 31-03-2018	ALFID SERVICES IMMOBILIERS LTÉE
689, 3 ^{ÈME} AVENUE, VAL-D'OR	17 738,16 \$	101,77		01-11-2016 AU 31-03-2018	SQI
125, RUE JACQUES-ATHANASE, RIVIÈRE-DU-LOUP	11 275,16 \$	182,25		01-11-2017 AU 31-03-2018	SQI

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION, À LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL LOUÉ, LE COÛT TOTAL DE LADITE LOCATION ET LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ EST DISPONIBLE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE ANNUELLE SUR LE SITE INTERNET DE L'ORGANISME EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS (**ART. 4, PARAGRAPHE 27**). [HTTP://WWW.TAQ.QC.CA/FR/A-PROPOS-DU-TRIBUNAL/SERVICES-OFFERTS/DIFFUSION-DE-L-INFORMATION](http://www.taq.qc.ca/fr/a-propos-du-tribunal/services-offerts/diffusion-de-l-information)

- G.18** POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LE DÉTAIL ET LA VENTILATION DES COÛTS, POUR 2017-2018, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :
- A. LA OU LES DATES DES TRAVAUX;
 - B. LES COÛTS;
 - C. LE NOM DE LA OU DES FIRMES AYANT EFFECTUÉ LES TRAVAUX.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

ENDROIT	RAISON	Coût
MONTRÉAL – SECRÉTARIAT GÉNÉRAL	CONSTRUCTION D'UN BUREAU	13 780,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ENDROIT	RAISON	Coût
2828, BOULEVARD LAURIER, QUÉBEC	TRAVAUX DIVERS – INSTALLATION	687,40 \$
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	DÉMÉNAGEMENTS DES BUREAUX	2 840,80 \$
380, RUE SAINT-ANTOINE OUEST, MONTRÉAL	TRAVAUX DIVERS - INSTALLATION	586,50 \$

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ENDROIT	RAISON	Coût
500, BOUL. RENÉ LÉVESQUE OUEST MONTRÉAL	DÉMÉNAGEMENT DU BUREAU DE LA PRÉSIDENTE DU 20 ^E AU 24 ^E ÉTAGE	7 614,90 \$

LES COÛTS RELIÉS AUX BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION SONT RÉGIS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES ALLOCATIONS AUX DÉPUTÉS ET AUX TITULAIRES DE CABINETS ET SUR LES SOMMES VERSÉES À DES FINS DE RECHERCHE ET DE SOUTIEN À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

G.19 **LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2017-2018, EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU :**

- A. LA DATE DE L'ENTRÉE EN FONCTION ET LA DATE DE DÉPART, LE CAS ÉCHÉANT;
- B. LE TITRE DE LA FONCTION;
- C. L'ADRESSE DU PORT D'ATTACHE;
- D. LE TRAITEMENT ANNUEL OU, SELON LE CAS, LES HONORAIRES VERSÉS;
- E. LA PRIME DE DÉPART VERSÉE, LE CAS ÉCHÉANT;
- F. LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION DES PRIMES OU BONIS REÇUS;
- G. LA LISTE DU PERSONNEL POLITIQUE, INCLUANT LE PERSONNEL DE SOUTIEN, QUI FAIT PARTIE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE QUELLE MASSE SALARIALE IL RELÈVE;
- H. LA DESCRIPTION DE TÂCHES;
- I. LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR 2017-2018;
- J. LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET;
- K. LA MASSE SALARIALE TOTALE PAR CABINET POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2016-2017 ET 2017-2018;
- L. LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE;
- M. S'IL A OU NON SIGNÉ LES DIRECTIVES DU PREMIER MINISTRE INTITULÉES : *DIRECTIVE SUR LA TRANSPARENCE ET L'ÉTHIQUE RELATIVEMENT À L'EXERCICE DES FONCTIONS DU PERSONNEL DES CABINETS DE MINISTRE ET DIRECTIVE CONCERNANT LES RÈGLES APPLICABLES LORS DE LA CESSATION D'EXERCICE DE CERTAINES FONCTIONS POUR L'ÉTAT.*

MINISTÈRE

DESCRIPTION DE TÂCHE	PORT D'ATTACHE
HÉLÈNE RICARD – EMPLOYÉE DE SOUTIEN	QUÉBEC
JULIEN MERLEAU-BOURASSA – EMPLOYÉ DE SOUTIEN	GATINEAU
YANNICK OUELLETTE – EMPLOYÉ DE SOUTIEN	QUÉBEC
ISABELLE MARIER ST-ONGE – ATTACHÉE POLITIQUE	MONTRÉAL
NATHALIE ROBERGE – DIRECTRICE DE CABINET	MONTRÉAL
LUC LAFOREST – ATTACHÉ POLITIQUE	MANIWAKI
DANIELLE BRAZEAU – ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
LUCE FARRELL – ATTACHÉE POLITIQUE	MANIWAKI
LOUISE THIBODEAU – ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
VIVIANA ITURRIAGA ESPINOZA – ATTACHÉE POLITIQUE	MONTRÉAL
ALEXANDRE BÉLANGER – ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
ISABELLE SABOURIN – ATTACHÉE POLITIQUE	GATINEAU
TAMARA DAVIS - ATTACHÉE POLITIQUE	MONTRÉAL
MICHEL JOBIN – ATTACHÉ POLITIQUE	QUÉBEC
AFFINE LWALALIKA – EMPLOYÉE DE SOUTIEN	QUÉBEC
ISABELLE CARDINAL – ATTACHÉE POLITIQUE	QUÉBEC
ALIZÉE NOUMEDDEM – EMPLOYÉE DE SOUTIEN	QUÉBEC

MASSE SALARIALE AUTORISÉE DU CABINET MINISTÉRIEL : 872 000,00 \$

G.20 **LISTE DES SOMMES D’ARGENT VERSÉES EN 2017-2018 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L’ORGANISME, EN INDIQUANT :**

- A. LE NOM DE L’ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- B. LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- C. LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- D. LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME.

MINISTÈRE

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ACEF RIVE-SUD DE QUÉBEC	5 000,00 \$
ACTION SUR LA VIOLENCE ET INTERVENTION FAMILIALE	500,00 \$
AIDE AUX TRANS DU QUÉBEC	500,00 \$
AIDE AUX TRAVAILLEURS ACCIDENTÉS	500,00 \$
ALLIANCE ARC-EN-CIEL DE QUÉBEC INC.	5 000,00 \$
ALTERHÉROS	2 500,00 \$
ALTERNATIVE JEUNESSE MONT-SAINT-ANNE	1 000,00 \$
ARCHIVES GAIES DU QUÉBEC	500,00 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES AVOCATS ET AVOCATES DE LA DÉFENSE, L'	2 500,00 \$
ASSOCIATION DE DROIT LORD READING, L'	2 500,00 \$
ASSOCIATION DES PROFESSEURES ET PROFESSEURS DE DROIT DU QUÉBEC	1 000,00 \$
ASSOCIATION FÉMININE D'ÉDUCATION ET D'ACTION SOCIALE	500,00 \$
ATELIER 850	500,00 \$
AVOCATS SANS FRONTIÈRE CANADA	21 000,00 \$
BARREAU DE MONTRÉAL	3 000,00 \$
BOUCLIER D'ATHÉNA, SERVICES FAMILIAUX, LE	2 000,00 \$
BUREAU D'INFORMATION JURIDIQUE	2 000,00 \$
CARREFOUR D'INITIATIVES POPULAIRES DE RIVIÈRE-DU-LOUP	500,00 \$
CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DE VALLEYFIELD INC.	500,00 \$
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE QUÉBEC INC.	300,00 \$
CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE VAL D'OR INC.	600,00 \$
CENTRE DE PRÉVENTION DES AGRESSIONS DE MONTRÉAL	500,00 \$
CENTRE DES FEMMES RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	500,00 \$
CENTRE HUMANITAIRE D'ORGANISATION DE RESSOURCES ET DE RÉFÉRENCES D'ANJOU	500,00 \$
CENTRE INTERLIGNE INC.	2 500,00 \$
CENTRE INTERNATIONAL PHILOJEUNES	1 000,00 \$
CENTRE L'ESCALE DE JONQUIÈRE INC.	500,00 \$
CHAMBRE DE COMMERCE LGBT DU QUÉBEC	6 000,00 \$
CHOC CARREFOUR D'HOMMES EN CHANGEMENT	1 000,00 \$
CLINIQUE DROITS DEVANT	3 000,00 \$
CLINIQUE JURIDIQUE ITINÉRANTE	2 500,00 \$
CLINIQUE JURIDIQUE JURIPOP	8 000,00 \$
CLUB CHASSE & PÊCHE CONSEIL 2056, DES CHEVALIERS DE COLOMB DE BUCKINGHAM	200,00 \$
CLUB ROTARY DE QUÉBEC-CHARLESBOURG (FONDATION)	200,00 \$
COALITION D'AIDE À LA DIVERSITÉ SEXUELLE D'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	2 500,00 \$
COALITION DES FAMILLES LESBIEN GAI BI TRANS	5 000,00 \$
COLLECTIF RÉGIONAL DE LUTTE À L'ITINÉRANCE EN OUTAOUAIS	500,00 \$
COLLÈGE D'ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL ET PROFESSIONNEL DE L'OUTAOUAIS	1 000,00 \$
CONFÉRENCE DES ASSOCIATION DES ÉTUDIANTES ET DES ÉTUDIANTS EN DROIT CIVIL	1 500,00 \$
CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	1 000,00 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS LESBIEN GAI BI TRANS	5 000,00 \$
CORPORATION DES FÊTES DU 350E DE SAINT-ANNE-DE-LA-PÉRADE	100,00 \$
CPSP-CENTRE DE PLACEMENT SPÉCIALISÉ DU PORTAGE	1 000,00 \$
DROITS ET RECOURS EN SANTÉ MENTALE, GASPÉSIE-LES-ILES	1 000,00 \$
ÉCOLE SAINT-PIE X (C.S. DE LA CÔTE-DU-SUD)	250,00 \$
ÉDUCALOI	3 000,00 \$
ENFANTS-RETOUR QUÉBEC	500,00 \$
ENSEMBLE POUR LE RESPECT DE LA DIVERSITÉ	1 500,00 \$
ENTRAIDE POUR HOMMES	500,00 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
ÉPILEPSIE MAURICIE CENTRE DU QUÉBEC	250,00 \$
ESPACE CHAUDIÈRE-APPALACHES	500,00 \$
ESPACE OUTAOUAIS INC.	1 000,00 \$
FESTIVAL D'ÉTÉ MANIWAKI	4 000,00 \$
FONDATION CLAUDE MASSE	2 500,00 \$
FONDATION DROIT AU TALENT	250,00 \$
FONDATION DU CENTRE D'ACTION BÉNÉVOLE DU CONTREFORT	250,00 \$
FONDATION DU CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE INC.	500,00 \$
FONDATION JONCTION POUR ELLE	250,00 \$
FONDATION LA VIGILE, LA	500,00 \$
FONDATION LAFONTAINE-CORMIER	1 500,00 \$
FONDATION LE CHÂÎNON, LA	1 500,00 \$
FONDATION LE PETIT BLANCHON	500,00 \$
FONDATION LE PIOLET	500,00 \$
FONDATION MADELI-AIDE	1 000,00 \$
FONDATION NOUVEAUX SENTIERS	2 000,00 \$
FONDATION PAUL GÉRIN-LAJOIE POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE, LA	500,00 \$
FONDATION SUR LA POINTE DES PIEDS	250,00 \$
GRIS-MONTRÉAL	2 000,00 \$
GO LE GRAND DÉFI INC.	250,00 \$
GRANDE TABLE, LA	1 000,00 \$
GROUPE DE PROMOTION ET DE DÉFENSE DES DROITS EN SANTÉ MENTALE DE LA RÉGION 02	1 000,00 \$
GROUPE GAI DE L'UNIVERSITÉ LAVAL	500,00 \$
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE LA MAURICIE/CENTRE-DU-QUÉBEC	1 000,00 \$
GROUPE RÉGIONAL D'INTERVENTION SOCIALE DE L'ESTRIE	2 000,00 \$
HOMMES ET GARS	500,00 \$
IMAGE + NATION, LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE CINÉMA LESBIEN GAI BI TRANS MONTRÉAL	2 000,00 \$
JEUNES ADULTES GAI-E-S [J.A.G.]	1 000,00 \$
JUSTICE ALTERNATIVE DU SUROÎT	1 000,00 \$
LIGUE DES NOIRS DU QUÉBEC	500,00 \$
MAISON BENOÎT LABRE, LA	500,00 \$
MAISON DE MÉLANIE, LA	500,00 \$
MAISON ISA, CENTRE AIDE ET DE LA LUTTE CONTRE LES AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL, LA	1 000,00 \$
MAISON POUR FEMMES IMMIGRANTES	500,00 \$
MAISON SECOURS AUX FEMMES DE MONTRÉAL INC.	300,00 \$
MARDIS DE L'AMITIÉ DE STE-BÉATRICE, LES	500,00 \$
MESURES ALTERNATIVES DES VALLÉES DU NORD INC.	2 500,00 \$
MOUVEMENT ACTION CHÔMAGE LAC-ST-JEAN	500,00 \$
MOUVEMENT RETROUVAILLES	500,00 \$
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ÉLIE-DE-CAXTON	200,00 \$
OEUVRES JEAN LAFRANCE INC., LES	500,00 \$
ORGANISME COMMUNAUTAIRE HORIZON NOUVEAU, L'	500,00 \$
PARENTHÈSE, SERVICE DROITS D'ACCÈS, LA	3 000,00 \$
PARLEMENT JEUNESSE DU QUÉBEC	500,00 \$
PARTAGE-ACTION DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	500,00 \$
PAVILLONS DU NOUVEAU POINT DE VUE INC.	1 000,00 \$
REFUGE DES JEUNES DE MONTRÉAL	1 000,00 \$
REFUGE POUR LES FEMMES DE L'OUEST DE L'ÎLE	500,00 \$
REGROUPEMENT ACTION PRÉVENTION JEUNESSE DES LAURENTIDES	500,00 \$
RÉSEAU D'AIDE AUX PERSONNES SEULES ET ITINÉRANTES DE MONTRÉAL INC., LE	5 000,00 \$
RÉSEAU DES CARREFOURS JEUNESSE-EMPLOI DU QUÉBEC	1 000,00 \$
RESSOURCE GENESIS CHARLEVOIX INC.	400,00 \$
SEMEURS D'ESPOIR, LES	500,00 \$
SERVICE D'AIDE À L'ADAPTATION DES IMMIGRANTS ET IMMIGRANTES [S.A.A.I.]	250,00 \$
SERVICE DE NUTRITION ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE [SNAC]	500,00 \$
SOCIÉTÉ CANADIENNE DE LA CROIX-ROUGE, LA	5 000,00 \$
SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER	500,00 \$
SOUTIEN AUX HOMMES AGRESSÉS SEXUELLEMENT DURANT L'ENFANCE	500,00 \$
SPARKLES OF HOPE	500,00 \$

BÉNÉFICIAIRES	MONTANT
TABLE AGROALIMENTAIRE DE L'OUTAOUAIS	1 000,00 \$
TABLE CONCERTATION EN VIOLENCE CONJUGALE ET AGRESSION À CARACTÈRE SEXUEL LAVAL INC.	500,00 \$
TRAVERSÉE [RIVE-SUD], LA	500,00 \$
TRIFORT DE CHAMBLY, LE	100,00 \$
UNIVERSITÉ DU QUÉBEC EN OUTAOUAIS	2 000,00 \$
UNIVERSITÉ LAVAL	500,00 \$
VALLÉE-JEUNESSE [1997] INC.	500,00 \$
VILLAGE EN CHANSON DE PETITE-VALLÉE	1 000,00 \$
VILLE DE LEBEL-SUR-QUÉVILLON	1 000,00 \$
VIOLENCE INFO	1 000,00 \$

L'INFORMATION FOURNIE EN RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE DANS LES INFORMATIONS DIFFUSÉES SUR UNE BASE TRIMESTRIELLE SUR LE SITE INTERNET DU MINISTÈRE EN VERTU DU RÈGLEMENT SUR LA DIFFUSION D'INFORMATION ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNEL (**ART. 4, PARAGRAPHE 26**).
[HTTPS://WWW.JUSTICE.GOUV.QC.CA/MINISTERE/ACCES-A-LINFORMATION-ET-PROTECTION-DES-RENSEIGNEMENTS-PERSONNELS/](https://www.justice.gouv.qc.ca/ministere/acces-a-linformation-et-protection-des-renseignements-personnels/)

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G.21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :
- A. LE NOM DE LA PERSONNE;

B. LE POSTE OCCUPÉ;

C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;

D. L'ASSIGNATION INITIALE ET L'ASSIGNATION ACTUELLE;

E. LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;

F. LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

AUCUN.

- G.22** **LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D’EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**
- A. LE POSTE INITIAL;
 - B. LE SALAIRE;
 - C. LE POSTE ACTUEL, S’IL Y A LIEU;
 - D. LA DATE DE MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - E. LES PRÉVISIONS **2018-2019**.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.23** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED DONT LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME A MIS FIN À L'EMPLOI OU DONT LE CONTRAT N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, EN PRÉCISANT LA OU LES RAISONS ET EN VENTILANT :
- A. PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, PERSONNEL DE SOUTIEN, FONCTIONNAIRES, ETC.);
 - B. PRÉVISIONS 2018-2019;
 - C. PAR CATÉGORIE D'ÂGE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.24 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DEPUIS CINQ ANS, FOURNIR LE NOMBRE DE POSTES ABOLIS PAR BUREAU RÉGIONAL ET PAR CATÉGORIE D’EMPLOI, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 Q.

G.25 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX ET DE L'EFFECTIF ÉTANT RATTACHÉ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI, À CHACUN DE CES BUREAUX. PRÉSENTER L'ÉVOLUTION DEPUIS CINQ ANS, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019, PAR MISSION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.15 J.

G.26 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D’AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- A. LE NOM DE LA PERSONNE;
- B. LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L’ORGANISME;
- C. LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- D. L’ASSIGNATION INITIALE;
- E. L’ASSIGNATION ACTUELLE;
- F. LA DATE DE L’ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- G. LA DATE DE LA FIN DE L’ASSIGNATION, S’IL Y A LIEU.

MINISTÈRE

AUCUN.

G.27 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS EN 2017-2018, EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

A. LE COÛT DE CHACUN;
B. LE FOURNISSEUR;
C. LA NATURE DU SERVICE.

VENTILER LE MONTANT TOTAL PAR CATÉGORIES.

MINISTÈRE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ANNULAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC	60,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
BARREAU CANADIEN, LA FONDATION	121,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC	70,58 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CEDROM-SNI INC.	11 331,60 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE (CAIJ)	31 984,15 \$	CENTRES D'INFORMATION/SERVICES D'INFORMATION
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC (CSPQ)	10 942,95 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	640,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CNW TELBEC	805,30 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA - CPA	199,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
CONTINUING LEGAL EDUCATION, THE	5 769,50 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
DROIT, LE (3834310 CANADA INC.)	255,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS ASTED INC., LES	79,62 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JEWEL LIMITÉS, LES	215,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	14 994,35 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS NITRAM INC., LES	1 660,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS, LES	84,95 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS SR [1995] INC., LES	558,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS THÉMIS INC.	50,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	88 539,58 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
EQUIFAX CANADA CO.	6 881,50 \$	SYSTÈMES DE RECHERCHE D'INFORMATION SUR BASES DE DONNÉES ACCESSIBLES EN DIRECT/SERVICES D'INFORMATION
FONDATION DU BARREAU CANADIEN, LA	242,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
GARTNER CANADA INC	108 210,00 \$	EXTRACTION D'INFORMATION DE BASES DE DONNÉES EN LIGNE/SERVICES INFORMATIQUES
GROUPE CAPITALES MÉDIAS INC., LE	430,90 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
GROUPE JCL	585,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
I.C.I. INFLUENCE COMMUNICATIONS INC.	3 264,90 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
ICIMÉDIAS INC.	3 870,54 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
JURISMÉDIA INC.	82,50 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LAFORTUNE TECHNOLOGIES INC.	780,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
LEXISNEXIS CANADA INC.	105 726,62 \$	EXTRACTION D'INFORMATION DE BASES DE DONNÉES EN LIGNE/SERVICES INFORMATIQUES
MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	517,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
MICROSOFT MSFT	76, 92 \$	ABONNEMENT MÉDIAS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
NOVEXCO INC	99,00 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
OXFORD UNIVERSITY PRESS INC.	869,14 \$	DOCUMENTATION, MUSIQUE ET FILMS ÉLECTRONIQUES/DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	11 395,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
STAR METRO MEDIA ADS	1 283,81 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
THE ECONOMIST	200,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	319 392,47 \$	PÉRIODIQUES/SUPPORTS IMPRIMÉS
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC (FONDS DU)	91,00 \$	DOCUMENTATION ÉLECTRONIQUE
UBC LAW REVIEW SOCIETY	45,00 \$	ABONNEMENT JOURNAUX ET MAGAZINES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WILSON & LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	263 679,94 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	66 504,88 \$	PUBLICATIONS IMPRIMÉES/SUPPORTS IMPRIMÉS

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CEDROM-SNI	776,00 \$	ABONNEMENT EUREKA
CSPQ	500,00 \$	ABONNEMENT – INTERNET
RECO-QUÉBEC (RÉSEAU D'ÉCHANGE EN CONTINUITÉ DES OPÉRATIONS)	75,00 \$	ABONNEMENT – INTERNET
IIBA – INSTITUT INTERNATIONAL D'ANALYSE D'AFFAIRES	159,61 \$	ABONNEMENT – INTERNET
LES ÉDITIONS YVON BLAIS INC.	479,25 \$	ABONNEMENT - PUBLICATIONS

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
SOQUIJ	421,69 \$	SERVICE EN LIGNE
WILSON LAFLEUR	155,00 \$	MISE À JOUR DE VOLUMES À FEUILLES MOBILES

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS YVON BLAIS	479,25 \$	ACCÈS À L'INFORMATION : LOI ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	735,00 \$	ALTER EGO- CHARTE DES DROITS/WILSON & LAFLEUR (7 EX. VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	702,00 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS (HRR - EN LIGNE)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	516,00 \$	CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER (VERSION PDF)
SOQUIJ	80,00 \$	COLLECTIONS CCQ BAUDOUIN RENAUD (EN LIGNE)
WILSON & LAFLEUR	400,00 \$	CODE CIVIL (5 EX.)
WILSON & LAFLEUR	160,00 \$	CODE CRIMINEL (2 EX.)
WILSON & LAFLEUR	800,00 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE (10 EX.)
ÉDITIONS YVON BLAIS	422,80 \$	CONGÉDIEMENT EN DROIT QUÉBÉCOIS (VERSION PAPIER)
WILSON & LAFLEUR	260,00 \$	LA CORPORATION SANS BUT LUCRATIF AU QUÉBEC (2 VOLS) (VERSION PAPIER)
CANADIAN HUMAN RIGHTS REPORTER	62,50 \$	DIRECT (CHRR EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	854,80 \$	DROITS DE LA PERSONNE ET LES RELATIONS DE TRAVAIL (3 VOLS) (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	420,20 \$	FAILLITE ET INSOLVABILITÉ. PERSPECTIVE QUÉBÉCOISE (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS	164,10 \$	FRAIS DE JUSTICE : LÉGISLATION ANNOTÉE (VERSION PAPIER)
ÉDITIONS JURIDIQUES FD	113,00 \$	LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS (RECUEIL – VERSION PAPIER)
LEXISNEXIS	3 710,00 \$	LEXIS ADVANCE QUICKLAW (10 ACCÈS EN LIGNE)
ÉDITIONS YVON BLAIS	3 698,00 \$	LA RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	360,00 \$	SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU QUÉBEC, T. 1. LES ASPECTS JURIDIQUES (VERSION PAPIER)
SOQUIJ	600,00 \$	EXPRESS CIVIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	175,00 \$	EXPRESS CIVIL PALIER 10 À 24 (CODES SUPPL.)
SOQUIJ	700,00 \$	EXPRESS TRAVAIL (4 ACCÈS)
SOQUIJ	175,00 \$	EXPRESS TRAVAIL PALIER 10 À 24 (CODES SUPPL.)
SOQUIJ	350,00 \$	LPJ ANNOTÉE (8 ACCÈS EN LIGNE)
SOQUIJ	1 519,00 \$	JURIS.DOC (EN LIGNE)
SOQUIJ	3 388,00 \$	PLUMITIF (EN LIGNE)
SOQUIJ	800,00 \$	ALTER EGO- CODE PROCÉDURE CIVILE (8 ACCÈS EN LIGNE)
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (CSPQ)	70,00 \$	TABLEAU DES MODIFICATIONS DES RÈGLEMENTS DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LE DROIT	20,22 \$	LE DROIT (ÉLECTRONIQUE)
LE NOUVELLISTE	20,22 \$	LE NOUVELLISTE (ÉLECTRONIQUE)
LE QUOTIDIEN	20,22 \$	LE QUOTIDIEN (ÉLECTRONIQUE)
LE SOLEIL	20,22 \$	LE SOLEIL (ÉLECTRONIQUE)
LA TRIBUNE	20,22 \$	LA TRIBUNE (ÉLECTRONIQUE)
LA VOIX DE L'EST	20,22 \$	LA VOIX DE L'EST (ÉLECTRONIQUE)
LA PRESSE	13,14 \$	LA PRESSE (ÉLECTRONIQUE)
LE DEVOIR	188,71 \$	QUOTIDIEN IMPRIMÉ
LE JOURNAL DE MONTRÉAL	231,22 \$	QUOTIDIEN IMPRIMÉ
LA PRESSE	62,88 \$	LA PRESSE PAPIER-SAMEDI
LA GAZETTE	422,19 \$	QUOTIDIEN IMPRIMÉ
THE GLOBE AND MAIL	410,90 \$	QUOTIDIEN IMPRIMÉ

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	12 768,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
GRICS	210,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
LEXIS-NEXIS	8 746,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
SOQUIJ	89 350,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
THOMSON REUTERS CANADA	12 262,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	3 081,00 \$	BANQUES DE DONNÉES JURIDIQUES
CENTRE D'ACCÈS À L'INFORMATION JURIDIQUE	125,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
COPI01-COPIBEC	574,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS YVON BLAIS	4 287,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES ÉDITIONS JURIDIQUES FD	309,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LES EDITIONS THÉMIS INC.	50,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
LEXIS-NEXIS	4 630,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
PROTÉGEZ-VOUS	85,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
THOMSON REUTERS CANADA	36 294,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WILSON LAFLEUR	4 334,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
WOLTERS KLUWER QUÉBEC LTÉE	4 925,00 \$	PÉRIODIQUES, MISES À JOUR, DOCTRINES ET JUGEMENTS
TABATIÈRE CABRY	556,00 \$	JOURNAUX QUOTIDIENS

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
ÉDITIONS JURIDIQUES FD INC., LES	700,00 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS SR INC., LES	6 170,82 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS WILSON ET LAFLEUR INC., LES	220,00 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
ÉDITIONS YVON BLAIS INC., LES	82 610,67 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)
JOURNAL DE MONTRÉAL	63,94 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
JOURNAL LA PRESSE ET LE SOLEIL	89,38 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE AUX JOURNAUX

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
JOURNAL LE MONDE	189,11 \$	ABONNEMENT ÉLECTRONIQUE À UN JOURNAL
LEXISNEXIS CANADA INC.	98 644,75 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHES INTERNET (QUICKLAW) ET ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	2 793,04 \$	ABONNEMENT AU REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	68 634,00 \$	ABONNEMENT À UN SITE SPÉCIALISÉ DE RECHERCHES INTERNET (AZIMUT)
THOMSON REUTERS CANADA LIMITÉE	276 580,75 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMATS PAPIER ET ÉLECTRONIQUE)
WILSON ET LAFLEUR, LIMITÉE (LIBRAIRIE)	80,00 \$	ABONNEMENT PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER)

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
LES AFFAIRES	49,99 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
PROTÉGEZ-VOUS	60,00 \$	REVUE DE RÉFÉRENCE
WILSON & LAFLEUR	60,00 \$	ANNUAIRE TÉLÉPHONIQUE JUDICIAIRE DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	150,00 \$	CODE CIVIL DU QUÉBEC
WILSON & LAFLEUR	92,00 \$	CODE DE PROCÉDURE CIVILE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

FOURNISSEUR	Coût (\$)	DESCRIPTION
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	6 716,96 \$	ABONNEMENT AUTRE
COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉÉS DU CANADA	720,50 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
EDITIONS S.R. INC.	58,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
EDITIONS YVON BLAIS (LES)	9 972,30 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
GROUPE ARCHAMBAULT INC.	194,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
IRWIN LAW INC.	138,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LEXISNEXIS CANADA (BUTTERWORTHS) INC.	11 240,18 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LEXISNEXIS CANADA (QUICKLAW) INC.	7 078,86 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
LIBRAIRE ESG	135,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LIBRAIRIE RENAUD-BRAY INC.	440,60 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
LYRECO CANADA INC.	128,70 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
MARSHALL & SWIFT	1 534,05 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
PUBLICATIONS CCH LTÉE	19 127,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE
PUBLICATIONS DU QUÉBEC (LES)	2 390,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
THOMSON REUTERS	24 597,24 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
UP TO DATE	7 006,50 \$	ABONNEMENT AUTRE
WILSON & LAFLEUR LTÉE	5 521,00 \$	ABONNEMENT JURIDIQUE, VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES
ZONE COOPÉRATIVE UNIVERSITÉ LAVAL	135,00 \$	VOLUME JURIDIQUE OU AUTRES

G.28 LES SOMMES DÉBOURSÉES PAR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MINISTÈRE OU LES ORGANISMES PUBLICS POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON, LA RÉSERVATION DE LOGES ET LES FRAIS PAYÉS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

MINISTÈRE

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

- G.29** **POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENT PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :**
- A. LE NOM DU SITE WEB;
 - B. LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
 - C. LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
 - D. LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
 - E. LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
 - F. LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES VENTILÉE PAR SECTION ET/OU PAGE DU SITE (NOMBRE DE « HITS »);
 - G. LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
 - H. LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.

MINISTÈRE

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.justice.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	COFOMO
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	860 200 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	15 514 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	860 200 \$
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	TOUS LES JOURS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES COMMUNICATIONS

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

ADRESSE DU SITE INTERNET : www.rdprm.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 1997 - GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) - DIRECTION DES REGISTRE ET DE LA CERTIFICATION (DRC) (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) POUR LA VERSION 1, 2 ET 3 - BLEU OUTREMER : VERSION 4 – ASPECTS GRAPHIQUES POUR SE CONFORMER AU PROGRAMME D'IDENTIFICATION VISUELLE DU GOUVERNEMENT - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.: VERSIONS 5 ET 6
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	748 440 \$ (INFORMATIONNEL ET UNE PARTIE DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER): 154 960 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DU RDPRM (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : AU BESOIN (16 MIGRATIONS EN 2017-2018). SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (6 MIGRATIONS EN 2017-2018).
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.INFOCLES.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2001 - DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) - GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) (VERSION 1) - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	839 420 \$ (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER) : 53 208 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU SERVICE DE CERTIFICATION (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : AU BESOIN (4 MIGRATIONS EN 2017-2018). SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (3 MIGRATIONS EN 2017-2018).
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.LOBBY.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2002 - DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) - GROUPE LGS INC. (FIRME INFORMATIQUE) - SPOUTNIK CRÉATIVITÉ MARKETING INC : GRAPHISME DE CHACUNE DES PAGES - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC. (VERSION 2)
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	774 206 \$ (INFORMATIONNEL ET 100 % DU TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER): 38 135 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU REGISTRE DES LOBBYISTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : AU BESOIN (6 MIGRATIONS EN 2017-2018). SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (5 MIGRATIONS EN 2017-2018).
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.REGISTREDESVENTES.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2016 - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	3 180 079,37 \$ (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER): 14 033 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU REGISTRE DES VENTES (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFORTE :	AUCUN EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : AU BESOIN (6 MIGRATIONS EN 2017-2018). SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (3 MIGRATIONS EN 2017-2018).
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.LETTRESFONCIERES.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2010 - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 787 \$ (INFORMATIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) EST HÉBERGÉ À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER): 7 472 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RLPF (VOLETS INFORMATIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : AU BESOIN (8 MIGRATIONS EN 2017-2018).
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.ASSERMENTATION.JUSTICE.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	ANNÉE DE MISE EN PRODUCTION : 2008 - DRC (SERVICE DES COMMUNICATIONS – RESSOURCES INTERNES) - CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	577 697 \$ (INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL)
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	LE SITE WEB (VOLET INFORMATIONNEL) ET L'APPLICATION (VOLET TRANSACTIONNEL) SONT HÉBERGÉS À MÊME LES INFRASTRUCTURES DE LA DRC. EN 2017-2018 (AU 28 FÉVRIER): 95 854 \$ ONT ÉTÉ DÉPENSÉS POUR LES ACTIVITÉS D'ÉVOLUTION DE L'APPLICATION DU RCA (VOLETS INFORMATIONNEL ET TRANSACTIONNEL).
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	SITE INFORMATIONNEL : AU BESOIN (6 MIGRATIONS EN 2017-2018). SITE TRANSACTIONNEL : AU BESOIN (6 MIGRATIONS EN 2017-2018).
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES REGISTRES ET DE LA CERTIFICATION

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.PR.V.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE (CGI) INC.
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	118 745,91 \$
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	32 250,42 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2017-2018
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	1 MISE À JOUR EN 2017-2018
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR DU PROGRAMME DE REMBOURSEMENT VOLONTAIRE

LE SITE INTERNET EST FERMÉ DEPUIS LE 15 DÉCEMBRE 2017.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.CSJ.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2000 PAR DES RESSOURCES INTERNES ET PAR M. JEAN-FRANÇOIS BOURRET, CONSULTANT. IL A ÉTÉ COMPLÈTEMENT RESTAURÉ EN 2007 PAR DES RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	33 775 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	12 958 \$ EN 2017-2018
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	45 894 \$ EN 2017-2018 / REFONTE DE L’INTRANET ET DU SITE INTERNET PAR DES RESSOURCES INTERNES
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BIMENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE SELON LES BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION

ADRESSE DU SITE INTERNET : WWW.SARPAQUEBEC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	LE SITE A ÉTÉ CRÉÉ EN 2014 PAR LE SERVICE INFORMATIQUE INTERNE DE LA COMMISSION
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	120 652 \$
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	12 457 \$ EN 2017-2018 / ENTRETIEN ET MISE À JOUR PAR DES RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2017-2018
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	BIMENSUELLE ET TRIMESTRIELLE AINSI QUE SELON LES BESOINS PONCTUELS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	LE SERVICE DES COMMUNICATIONS DE LA COMMISSION

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTPS://DIVULGATION.GOUV.QC.CA	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	VORTEX SOLUTION (M2P INC.) EN COLLABORATION AVEC LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	AUCUN FRAIS DE CONSTRUCTION N’A ÉTÉ ASSUMÉ PAR LE DPCP.
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	71 785 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN EN 2017-2018
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	LORSQUE REQUIS
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

ADRESSE DU SITE INTERNET : HTTP://WWW.TAQ.GOUV.QC.CA/	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE :	RESSOURCES INTERNES
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE :	24 525 \$ EN 2003, SELON UNE ESTIMATION DE 100 JOURS. AUCUN COÛT POUR 2017-2018.
LES COÛTS D’HÉBERGEMENT, D’ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR :	EN 2017-2018, LES COÛTS D’HÉBERGEMENT DU SITE INTERNET DU TRIBUNAL AU CSPQ ONT ÉTÉ DE 1 100 \$. LES COÛTS D’ENTRETIEN ONT ÉTÉ D’ENVIRON 6 100 \$, EN HEURES TRAVAILLÉES PAR LES RESSOURCES INTERNES DU TRIBUNAL.
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE :	AUCUN COÛT EN 2017-2018.
QUELLE EST LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR :	LE SITE EST MIS À JOUR DE FAÇON PONCTUELLE SELON LES BESOINS.
LE RESPONSABLE DU CONTENU SUR LE SITE :	DIRECTION DES AFFAIRES INSTITUTIONNELLES

- G.30 NOMINATIONS, POUR 2017-2018, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :**
- A. LA LISTE;
 - B. LE NOM DE LA PERSONNE;
 - C. LES MANDATS DE CHACUNE DE CES PERSONNES;
 - D. LE DÉTAIL DES CONTRATS OCTROYÉS POUR CHAQUE MANDAT;
 - E. LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - F. LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - G. LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.7.

G.31 POUR 2017-2018, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE POUR LES TOURNÉES, LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS ET EN PRÉCISANT L’OBJET DE LA VISITE POUR CHACUNE D’ENTRE ELLES ET EN PRÉCISANT L’OBJET DES RENCONTRES ET LES PERSONNES OU ORGANISMES RENCONTRÉS.

MINISTÈRE

AUCUN.

- G.32** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2016-2017 ET 2017-2018 :
- A. LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - B. LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - C. LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - D. LE NOMBRE DE REFUS (EN PRÉCISANT, PAR CATÉGORIE, LES RAISONS ET/OU ARTICLES DE LA LOI INVOQUÉS POUR LE REFUS);
 - E. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - F. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - G. LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'INFORMATION CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2017-2018** DES MINISTÈRE ET ORGANISMES.

- G.33 LA LISTE EXHAUSTIVE DE TOUS LES MANDATS ET DOSSIERS ET DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES POUR 2017-2018 :**
- A. LE COÛT (DÉPLACEMENTS, ETC.);
 - B. LE NOMBRE DE RESSOURCES AFFECTÉES;
 - C. LE NOMBRE DE RENCONTRES;
 - D. LE NOMBRE D’ETC AFFECTÉ À CHAQUE MANDAT EN INDIQUANT LEUR FONCTION ET LEUR TITRE;
 - E. L’OBJET;
 - F. LES DATES.
-

LA MINISTRE DE LA JUSTICE N’A PAS D’ADJOINT PARLEMENTAIRE.

G.34 LISTE DES ENTITÉS ADMINISTRATIVES CRÉÉES, FUSIONNÉES, SCINDÉES OU ABOLIES SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE EN PRÉCISANT LES COÛTS DE TRANSITION ET LES COÛTS DE FORMATION.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.35 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2017-2018 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA *LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF* OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU QUÉBEC AUX RELATIONS CANADIENNES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.36 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET REPORTÉS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.37 L'INVENTAIRE COMPLETS DES SERVICES TARIFIÉS QUE LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2018-2019.

L'INFORMATION CONCERNANT LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2017-2018** DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2017-2018 ET LES PRÉVISIONS 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.39 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN 2017-2018, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 ET 2019-2020, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTES OU AUTRES, LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DE VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

MINISTÈRE

1. AIDE JURIDIQUE

L'ENTENTE COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2022. SELON CETTE ENTENTE, LA CONTRIBUTION ANNUELLE MAXIMALE AU QUÉBEC POUR « L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS » EST CALCULÉE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 EN FONCTION DES ÉLÉMENTS SUIVANTS :

a) CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE

CETTE CONTRIBUTION FÉDÉRALE EST ÉTABLIE À 24 897 709 \$ POUR 2017-2018 ET EST CALCULÉE EN FONCTION DE DEUX ENVELOPPES.

LE MONTANT MAXIMAL À VERSER À MÊME L'ENVELOPPE 1 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 EST CALCULÉ COMME SUIVANT :

- QUATRE-VINGT-CINQ POUR CENT (85 %) DE LA CONTRIBUTION DU CANADA ACCORDÉE AU QUÉBEC EN 2015-2016 POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

LE MONTANT MAXIMAL PAYABLE AU QUÉBEC À MÊME L'ENVELOPPE 2 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 EST CALCULÉ SELON CINQ VARIABLES ASSORTIES DES COEFFICIENTS DE PONDÉRATION SUIVANTS :

- NOMBRE DE PERSONNES ACCUSÉES EN VERTU DU CODE CRIMINEL OU DE LA LOI RÉGLEMENTANT CERTAINES DROGUES ET AUTRES SUBSTANCES (STATISTIQUE CANADA, 2015) – FACTEUR DE PONDÉRATION DE 25 %
- POPULATION MASCULINE ÂGÉE DE 12 À 34 ANS (STATISTIQUE CANADA, 2015) – FACTEUR DE PONDÉRATION DE 16,66 %
- MESURE DE FAIBLE REVENU (STATISTIQUE CANADA, 2014) – FACTEUR DE PONDÉRATION DE 16,66 %
- POPULATION AUTOCHTONE (ENQUÊTE NATIONALE AUPRÈS DES MÉNAGES DE STATISTIQUE CANADA, 2011) - FACTEUR DE PONDÉRATION DE 16,67 %
- DÉPENSES DES RÉGIMES D'AIDE JURIDIQUE POUR L'AIDE JURIDIQUE EN MATIÈRE CRIMINELLE (STATISTIQUE CANADA, 2014-2015) – FACTEUR DE PONDÉRATION DE 25 %

b) CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR L'AIDE JURIDIQUE AUX IMMIGRANTS ET AUX RÉFUGIÉS

CETTE CONTRIBUTION EST CALCULÉE SELON LES DIX VARIABLES SUIVANTES :

- DEMANDES PRINCIPALES DÉFÉRÉES
- ENQUÊTES D'ADMISSION COMPLÉTÉES
- CONTRÔLES DE LA DÉTENTION COMPLÉTÉS
- APPELS CONCERNANT UNE MESURE DE RENVOI FINALISÉS
- APPELS INTERJETÉS PAR LE MINISTRE FINALISÉS
- APPELS PRINCIPAUX (SAR)
- DEMANDES D'EXAMEN DES RISQUES AVANT RENVOI
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE DEMANDÉES
- AUTORISATIONS DE CONTRÔLE JUDICIAIRE ACCORDÉES
- DEMANDES DU SURSIS À LA COUR FÉDÉRALE

POUR L'EXERCICE 2017-2018, L'ENVELOPPE TOTALE DU FÉDÉRAL POUR L'ENSEMBLE DES PROVINCES PARTICIPANTES EST DE 14 200 000 \$. LA PART DU QUÉBEC EST CALCULÉE EN FONCTION DE SA PART DE LA DEMANDE TOTALE DE SERVICES RELATIVEMENT AUX VARIABLES PRÉCITÉES ET EST ÉTABLIE À 3 240 343 \$.

L'ENTENTE PRÉVOIT QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EFFECTUE DES PAIEMENTS PROGRESSIFS TRIMESTRIELS, CONDITIONNELS À LA TRANSMISSION DES RAPPORTS EXIGÉS À L'ENTENTE. POUR L'EXERCICE EN COURS, AUCUN VERSEMENT N'A ÉTÉ PERÇU À CE JOUR, PUISQUE L'ENTENTE N'A PAS ENCORE ÉTÉ SIGNÉE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE TOTALE POUR 2017-2018 EST ESTIMÉE À 28 138 052 \$.

LES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL SONT ENCOURUES PAR LA COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES.

2. PROGRAMME D'ASSISTANCE PARAJUDICIAIRE AUX AUTOCHTONES

CETTE ENTENTE D'UNE DURÉE DE 5 ANS COUVRE LES EXERCICES 2013-2014 À 2017-2018. LE NIVEAU DE FINANCEMENT MAXIMUM DU FÉDÉRAL, QUI ÉTAIT DE 529 694 \$ POUR LES 3 PREMIERS EXERCICES, A ÉTÉ MAJORÉ DE 300 000 \$ ET S'ÉLÈVE À 829 694 \$ POUR LES EXERCICES 2016-2017 ET 2017-2018.

L'ENTENTE PRÉVOIT LE PARTAGE DES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC POUR SOUTENIR L'ORGANISME QUI DISPENSE LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA CONTRIBUE À 50 % DE CETTE DÉPENSE JUSQU'À CONCURRENCE DU MONTANT MAXIMAL PRÉVU, SOIT 829 694 \$.

LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU QUÉBEC A VERSÉ UNE SOMME DE 1 291 600 \$ À L'ORGANISME DISPENSANT LES SERVICES DE CONSEILLERS PARAJUDICIAIRES AUPRÈS DES AUTOCHTONES. LE MONTANT ATTENDU DU FÉDÉRAL REPRÉSENTE 50 % DE CETTE SOMME, SOIT 645 800 \$.

VERSEMENT PERÇU DU FÉDÉRAL AU 28 FÉVRIER 2018:

2017-11-10 : 328 953 \$

LE SOLDE SERA VERSÉ À LA SUITE DE LA REDDITION DE COMPTES.

3. ENTENTE RELATIVE AU FINANCEMENT DES MESURES QUÉBÉCOISES DE JUSTICE FAMILIALE

L'ENTENTE COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2022. CETTE ENTENTE PRÉVOIT UN FINANCEMENT DANS LE CADRE DU FONDS CANADIEN DE JUSTICE FAMILIALE DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA, AFIN DE DÉFRAYER UNE PARTIE DES COÛTS ASSOCIÉS AU RENFORCEMENT DU SYSTÈME DE JUSTICE FAMILIALE QUÉBÉCOISE AU MOYEN D'UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES. L'APPORT DU FÉDÉRAL SERT PRINCIPALEMENT À FINANCER LES HONORAIRES DES MÉDIATEURS IMPLIQUÉS DANS LE PROGRAMME DE MÉDIATION FAMILIALE ET LES RECHERCHES EN MATIÈRE FAMILIALE.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE PRÉVUE POUR 2017-2018 EST DE 2 946 616 \$.

CE MONTANT SERA RÉPARTI ENTRE LE FONDS ACCÈS JUSTICE (2 809 507 \$) QUI ASSUME LE VOLET "MÉDIATION FAMILIALE" ET LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE (137 109 \$) POUR LE VOLET "RECHERCHE".

4. INFORMATIONS CONCERNANT LES SENTENCES

LE CANADA ET LE QUÉBEC ONT CONCLU LE 15 MAI 1995 UNE ENTENTE PAR LAQUELLE LE QUÉBEC TRANSMET AU CANADA LA DOCUMENTATION RELATIVE AUX SENTENCES QUI EST REQUISE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE GESTION DE LA PEINE ET DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. L'ENTENTE S'APPLIQUE À TOUTE PERSONNE CONDAMNÉE AU QUÉBEC À PURGER UNE SENTENCE D'INCARCÉRATION DANS UN PÉNITENCIER.

LE CANADA REMBOURSE UN MONTANT FIXE AU QUÉBEC POUR LES DÉPENSES ASSUMÉES POUR LE REPIQUAGE DES CASSETTES. CE MONTANT, INITIALEMENT FIXÉ À 18,00 \$ PAR CASSETTE LORS DE LA SIGNATURE DE L'ENTENTE EN 1995, EST INDEXÉ LE 1^{ER} AVRIL DE CHAQUE ANNÉE ET S'ÉLÈVE À 27,06 \$ POUR L'EXERCICE 2017-2018.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE REÇUE AU 28 FÉVRIER 2018 POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018 EST DE 42 038,18 \$.

DÉTAIL DES VERSEMENTS PERÇUS AU 28 FÉVRIER 2018 :

1.	2017-05-11	3 328,38 \$
2.	2017-06-15	5 601,42 \$
3.	2017-07-19	4 491,96 \$
4.	2017-08-08	3 910,64 \$
5.	2017-09-26	4 113,12 \$
6.	2017-10-13	4 789,62 \$
7.	2017-11-17	5 087,28 \$
8.	2017-12-27	4 816,68 \$
9.	2018-01-31	3 247,20 \$
10.	2018-02-28	2 651,88 \$

5. ENREGISTREMENT DES ACTIONS EN DIVORCE

L'ACCORD PRÉVOIT QUE LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA REMET À LA PROVINCE 3,00 \$ POUR CHAQUE DEMANDE EN DIVORCE DÉPOSÉE AU QUÉBEC.

DEPUIS 2014-2015, LE QUÉBEC ENCAISSE ET CONSERVE LES DROITS EXIGÉS (10,00 \$) ET TRANSMET LES FORMULAIRES AU FÉDÉRAL. AUX 3 MOIS, CE DERNIER FACTURE LA PROVINCE, QUI REMET ALORS 7,00 \$ PAR DEMANDE D'ENREGISTREMENT.

LES PERSONNES ADMISSIBLES À L'AIDE JURIDIQUE SONT EXEMPTÉES DU PAIEMENT DE CE DROIT.

LA CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR 2017-2018 EST ESTIMÉE À 29 000 \$.

6. ENTENTE POUR LES COURS DE LANGUE ANGLAISE POUR LES JUGES

CETTE ENTENTE QUI COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2015 AU 31 MARS 2018 PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA D'UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ POUR DÉFRAYER UNE PARTIE DES DÉPENSES ENCOURUES PAR LE QUÉBEC POUR LA PARTICIPATION DES JUGES À DES COURS SEMI-PARTICULIERS, INTENSIFS OU D'IMMERSION EN ANGLAIS JURIDIQUE.

POUR L'EXERCICE 2017-2018, UN MONTANT MAXIMAL DE 108 000 \$ SERA REMBOURSÉ À LA PROVINCE EN VERTU DE CET ACCORD.

7. PROGRAMME DE FINANCEMENT DES TRIBUNAUX DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE

CETTE ENTENTE D'UNE DURÉE DE TROIS ANS (2015-2016 À 2017-2018) PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE DU CANADA POUR LES COÛTS ASSOCIÉS AU PROGRAMME DE TRAITEMENT DE LA TOXICOMANIE DE LA COUR DU QUÉBEC. CE PROGRAMME, GÉRÉ PAR LA PROVINCE, SE VEUT UNE SOLUTION DE RECHANGE AU PRONONCÉ DE SENTENCE CLASSIQUE, PAR UN PLAN DE RÉADAPTATION DU CONTREVENANT.

LA CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL POUR L'EXERCICE 2017-2018 S'ÉLÈVE À 40 000 \$ POUR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

8. CONTRAVENTIONS FÉDÉRALES

EN VERTU DE L'ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 600 000 \$.

9. ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE

CETTE ENTENTE PERMET AU PERSONNEL DU MINISTÈRE D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DE DIVERS DOCUMENTS JURIDIQUES. EN VERTU DE CETTE ENTENTE, LE MINISTÈRE RECEVRA UN REMBOURSEMENT DE 180 000 \$.

10. ENTENTE CANADA-QUÉBEC CONCERNANT UNE CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR LA POURSUITE DES ACTIVITÉS LIÉES AU REMANIEMENT DE L'ENQUÊTE INTÉGRÉE SUR LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE AU QUÉBEC

L'ENTENTE COUVRE LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 2017 AU 31 MARS 2019. CETTE ENTENTE PRÉVOIT UNE CONTRIBUTION DE STATISTIQUE CANADA D'UN MONTANT DE 70 000 \$ POUR L'EXERCICE 2017-2018. CETTE CONTRIBUTION VISE À FINANCER LES DÉPENSES LIÉES À L'ACTUALISATION DE L'ENQUÊTE INTÉGRÉE SUR LES TRIBUNAUX DE JURIDICTION CRIMINELLE (EITJC). IL S'AGIT DE LA POURSUITE DES ACTIVITÉS DU REMANIEMENT DE L'EITJC ENTREPRISES AU QUÉBEC LORS DE L'EXERCICE FINANCIER PRÉCÉDENT.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

1. PROJET ADAPTER NOS INTERVENTIONS DANS LE BUT DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES PERSONNES VICTIMES VULNÉRABLES, NOTAMMENT DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS, DANS LE CADRE DU PROCESSUS JUDICIAIRE ET VEILLER AU RESPECT DES DROITS D'INFORMATION ET DE RECONNAISSANCE PRÉVUS À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (CCDV)

ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU PROJET INTITULÉ ADAPTER NOS INTERVENTIONS DANS LE BUT DE MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS DES PERSONNES VICTIMES VULNÉRABLES, NOTAMMENT DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS, DANS LE CADRE DU PROCESSUS JUDICIAIRE ET VEILLER AU RESPECT DES DROITS D'INFORMATION ET DE RECONNAISSANCE PRÉVUS À LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS DES VICTIMES (CCDV) POUR UN MONTANT DE 554 874 \$¹. CETTE SOMME SERVIRA À FAVORISER L'ACCÈS À LA JUSTICE ET LA PARTICIPATION AU SYSTÈME DE JUSTICE DES TÉMOINS MINEURS PAR UNE INTERVENTION ADAPTÉE DES INTERVENANTS PSYCHOSOCIAUX DU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS; PAR L'ÉLABORATION D'UN MODÈLE PILOTE D'ENTREVUES POLICIÈRES MULTISESSIONS BASÉES SUR LA COMPRÉHENSION DU DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT ET DU TRAUMA COMPLEXE. LE QUÉBEC ÉVALUERA ÉGALEMENT SON PROGRAMME DE RÉFÉRENCE POLICIÈRE DU RÉSEAU DES CENTRES D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS; FERA LA PROMOTION DE LA PARTICIPATION DES VICTIMES AU SEIN DU SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE EN INSTALLANT DES SYSTÈMES DE VIDÉOCONFÉRENCE MOBILES DANS LES ZONES RECLUÉES; ET DÉVELOPPERA DES RESSOURCES ET DES OUTILS AFIN DE VEILLER AU RESPECT DES DROITS D'INFORMATION ET DE RECONNAISSANCE PRÉVUS À LA CCDV, APPUYANT AINSI LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET.

2. PROJET MISE EN PLACE DE L'UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES (UQLIF)

ENTENTE CANADA-QUÉBEC RELATIVE AU PROJET INTITULÉ MISE EN PLACE DE L'UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES (UQLIF) POUR UN MONTANT DE 306 000 \$². CETTE SOMME SERVIRA À ÉTABLIR UNE UNITÉ QUÉBÉCOISE DE LIAISON ET D'INFORMATION À L'INTENTION DES FAMILLES DE FEMMES ET DE FILLES AUTOCHTONES DISPARUES ET ASSASSINÉES, QUI OFFRIRA UNE RÉPONSE CONCERTÉE AUX QUESTIONS DES FAMILLES CONCERNANT LEURS ÊTRES CHÈRES DISPARUES ET ASSASSINÉES. PAR CES INFORMATIONS COMPLÈTES AINSI QUE CULTURELLEMENT PERTINENTES ET SÉCURISANTES, LES FAMILLES POURRONT MIEUX COMPRENDRE LEUR RÔLE DANS LE SYSTÈME DE JUSTICE.

FONDS ACCÈS JUSTICE

VOIR POINT #3

FONDS DES REGISTRES

AUCUN.

1 CE MONTANT CORRESPOND À L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018. TOUTEFOIS COMME L'ENTENTE COUVRE LES EXERCICES FINANCIERS 2017-2018 ET 2018-2019, UN MONTANT DE 245 710 \$ EST ÉGALEMENT PRÉVU POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019. AINSI, LE MONTANT TOTAL DE L'ENTENTE EST DE 800 584 \$.

2 CE MONTANT CORRESPOND À L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018. TOUTEFOIS COMME L'ENTENTE COUVRE LES EXERCICES FINANCIERS 2017-2018 ET 2018-2019, UN MONTANT DE 306 000 \$ EST ÉGALEMENT PRÉVU POUR L'EXERCICE FINANCIER 2018-2019. AINSI, LE MONTANT TOTAL DE L'ENTENTE EST DE 612 000 \$.

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE SUBVENTIONS VERSÉES À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES AU SEIN DE SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA, LE DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES (DPCP) A OBTENU, UN FINANCEMENT DE 166 506,82 \$, POUR LE SYSTÈME NATIONAL DE REPÉRAGE, ET CE, POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018.

SÉCURITÉ PUBLIQUE CANADA ACCORDE CE FINANCEMENT DANS LE BUT D'ACCROÎTRE LA CAPACITÉ DES PROVINCES ET DES TERRITOIRES, D'IDENTIFIER ET DE RETRACER DES DÉLINQUANTS VIOLENTS À RISQUE ÉLEVÉ SUSCEPTIBLES DE NUIRE À LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.

ÉGALEMENT, UN ACCORD RELATIF À L'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS (2013) A ÉTÉ CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, LE 6 MAI 2013, POUR LEQUEL LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT ESTIMÉ À 410 000 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018.

CET ACCORD PRÉVOIT NOTAMMENT LA POURSUITE DES CONTRAVENTIONS, L'IMPOSITION ET L'EXÉCUTION DU PAIEMENT DES AMENDES ET DES FRAIS AFFÉRENTS AUX CONTRAVENTIONS COMMISES DANS LA PROVINCE AINSI QUE SUR LE PARTAGE AVEC CETTE PROVINCE DES AMENDES ET DES FRAIS PERÇUS QUI ONT ÉTÉ IMPOSÉS EN VERTU DE LA LOI SUR LES CONTRAVENTIONS.

PAR AILLEURS, DANS LE CADRE DE L'ENTENTE CANADA-QUÉBEC POUR LES SERVICES EN LANGUE ANGLAISE 2017-2018 À 2018-2019, LE DPCP RECEVRA UN REMBOURSEMENT D'ENVIRON 20 000 \$ POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017-2018. CETTE ENTENTE PERMET AUX PROCUREURS DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES, AUX GESTIONNAIRES DE MÊME QU'AU PERSONNEL DE SOUTIEN D'AMÉLIORER L'ACCÈS À L'INFORMATION PAR LA TRADUCTION DU FRANÇAIS VERS L'ANGLAIS DE DOCUMENTS JURIDIQUES ET DE LETTRES.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

AUCUN.

G.40 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CJA*	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	TAQ
TOTAL	207 832,07 \$	2 149,49 \$	0,00 \$	0,00 \$	4 255,90 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	68 097,00 \$	7 559,24 \$	10 364,63 \$

*SOURCE : SAGIR – DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

G.41 **POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉs, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (ALLOCATIONS DE TRANSITION), INCLUANT LES MONTANT VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.**

PRIMES DE DÉPART ET BRIS DE CONTRAT	MJQ*	FAVAC*	FAJ*	FRCP*	FDR*	CJA*	CDPDJ	CSJ	DPCP	FAAC	TAQ
TOTAL	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$	0,00 \$

*Source : SAGIR – DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

G.42 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.43** POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, À QUI LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU' AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE? POUR CHAQUE PERSONNE :
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS ET PRÉCISER LE MONTANT TOTAL DÉPENSÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.
-

IL N'Y A PAS DE CADRE, DE DIRIGEANT OU DE SOUS-MINISTRE QUI REÇOIT UNE RÉMUNÉRATION SANS EXERCER DE FONCTION.

- G.44** POUR 2017-2018, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DES REMANIEMENTS MINISTÉRIELS?
POUR CHAQUE PERSONNE :
- A. FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS;
 - B. FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ DES PRIORITÉS	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE DÉFINIR L'ORIENTATION GÉNÉRALE DES POLITIQUES DU GOUVERNEMENT, DE DÉTERMINER SES PRIORITÉS D'ACTION ET D'EN ASSURER LE SUIVI EN TENANT COMPTE DES GRANDS ENJEUX ACTUELS ET FUTURS DU QUÉBEC.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ DE LÉGISLATION	LE COMITÉ A POUR MANDAT DE S'ASSURER, UNE FOIS QU'UNE DÉCISION EST PRISE PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF À L'ÉGARD D'UNE PROPOSITION LÉGISLATIVE FORMULÉE PAR UN MINISTRE DANS UN MÉMOIRE, QUE LE PROJET DE LOI QUI EN DÉCOULE EST CONFORME À CETTE DÉCISION.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ MINISTÉRIEL DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL, ÉDUCATIF ET CULTUREL	LE MANDAT DU COMITÉ EST D'ASSURER LA COORDINATION DES POLITIQUES ET DES ACTIONS GOUVERNEMENTALES DANS LES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA MAIN-D'OEUVRE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE, DU TRAVAIL, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE, DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE, DE LA JUSTICE, DES DROITS DE LA PERSONNE, DES ÂÎNÉS, DES JEUNES, DE LA CONDITION FÉMININE, DU SPORT ET DU LOISIR, DE LA CULTURE, DE L'IMMIGRATION, DE LA LANGUE AINSI QU'EN CE QUI CONCERNE LES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNE, LES INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES, L'ACCÈS À L'INFORMATION ET LES AFFAIRES AUTOCHTONES.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ MINISTÉRIEL DU PLAN NORD	LE MANDAT DU COMITÉ EST DE RELANCER LE PLAN NORD DANS TOUTES SES DIMENSIONS ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES.	STÉPHANIE VALLÉE	N/A
COMITÉ DIRECTEUR DU PLAN NORD	LE COMITÉ A LE MANDAT D'ASSURER UNE COHÉSION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT NORDIQUE.	FRANCE LYNCH	N/A

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'ENQUÊTE 953	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2017 QCCJA 953	NATALIE LEJEUNE MICHEL MARCHAND MYRIAM BÉDARD	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 669	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2014 QCCJA 669	MORTON MINC MICHEL MARCHAND MARIE-LOUISA SANTIROSI	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 691	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2014 QCCJA 691	MORTON MINC MICHEL MARCHAND MARIE-LOUISA SANTIROSI	0 \$
COMITÉ D'ENQUÊTE 929	FAIRE ENQUÊTE SUR LA PLAINTÉ NUMÉRO 2017 QCCJA 929	NATALIE LEJEUNE MARIE AUGER ANNE-MARIE FORGET	0 \$
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	13-06-2017 DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	ME MORTON MINC ME MARIE CHAREST MME JILL LESLIE GOLDBERG ME MARIE LAMARRE ME PATRICK SIMARD	0 \$
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	11-09-2017 DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	ME MORTON MINC ME MARIE CHAREST MME JILL LESLIE GOLDBERG ME MARIE LAMARRE ME PATRICK SIMARD	0 \$
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	06-12-2017 DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	ME MORTON MINC ME MARIE CHAREST MME JILL LESLIE GOLDBERG ME MARIE LAMARRE ME PATRICK SIMARD	0 \$

NOM DU COMITÉ	MANDAT DU COMITÉ	LISTE DES PARTICIPANTS	HONORAIRES
COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	27-03-2018 DÉCIDER DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES SOUMISES AU CONSEIL	ME MORTON MINC ME HÉLÈNE BÉDARD (SUBSTITUT ME MARIE LAMARRE) ME NATALIE LEJEUNE (SUBSTITUT ME MARIE CHAREST) ME PATRICK SIMARD (SUBSTITUT ME ANNE-MARIE FORGET) MME NANCY RHÉAUME (SUBSTITUTS MARIE AUGER, SIMON JULIEN ET MICHEL MARCHAND)	0 \$
COMITÉ DE RELECTURE	06-12-2017 RELECTURE DES DÉCISIONS DU COMITÉ D'EXAMEN DE LA RECEVABILITÉ DES PLAINTES	ME MORTON MINC; ME NATALIE LEJEUNE; MME NANCY RHÉAUME.	0 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE
AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES
AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES
AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
AUCUN.

G.46 POUR LA PRÉPARATION DES PROJETS DE LOI, DES POLITIQUES, DES STRATÉGIES OU DES CONSULTATIONS GOUVERNEMENTALES, INDICHER, POUR CHAQUE TYPE, SI UNE ENTENTE DE CONFIDENTIALITÉ A ÉTÉ REQUISE PAR LE MINISTÈRE OU LE CABINET AUPRÈS DES PARTENAIRES. LE CAS ÉCHÉANT, POUR CHACUN DES TYPES VISÉS, FOURNIR LA LISTE DES PARTENAIRES ENGAGÉS AINSI QUE LADITE ENTENTE.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

G.47 COÛTS DE RECONDUCTION DES PROGRAMMES EXISTANTS : LISTE EXHAUSTIVE DES PROGRAMMES MINISTÉRIELS EXISTANTS À LA FIN DE L'ANNÉE FINANCIÈRE 2017-2018 ET QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS INTÉGRALEMENT EN 2018-2019. POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES EXISTANTS EN 2017-2018, DONNER LE COÛT DE RECONDUCTION INTÉGRAL ET LA DÉPENSE PRÉVUE AUX CRÉDITS 2018-2019, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS ET POUR LESQUELS LA DÉPENSE SERA NULLE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.48 LISTE DES SITUATIONS EN 2017-2018 OÙ S'EST APPLIQUÉ LE PRINCIPE DU CRAN D'ARRÊT, TEL QU'IL EST DÉFINI DANS LE BUDGET DE DÉPENSES 2014-2015.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.49 INDiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du Trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2017-2018 SEULEMENT.

MINISTÈRE

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES POUR L'ANNÉE 2017-2018 SEULEMENT.

G.52 NOMBRE D'EMPLOYÉS OU ETC AFFECTÉS À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF (SECRÉTARIAT À L'IMPLANTATION DE LA STRATÉGIE MARITIME), ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.53 VENTILATION DU BUDGET DU MINISTÈRE CONSACRÉ À LA STRATÉGIE MARITIME POUR 2017-2018 ET PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF (SECRÉTARIAT À L'IMPLANTATION DE LA STRATÉGIE MARITIME), ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.54 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS VERT.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES (FONDS VERT).

G.55 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DES RESSOURCES NATURELLES.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES (FONDS DES RESSOURCES NATURELLES), ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.56 LISTE DES AIDES FINANCIÈRES ACCORDÉES EN VERTU DE PROGRAMMES FINANCÉS PAR LE FONDS DU PLAN NORD.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LA SOCIÉTÉ DU PLAN NORD, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.57 POUR CHACUNE DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICE JURIDIQUE.

MINISTÈRE

SELON L'INFORMATION ACCESSIBLE, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 81 610,80 \$.

ORGANISMES

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 1 507,00 \$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

SELON L'INFORMATION ACCESSIBLE, LA SOMME ALLOUÉE À L'EXTERNE POUR TOUT TYPE DE SERVICES JURIDIQUES S'ÉLÈVE AU TOTAL À 28 687,71 \$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

AUCUNE.

G.58 PORTRAIT GLOBAL ET MONTANT TOTAL DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2017-2018 QUI ONT FAIT L’OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS SANS ÊTRE AUTORISÉS DIRECTEMENT PAR LES SOUS-MINISTRES OU LES DIRIGEANTS D’ORGANISMES PUBLICS, MAIS PLUTÔT À LA SUITE D’UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L’ORGANISME D’AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L’ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS.

INDIQUER SI OUI OU NON LE MINISTÈRE OU L’ORGANISME COMPILE CETTE INFORMATION EN FAISANT LA DISTINCTION ENTRE LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE DIRIGEANT DE L’ORGANISME ET LES COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS À LA SUITE D’UNE DÉLÉGATION DE POUVOIR.

FOURNIR LA LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D’OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) EN INDIQUANT :

- A. LE NOMBRE D’AUTORISATIONS;
- B. LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- C. LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- D. LE MONTANT ACCORDÉ;
- E. LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- F. LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- G. TOUT RAPPORT D’ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D’ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

INDIQUER SI OUI OU NON LES MINISTÈRES OU L’ORGANISME REND LUI-MÊME PUBLIQUE ET DISPONIBLE CETTE INFORMATION PAR LE BIAIS DE SON SITE INTERNET OU AUTRE MOYEN DE COMMUNICATION.

LE MONTANT INITIAL ET FINAL DES CONTRATS SONT DISPONIBLES SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D’APPEL D’OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC : [HTTPS://SEAO.CA](https://seao.ca).

G.59 CONCERNANT LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE, POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES (INCLUANT LES AGENCES, SOCIÉTÉS, ÉTABLISSEMENTS, INSTITUTIONS OU AUTRES), ET CE, POUR 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ET 2017-2018 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019 :

- A. LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL);
- B. LES GRANDS DOSSIERS EN COURS;
- C. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES;
- D. PRÉCISER LE NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON ENTRE LE NOMBRE DE RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES DANS LE DOMAINE DES TI;
- E. LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNE ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES.

B : LES INFORMATIONS SONT DISPONIBLES AU TABLEAU DE BORD
SITE INTERNET : [HTTPS://WWW.TABLEAUDEBORDPROJETSRI.GOUV.QC.CA/](https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/)

D : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

E : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION EST INCLUSE À LA RÉPONSE DE LA QUESTION G.11.

MINISTÈRE

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE MJQ POUR L'ANNÉE 2017-2018 S'ÉLÈVERA À 48 846,4 K\$ (INCLUANT LE FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS, LE FONDS ACCÈS JUSTICE ET LE FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS).

FONDS DES REGISTRES

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE FDR POUR L'ANNÉE 2017-2018 S'ÉLÈVERA À 16 827,7 K\$.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

- A. LES DÉPENSES EN INFORMATIQUE SONT ASSUMÉES PAR LE MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LA CDPDJ POUR L'ANNÉE 2017-2018 S'ÉLÈVERA À 1 125,2 K\$.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LA CSJ POUR L'ANNÉE 2017-2018 S'ÉLÈVERA À 1 149,5 K\$.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE DPCP POUR L'ANNÉE 2017-2018 S'ÉLÈVERA À 8 690,1 K\$.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

- A. AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

- A. SELON LA PROGRAMMATION ANNUELLE EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES 2017-2018, LA DÉPENSE TOTALE (OPÉRATION ET CAPITAL) POUR LE TAQ POUR L'ANNÉE 2017-2018 S'ÉLÈVERA À 2 983,1 K\$.

G.60 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, LE MONTANT TOTAL EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) :

- A. LA MASSE SALARIALE;
- B. DES INDEMNITÉS DE RETRAITE, S'IL Y A LIEU.

A : LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

MINISTÈRE

B. AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

B. AUCUN.

FONDS ACCÈS JUSTICE

B. AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

B. AUCUN

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS

B. AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

B. AUCUN.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

B. AUCUN.

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

B. AUCUN.

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

B. AUCUN.

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

B. AUCUN.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

B. AUCUN.

G.61 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR 2017-2018, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.62 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, PORTRAIT COMPLET ET BILAN DÉTAILLÉ DES ACTIONS ENTREPRISES ET DES COMPRESSIONS RÉALISÉES À LA SUITE DE L'ANNONCE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DU TRÉSOR LE 25 NOVEMBRE 2014. PLUS PRÉCISÉMENT, FOURNIR L'INFORMATION RELATIVE AUX ACTIONS DANS LE CADRE :

- A. DU PLAN DE RÉDUCTION DES EFFECTIFS POUR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES VISANT UNE RÉDUCTION D'AU MINIMUM 2 % DE LEUR NIVEAU D'EFFECTIFS;
- B. DU CHANTIER SUR LA RÉVISION ET L'OPTIMISATION DES STRUCTURES ET DES ORGANISMES DE L'ÉTAT;
- C. D'AUTRES ACTIONS VISANT À LIMITER CERTAINS FACTEURS POUVANT CONTRIBUER À AUGMENTER LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION;
- D. DE LA SUSPENSION DES BONIS DU PERSONNEL DE DIRECTION ET D'ENCADREMENT DES MINISTÈRES, DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX ET DES CABINETS MINISTÉRIELS.

FOURNIR LES PRÉVISIONS POUR 2018-2019.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.63 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES ET/OU AMORCÉES EN 2017-2018 EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS DANS LA STRATÉGIE GOUVERNEMENTALE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.

L'INFORMATION SERA PRÉSENTÉE AU **RAPPORT ANNUEL 2017-2018** DES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

- G.64** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LISTE DE TOUS LES RAPPORTS (D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION, D'ENQUÊTE OU AUTRES), ÉTUDES, AVIS, ANALYSES, ETC., PRODUITS PAR LE MINISTÈRE OU COMMANDÉS À UN ORGANISME OU UNE FIRME EXTERNE EN 2016-2017 ET 2017-2018 EN INDIQUANT POUR CHACUN :
- A. LE SUJET;
 - B. LA OU LES RAISONS POURQUOI IL A ÉTÉ PRODUIT OU COMMANDÉ;
 - C. LES COÛTS RELIÉS À SA RÉALISATION;
 - D. LE NOM DE L'ORGANISME OU DE LA FIRME EXTERNE, S'IL Y A LIEU.

PRÉCISER, POUR CHACUN, S'IL DÉCOULE D'UNE DEMANDE DU MINISTRE OU DU CABINET MINISTÉRIEL.

CETTE QUESTION NE SEMBLE PAS PERTINENTE À L'EXERCICE D'ÉTUDE DES CRÉDITS.

- G.65** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, INCLUANT LES CABINETS MINISTÉRIELS ET MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LE NOMBRE TOTAL DE PERSONNES AYANT BÉNÉFICIÉ DU PAIEMENT DE COTISATION À UNE ASSOCIATION (ORDRE OU CORPORATION) PROFESSIONNELLE EN VERTU DE LA DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (6-79) DU CONSEIL DU TRÉSOR OU DE TOUTE AUTRE DIRECTIVE PERMETTANT UN REMBOURSEMENT DE CES COTISATIONS, VENTILÉ PAR ASSOCIATION, ORDRE OU CORPORATION PROFESSIONNEL EN INDIQUANT :
- A. LA DÉPENSE TOTALE RELATIVE AU PAIEMENT DES COTISATIONS;
 - B. LA LISTE DES ASSOCIATIONS, ORDRES OU CORPORATIONS PROFESSIONNELS AUXQUELS LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC A VERSÉ UN PAIEMENT POUR COTISATION;
 - C. LA LISTE DES EMPLOYÉS, CADRES, DIRIGEANTS, MINISTRES ET JUGES AYANT BÉNÉFICIÉ DE CET AVANTAGE.

MINISTÈRE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	449	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	723 446,48 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES DU QUÉBEC	27	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	30 758,00 \$
ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE GESTION DES PLAINTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC [ARGP]	1	6-79	150,00 \$
ASSOCIATION DE LA SÉCURITÉ DE L'INFORMATION DU QUÉBEC [ASIQ]	N/D	6-79	465,00 \$
ASSOCIATION DU BARREAU CANADIEN, DIVISION DU QUÉBEC, L'	N/D	6-79	1 397,46 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	N/D	6-79	5 000,00 \$
LE GROUPE D'INTÉRÊT EN GESTION DE PROJETS PUBLICS AU QUÉBEC	N/D	6-79	2 500,00 \$
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	6-79	200,00 \$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES - SECTION DE QUÉBEC	5	6-79	390,00 \$
LAVOIE, ROUSSEAU, EN FIDÉICOMMIS	N/D	6-79	56,53 \$
OFFICE DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DU CANADA	1	6-79	300,00 \$
PROJECT MANAGEMENT INSTITUTE SECTION DE LÉVIS-QUÉBEC	2	6-79	465,22 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL	N/D	6-79	3 498,17 \$
RÉSEAU FRANCOPHONE DES CONSEILS DE LA MAGISTRATURE JUDICIAIRE	N/D	6-79	6 734,43 \$
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE D'ÉVALUATION DE PROGRAMME	2	6-79	90,00 \$

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	850,30 \$

FONDS ACCÈS JUSTICE
AUCUN.

FONDS DES REGISTRES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
CHAMBRE DES NOTAIRES	3	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	2 859,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	3	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	4 927,83 \$

FONDS RELATIF AUX CONTRATS PUBLICS
AUCUN.

ORGANISMES

CONSEIL DE LA JUSTICE ADMINISTRATIVE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	2	LETRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	2 748,25 \$

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
ASSOCIATION CANADIENNE DES COMMISSIONS ET CONSEIL DES DROITS DE LA PERSONNE (ACCCDP/CASHRA)	ORGANISME	6-79	6 000,00 \$
ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE LA GESTION DES PLAINTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (ARGP)	1	6-79	150,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC	23	CONDITIONS DE TRAVAIL DES CADRES JURIDIQUES ET CONVENTION COLLECTIVE (CONSEILLERS JURIDIQUES)	44 131,00 \$
CONSEIL CANADIEN DES ORGANISMES DE DÉFENSE DES DROITS DES ENFANTS ET DES JEUNES (CCDDEJ)	ORGANISME	6-79	4 000,00 \$
INSTITUT DE MÉDIATION ET D'ARBITRAGE DU QUÉBEC (IMAC)	2	6-79	688,00 \$

COMMISSION DES SERVICES JURIDIQUES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	466	CONVENTIONS COLLECTIVES DES AVOCATS EN VIGUEUR; ARTICLE 13, 44 ET 46 DE LA LOI SUR L'AIDE JURIDIQUE ET SUR LA PRESTATION DE CERTAINS AUTRES SERVICES JURIDIQUES (RLRQ, c.A-14)	686 820 \$
ORDRE DES CPA DU QUÉBEC	9	6-79	8 900 \$
ORDRE DES CRHAQ	2	6-79	1 278 \$

DIRECTEUR DES POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total ¹
ASSOCIATION DES ARCHIVISTES	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	205,00 \$
ASSOCIATION DES RESPONSABLES DE LA GESTION DES PLAINTES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC [ARGP]	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	150,00 \$
ASSOCIATION SUR L'ACCÈS ET LA PROTECTION DE L'INFORMATION (AAPI)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	220,00 \$
BARREAU DU QUÉBEC ¹	666	ENTENTE RELATIVE AUX CONDITIONS DE TRAVAIL DES PROCUREURS AUX POURSUITES CRIMINELLES ET PÉNALES 2015-2019 (ARTICLE 7-6.00)	1 187 382,84 \$

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total ¹
COMITÉ D'ACTION TRAITE HUMAINE INTERNE ET INTERNATIONALE (CATHII)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	50,00 \$
CONFÉRENCE POUR L'HARMONISATION DES LOIS AU CANADA	S.O.*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	3 000,00 \$
INTERNATIONAL ASSOCIATION OF PROSECUTORS (IAP)	S.O.*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	1 558,30 \$
INSTITUT DES AUDITEURS INTERNES (IAI)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	150,00 \$
GROUPE DES RESPONSABLES EN ANALYSE ET EN ÉVALUATION DE PROGRAMME	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	200,00 \$
REGROUPEMENT DE RÉSEAUX EN SANTÉ DES PERSONNES AU TRAVAIL (RRSPT)	S.O.*	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	2 793,04 \$
SOCIÉTÉ DE CRIMINOLOGIE DU QUÉBEC (SCQ)	1	DIRECTIVE CONCERNANT LE PAIEMENT PAR LE GOUVERNEMENT DE COTISATIONS À DES ASSOCIATIONS (ARTICLE 3)	90,00 \$

¹ CES COTISATIONS TIENNENT COMPTE DE CELLES ASSUMÉES EN CONTREPARTIE D'UN PRÊT DE SERVICES ET DE PHOTO-RADAR.

*COTISATIONS PAYÉES POUR L'ENSEMBLE DE L'ORGANISME

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	3	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	4 219,84 \$

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC

NOM DE L'ASSOCIATION	NOMBRE DE PERSONNES	NOM DE LA DIRECTIVE	Coût total
BARREAU DU QUÉBEC	56	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	88 415,46 \$
CHAMBRE DES NOTAIRES	1	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	1 183,00 \$
COLLÈGE DES MÉDECINS DU QUÉBEC	6	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	11 089,95 \$
ORDRE DES PSYCHOLOGUES DU QUÉBEC	3	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	1 971,00 \$
ORDRE DES TRAVAILLEURS SOCIAUX ET DES THÉRAPEUTES CONJUGAUX ET FAMILIAUX DU QUÉBEC	8	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	4 376,00 \$
ORDRE DES ÉVALUATEURS AGRÉÉS DU QUÉBEC	9	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	7 110,00 \$
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	432,65 \$
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC	1	LETTRE DU SECRÉTARIAT DES EMPLOIS SUPÉRIEURS	675,59 \$
BARREAU DU QUÉBEC	19	LETTRE DU SCT AU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES JURISTES DE L'ÉTAT	26 947,26 \$

- G.66** POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, POUR LES ANNÉES 2016-2017 ET 2017-2018, LES RESSOURCES AFFECTÉES EN ÉVALUATION DES PROGRAMMES EN INDIQUANT POUR CHACUN :
- A. LES EFFECTIFS (EN ETC), VENTILÉS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI;
 - B. LE BUDGET TOTAL AFFECTÉ AU DÉPARTEMENT OU À LA DIRECTION RESPONSABLE DE L'ÉVALUATION DES PROGRAMMES, AINSI QUE LE DÉTAIL DE SON MANDAT;
 - C. LE NOMBRE ET LA LISTE DES PROGRAMMES FAISANT L'OBJET D'UNE ÉVALUATION;
 - D. LE NOMBRE ET LA LISTE DES ÉVALUATIONS TRANSMISES AU SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR.
-

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.

G.67 POUR 2017-2018, LA LISTE DE TOUTE RENCONTRE D'ACCUEIL DE DIGNITAIRES ÉTRANGERS EN VISITE AU QUÉBEC, DE RENCONTRES DIPLOMATIQUES OU DE SOMMETS GOUVERNEMENTAUX, DE GRANDES RENCONTRES POLITIQUES ET DE NÉGOCIATIONS IMPORTANTES, DE TOUTE NATURE, AUXQUELLES A PRIS PART LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME. POUR CHAQUE RENCONTRE, INDIQUER LA DATE, LA NATURE, ET LE LIEU DE LA RENCONTRE.

LA RÉPONSE À CETTE QUESTION SERA TRANSMISE PAR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA FRANCOPHONIE, ET CE, POUR TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES.